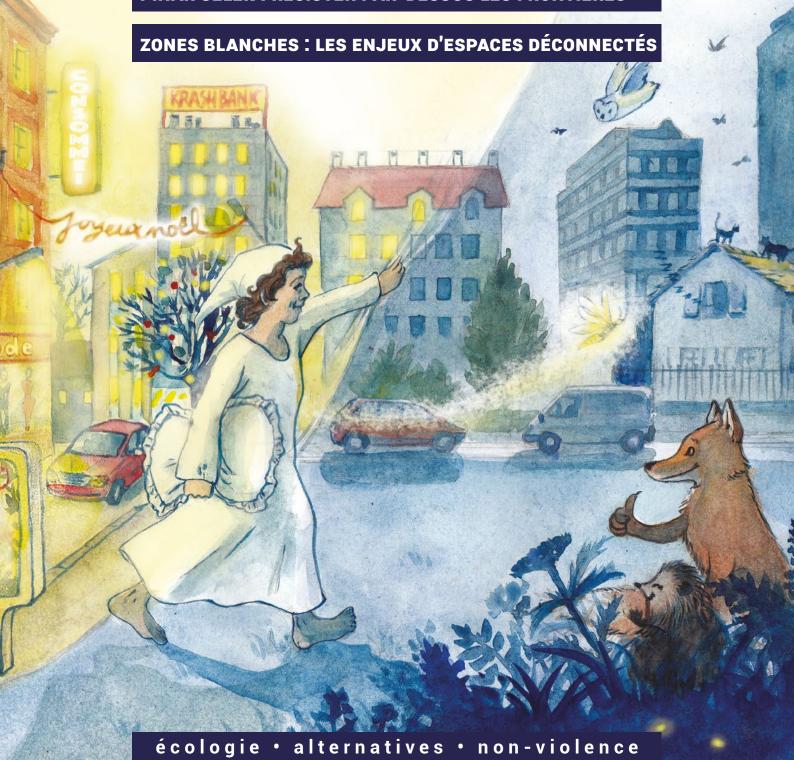
n° **475 FÉVRIER 2019**4,80 €



RETIENS LA NUIT

PINAR SELEK : RÉSISTER PAR-DESSUS LES FRONTIÈRES



QUESTIONS À... Maud Bigot du Samu Social Rhône sur l'hébergement d'urgence en France

L'urgence d'un toit

Le 28 juillet 2017, le chef de l'État français Emmanuel Macron déclarait "d'ici à la fin de l'année, je ne veux plus personne dans les rues, dans les bois". Où en est-on aujourd'hui?

C'est une question compliquée à laquelle il n'est pas possible de répondre au niveau national, la dernière étude de l'INSEE pour recenser les personnes sans-abris datant de 2012 ; elle avait alors recensé 141 500 personnes sans domicile. À Paris, a été organisée la nuit de la solidarité en février 2018, qui a recensé 3 035 personnes dormant dans la rue et 18 150 autres personnes hébergées dans des structures provisoires créées dans le cadre du plan

Grand Froid ou dans des centres ouverts à l'année ou des hôtels. Pendant l'hiver 2017/2018, ce sont 20 000 places qui ont été ouvertes en France métropolitaine dans le cadre du plan hivernal et du plan "Grand Froid", qui se déclenche quand les températures descendent en dessous en -5°C. Dans le Rhône, ce qu'on sait, c'est que sur une semaine, plus de 2 000 personnes composent le 115 (numéro d'urgence sociale).

Quels sont les dispositifs mis en place?

L'hébergement est un droit dont l'État est garant. Le problème, c'est que les dispositifs sont saturés, insuffisamment calibrés pour faire face à la demande. Les solutions pour les désengorger manquent (logements accessibles par exemple). Dans le Rhône, il faut parfois attendre 15 mois, en moyenne, pour obtenir une place d'hébergement d'urgence!

Il existe plusieurs types de structures qui s'occupent de l'hébergement d'urgence, certaines gérées uniquement par des professionnel·les, certaines gérées à la fois par des professionnel·les et des bénévoles, et certaines qui émanent uniquement d'initiatives citoyennes. Les deux premiers types de structures sont financés par l'État et en lien avec le SIAO (Service intégré d'accueil et d'orientation), l'organisme qui centralise toutes les demandes. Le troisième propose de l'accueil chez l'habitant. Cette forme de prise en charge tend à s'institutionnaliser. Il faut savoir que 95 % des personnes qui sont à la rue ont fait des démarches pour obtenir un logement. Le Samu Social cible son intervention sur les 5 % des personnes non connues des autres dispositifs.

Quelles sont les évolutions de la prise en charge en matière d'hébergement d'urgence?

Globalement, ces dernières années, on va vers une humanisation des structures d'hébergement. Elles sont plus qualitatives, le nombre de chambres individuelles augmente, les horaires d'entrée et de sorties s'assouplissent. Les structures se tournent par ailleurs de plus en plus vers une logique d'insertion, ce qui implique une exigence accrue dans le choix des publics à l'entrée. L'État pousse à prendre en charge des "personnes insérables" pour "fluidifier les dispositifs", et augmenter le nombre de personnes qui "sortent par le haut" des dispositifs d'aide.

Parallèlement, a été mis en place en 2017, le plan quinquennal "Logement d'abord", qui prévoit la construction de 160 000 logements sociaux d'ici à 2022. Le logement d'abord est une bonne chose mais nous pouvons nous interroger sur les possibilités de production de

logement accessible lorsque l'État diminue son soutien aux bailleurs sociaux. Cette nouvelle politique mène à une forme de concurrence des publics. Si le droit au logement est soumis à la condition d'un titre de séjour, le droit à l'hébergement est, lui, inconditionnel. Toute personne, française ou non, est sous la même législation. Mais dans les faits les traitements sont différenciés, et les personnes considérées comme "insérables" sont celles qui ont des papiers. Il est urgent de lutter contre ces clivages entre publics. Une solution résiderait dans la régularisation d'un certain nombre de ménages, bloqués dans les hébergements ou assignés à la rue car ni régularisables, ni expulsables. Cela demande du courage politique mais serait une solution humaine et pragmatique à la crise que nous connaissons actuellement dans le secteur.

■ Pour en savoir plus: Alynea, Cours de Verdun Perrache, 69002 Lyon, tél.: 04 78 38 20 98, http://alynea.org

LE MOIS DE LASSERPE

LE MEILLEUR VOEU POUR 2019



L'AUTOMOBILE, CETTE VACHE À CAIT....



UN HAUSSE DES CARBURANTS, UNE BONNE MESURE POUR L'EN VIRONNEMENT?



UES TEMPÉRATURES VONT AUGHENTER DE 3À5°C D'ICI 2,000, SIRIEN NE CHANGE



JAMMAIRI

■ DOSSIER RETIENS LA NUIT

05 Les enjeux de la pollution lumineuse nocturne

La pollution lumineuse relève aujourd'hui d'un constat largement partagé, mais ses conséquences sont encore souvent sousestimées. Et tout le monde n'est pas d'accord sur les façons de la combattre. Petit tour de ce qui se joue autour de l'éclairage artificiel nocturne.

08 Ecommoy, une commune étoilée

En France, 570 communes possèdent le label "Villes et villages étoilés" décerné par l'ANPCEN. Parmi elles, Ecommoy, dans la Sarthe, pratique l'extinction de l'éclairage nocturne depuis 2009. Elle a obtenu une troisième étoile au concours en 2018 et compte poursuivre ses efforts.

10 L'ANPCEN, une association dédiée à la nuit

En France, l'Association nationale pour la protection du ciel et de l'environnement nocturnes (ANPCEN) est l'association de référence pour la défense de la nuit, la seule qui s'y dédie exclusivement depuis vingt ans. Elle travaille sans relâche pour sortir le sujet du dédain ou du déni, l'inscrire dans quatre lois et construire une expertise unique. Entretien avec sa présidente.

13 Un plan d'action citoyen pour reconquérir nos nuits!

Bonne nouvelle! Les actions pour reconquérir nos nuits noires ne se heurtent à aucun des obstacles qui hérissent si souvent les chemins des alternatives. Tout le monde peut passer à l'action sans plus attendre et y trouver intérêt et plaisir.

■ CHRONIOUES

16 Bonnes nouvelles de la terre : Des "lâchers de livres" qui donnent des ailes

22 Un lieu à soi : Mamme NO TAP : une ZAD des mamans en Italie

26 L'écologie, c'est la santé :

Pollution : tou·tes contaminé·es ! 27 L'action non-violente, mode d'emploi : La grève

■ BRÉVES

PUBLICITES

100 %

16 Alternatives • 18 Environnement • 19 Climat • 20 Nucléaire

21 Énergies · 22 Femmes, hommes, etc. · 23 Société

24 Nord/Sud • 24 Agriculture • 25 Transports • 25 Libertés

26 Santé · 27 Paix et Non-violence · 28 Politique

28 Annonces • 29 Agenda • 41 Courrier • 42 Livres

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 2 janvier 2019.

Editeur: Association Sllence - N° de commission paritaire: 0920 D 87026 - N° ISSN: 0756-2640 - Date de parution: 1º trimestre 2019 - Tirage: 4650 ex. - Impression: Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot - Administrateurs: Pascal Antonanzas, Éric Cazin, Francis Levasseur - Directrice de publication: Gaëlle Ronsin - Comité de rédaction: Martha Gilson, Guillaume Gamblin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - Pilotes de dépendant rubriques: Michel Bernard, Annick Bossu, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Philippe Crassous, Gwenvaël Delanoë, Monique Douillet, Baptiste Giraud, Natacha Gondran, Divi Kerneis, Dominique Lalanne, Jean-Pierre Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn Peyret, Mimmo Pucciarelli, Nils Svahnström, Pinar Selek, Xavier Sérédine - Maquette: Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - Dessins: Lasserpe - Correctrices: Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique

Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse - Photographes: Ami-e-s de Silence, ANPCEN, Marie Astier, Bordalo II, Bastien Castagneyrol (INRA), Guy Dechesne, Sarah Hadrane, Lu Hashimoto, Hugo Lecomte, pxhere.com, Catherine Rulleau, Marguaux Subra-Gomez, Clément Tissot, Olivier Tuffé, Une terre pour les EHS, urantransport.de - **Et pour ce n°:** Marie Astier, Maurice Balmet, Michel Bernard, Patrice Bouveret, Guy Dechesne, Monique Douillet, Jean Dupré, Danièle Garet, Coline Guerin, Jean-Michel Lacroûte, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, François Ménétrier, Serge Perrin, Jocelyn Peyret, Mimmo Pucciarelli, Catherine Rulleau, François Veillerette, Francis Vergier, Victor Villain - Couverture: Mandragore - Internet: Damien Bouveret, Maud - Développement supports informatiques: Christophe Geiser (e-smile.org) - Archives: Mimmo Pucciarelli

Les textes sont sous la responsabilité de leurs aut-rices. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations: Les photos et dessins restent la propriété de leurs aut-rices

■ ARTICLES

30 Pinar Selek, une résistance créative par-dessus les frontières

Silence vient de coéditer le livre L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek. Cet ouvrage retrace la vie et les combats de Pinar Selek, une personnalité hors-norme dont la richesse du parcours et des engagements gagne à être connue.

32 La difficile expansion de la construction en terre crue

La terre crue est un matériau de construction aux atouts grandement négligés. Les préoccupations environnementales des dernières décennies amènent à s'y intéresser. Pourtant l'intérêt reste timide. Comment ce matériau et les procédés de construction qui lui incombent peuvent-ils rester si marginaux au sein du secteur de la construction?

34 Changement climatique et colonialisme

Vous lisez cet article après la COP24 qui s'est tenue à Katovice en Pologne en décembre 2018. Ce texte a été rédigé en novembre dernier après le succès des marches pour le climat. C'est un appel à la convergence des luttes climatiques et décoloniales.

36 Résister à la militarisation

Dans la région lyonnaise, entre 1967 et 1984, un groupe d'action, le Garm, s'illustre de manière créative et spectaculaire contre la militarisation de la société.

38 Derrière les zones blanches, les enjeux d'espaces déconnectés

Les zones blanches (non couvertes par le réseau de téléphonie ou d'internet mobile) sont devenues peau de chagrin en France et se situent le plus souvent dans des régions montagneuses et peu habitées. Alors que des associations se mobilisent pour dénoncer les dangers de l'omniprésence des ondes, quels sont les enjeux de la préservation de territoires "sans ondes" ?

48 Des ordures et des animaux

Big Trash Animals est une série d'œuvres d'art produites par Artur Bordalo – plus connu aujourd'hui sous le nom de Bordalo II – entre 2013 et 2018 qui vise à attirer l'attention sur le problème de la production de déchets, des matériaux non réutilisés, de la pollution et de ses effets sur la planète.

Prochain dossier **Décroissance** où en est-on ?

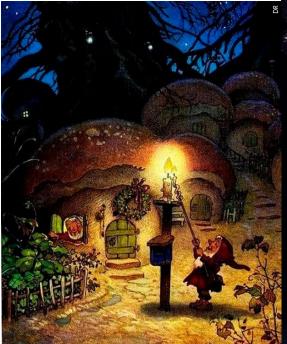


Association Silence

9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04 Tél.: 04 78 39 55 33 www.revuesilence.net Abonnements: Claire Grenet: mardi et jeudi: 10h-12h / 14h-17h · Dépositaires, stands et gestion: Olivier Chamarande: mardi et jeudi: 10h-12h / 14h-17h · **Rédaction**: Guillaume Gamblin et Martha Gilson: lundi et mercredi: 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires: IBAN: FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126 Code BIC: CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél.: 0032 81 39 06 39, IBAN: BE24 5230 8042 8738 - Code BIC: TRIOBEBB



Le rêve bien connu des écolos en matière d'éclairage public...



La vue et l'ouïe du hibou en font un redoutable chasseur nocturne.



Chaque été, les lucioles transforment les forêts japonaises en paysages féériaues.



Les observatoires astronomiques sont installés loin des villes pour éviter la pollution lumineuse.



endant des siècles, les lumières ont été associées à des valeurs positives, festivités, progrès, lutte contre les ténèbres et les peurs, aussi bien aux plans physiques que métaphoriques. Or, depuis un peu plus de vingt ans, nous commençons à percevoir les lumières artificielles comme source de pollution de notre environnement nocturne.

Routes, aéroports, complexes industriels ne connaissant jamais la moindre pause, villes se voulant aussi "attractives" de nuit que de jour, villages qui ne sauraient rester à la traîne... les points d'éclairage publics et privés se chiffrent en milliards chaque nuit sur la planète.

La nuit noire et étoilée rejoindrait-elle la liste des espèces en voie de disparition ?

En France, l'Association nationale pour la protection du ciel et de l'environnement nocturnes (ANPCEN) se consacre exclusivement à cette cause depuis vingt ans. Notre dossier lui est largement consacré. Un dossier dans lequel on verra que, si le lobby éclairagiste entend bien recouvrir le territoire d'installations sophistiquées aussi coûteuses que vulnérables et pas vraiment écologiques, les alternatives de bon sens existent, et que tout le monde peut agir à son niveau.

Danièle Garet

▲ Un exemple d'éclairage surabondant, avec déperdition vers le ciel de lumières mal dirigées et d'une utilité sans doute très réduite.

Les enjeux de la pollution lumineuse nocturne

La pollution lumineuse relève aujourd'hui d'un constat largement partagé mais ses conséquences sont encore souvent sous-estimées. Et tout le monde n'est pas d'accord sur les façons de la combattre. Petit tour de ce qui se joue autour de l'éclairage artificiel nocturne.

PARTIR DES ANNÉES 70, LE DÉVELOPPEment massif du transport automobile, l'étalement urbain et les coûts relativement faibles de l'électricité (1) entraînent des éclairages nocturnes de plus en plus envahissants. Depuis, le phénomène ne cesse de s'amplifier. Il n'épargne pas les campagnes, et les territoires échappant aux halos lumineux générés à partir des agglomérations et des voies de circulation sont rarissimes. En 25 ans, la France a augmenté de 94 % ses émissions de lumière chaque nuit. À lui seul, l'éclairage public compte 89 % de points lumineux en plus sur cette période, soit environ 11 millions. C'est dire l'aggravation de la pollution lumineuse...

DES IMPACTS MULTIPLES

Toujours dans les années 70, la notion de pollution lumineuse émerge d'abord chez les astronomes, en difficulté pour observer notre galaxie. Le "ciel étoilé" commence à être perçu comme un nouveau bien environnemental universel à protéger, porteur d'enjeux à la fois scientifiques et culturels. Tous les peuples, depuis des millénaires, nourrissent leurs représentations du monde en regardant les étoiles. Or, en 2016, des scientifiques établissent que près d'un tiers de la population mondiale a perdu la possibilité de voir la Voie lactée (2).

Le suréclairage nocturne participe par ailleurs aux atteintes à la biodiversité. Plus de 60 % des invertébrés et mammifères sont nocturnes et tous les animaux, même diurnes, ont besoin de l'alternance entre la nuit et le jour. La flore aussi, dont la pollinisation dépend pour une part non négligeable d'insectes nocturnes. Or, ceux-ci font partie des grandes victimes de l'éclairage, deuxième cause de leur hécatombe après les pesticides. L'ensemble de la chaîne écologique est fragilisée, en cascade, par leur disparition. La liste des dégâts environnementaux sur le vivant est longue : désorientation lors des migrations ou déplacements, comportements reproductifs modifiés, relations entre proies et prédateurs transformées, fragmentation des habitats, etc. Toutes les espèces sont concernées : mammifères, oiseaux, batraciens, insectes, poissons et écosystèmes sous-marins.

Les êtres humains ne sont pas en reste. Des lumières extérieures (lampadaires, enseignes lumineuses, vitrines...) font intrusion dans les habitations. Même faibles, elles peuvent perturber les rythmes biologiques liés à l'alternance entre veille et sommeil. Or, ils commandent notamment la production de la mélatonine, hormone essentielle pour la qualité du sommeil et la santé. Les éclairages nocturnes accompagnent en outre une prolongation des activités humaines, qu'elles

dans le moindre village est aussi dû à la politique d'EDF qui, à partir des années 1970, a financé les installations pour ensuite facturer la consommation et trouver ainsi un débouché à l'électricité issue du fonctionnement en continu des centrales nucléaires (2) Fabio Falchi, Pierantonio Cinzano, Dan Duriscoe, Christopher C. M. Kyba, Christopher D. Elvidge, Kimberly Baugh, Boris A. Portnov, Nataliya A. Rybni-

kova et Riccardo Furgoni,

"Nouvel Atlas mondial de la luminosité artificielle

du ciel nocturne", Science

Advances, 10 juin 2016.

(1) L'éclairage nocturne

DOSSIER | Retiens la nuit



\land Les voitures contribuent puissamment au suréclairage nocturne.

soient commerciales, laborieuses ou festives. Une tendance dont les implications sur notre modèle de société méritent d'être interrogées (3).

GÂCHIS ÉNERGÉTIQUE ET FINANCIER

Mieux pris en compte, et occultant souvent les autres, l'enjeu de l'économie énergétique est massif. La consommation de l'éclairage public français s'élève à 5,6 milliards de kWh, et 2 milliards supplémentaires pour les enseignes lumineuses. L'impact sur le réchauffement climatique est d'autant moins anodin qu'il faudrait, pour l'évaluer correctement, prendre en compte l'ensemble des opérations liées à l'éclairage, et pas seulement la consommation d'électricité : fabrication du matériel (souvent à base de matières premières rares importées, s'agissant des LED par exemple), transports, installation, maintenance, etc. Sans oublier le recyclage des matériels que l'on remplace, à ce jour très insuffisant, notamment en ce qui concerne les déchets électroniques produits par les nouvelles technologies d'éclairage.

(3) Voir Jonathan Crary, 24/7 le Capitalisme à l'assaut du sommeil, La

(4) Selon une étude de l'*INSEE* de 2015 (n° 1530) sur la "vulnérabilité énergétique".

Des réserves de ciel étoilé

International Dark Sky Association (IDA), fondée aux États-Unis en 1988, est la plus ancienne organisation luttant contre la pollution lumineuse. Elle décerne le très sélectif label Réserve internationale de ciel étoilé (RICE). À ce jour, seules 13 réserves de ce type existent dans le monde, dont, en France, le pic du Midi et, depuis août 2018, le Parc national des Cévennes. Les processus de labellisation, qui prennent plusieurs années, peuvent conduire à des progrès sur de vastes territoires, notamment en créant de vraies dynamiques locales. Le label exige une zone tampon autour du "cœur de réserve" et inclut alors des zones habitées où tout le monde s'engage à protéger le lieu. Mais la logique de réserve, dans ce domaine comme dans les autres, peut être perverse : elle distille le sentiment que, partout ailleurs, on peut relâcher les efforts. Faut-il se résoudre à aller voir les étoiles comme dans un zoo?

Les coûts financiers de l'éclairage, qui pèsent lourd sur les budgets publics, constituent un motif puissant de mobilisation des responsables locaux, parfois au détriment d'une vision plus globale du sujet. L'éclairage extérieur coûte deux milliards d'euros à l'État français, dont 1 milliard pour la seule maintenance et 500 millions pour la consommation énergétique. Cela représente, pour les collectivités locales, 42 % de leur consommation énergétique totale. L'ADEME et EDF estiment entre 30 % et 40 % les pertes de cette énergie du fait d'installations inadaptées.

Des gaspillages de grande ampleur donc, alors que par ailleurs 5,9 millions de ménages, soit plus d'un sur cinq, sont en situation de vulnérabilité énergétique (4).

AVIS DIVERGENTS SUR LES SOLUTIONS

Ces différents enjeux font aujourd'hui généralement consensus. Seul les liens éventuels entre éclairage et sécurité restent controversés, sujets à des préjugés et à un "sentiment d'insécurité" difficiles à combattre. Quoi qu'il en soit, la nécessité de mettre fin au suréclairage n'est plus guère contestée. Sur les solutions, en revanche, deux visions s'opposent, les mêmes que sur la plupart des autres sujets environnementaux : s'en sortir par davantage de technologies, toujours plus performantes nous dit-on, ou par davantage de sobriété et de bon sens.

LA SOLUTION TECHNOPHILE

S'agissant de l'éclairage public, la voie technophile correspond à une transition vers les LED et le numérique, dans le contexte de l'éclairage dit "intelligent". C'est celle de la filière éclairagiste, représentée notamment par le *Syndicat de*



▲ L'éclairage perturbe le rythme naturel de la faune nocturne.

l'éclairage (qui regroupe la plupart des entreprises de fabrication et d'installation) et l'*Association française de l'éclairage* (qui a vocation à diffuser des savoirs sur l'éclairage) (5).

Variations de l'intensité lumineuse à des moments choisis, capteurs de présence qui déclenchent l'allumage des réverbères, enchaînement des allumages synchronisé en "train de lumière" (au fur et à mesure du déplacement) font partie des basiques de l'éclairage "intelligent". La télégestion d'un réseau d'éclairage permettrait de mieux le gérer et d'aller plus loin dans la programmation de variations. Enfin, le nec plus ultra consisterait dans la connexion de l'éclairage à d'autres services: par exemple, la gestion des feux tricolores ou captation d'informations (qualité de l'air ou température), sans oublier surtout la "vidéoprotection". Car, comme c'est bizarre, les rues éclairées, censées être plus sûres, ont cependant besoin d'être mises sous vidéosurveillance...

Ce modèle séduit de nombreuses collectivités locales (6). Cependant, il s'avère coûteux, avec de nombreux coûts cachés, vulnérable sous divers aspects et, enfin, loin d'être véritablement écologique. Il conduit à une inflation de services dont l'utilité est parfois douteuse, à une surenchère technologique et à un modèle de "smart city" (ville dite "intelligente") ultra-connectée qui peut faire cauchemarder plutôt que rêver.

LA VOIE DE LA SOBRIÉTÉ ET DU BON SENS

Heureusement, là aussi, il existe une alternative! Une voie qui met d'abord en œuvre une réflexion globale et de long terme, centrée sur la sobriété et le bon sens. Dans une telle perspective, des LED bien choisies et bien installées peuvent avoir toute leur place, si on les utilise dans l'objectif de réduire non seulement la consommation

mais aussi les émissions lumineuses (les deux ne vont pas automatiquement de paire). Le bon sens, c'est aussi commencer par éteindre, chaque fois que la lumière ne s'avère pas vraiment utile. Environ 12 000 communes pratiquent désormais l'extinction nocturne, partielle ou totale. Et bien d'autres mesures sont possibles. En France, l'Association nationale pour la protection du ciel et de l'environnement nocturnes (ANPCEN) est la tête de file de cette approche. La suite de ce dossier lui est largement consacrée.

Danièle Garet ■

Faut-il avoir peur du noir ?

ce jour, aucune donnée statistique ne permet de trancher la question des liens éventuels entre éclairage et (in) sécurité. Mais, comme le souligne l'Association française de l'éclairage (conclusion de sa fiche d'information n° 1, 2017): "Il n'en reste pas moins que le sentiment d'insécurité est une des variables de la politique nationale de sécurité et de la politique locale d'une commune." Et en effet, les sentiments d'insécurité doivent être pris en compte. Mais comment? Pas en les amplifiant ni en alimentant une surenchère de dispositifs apparents de sécurité, encore moins en laissant se développer des perceptions fausses sur les dangers (qui sont rarement là où l'on croit). Écouter, dialoguer à partir des faits, déconstruire les discours sans fondement, proposer des phases d'expérimentation et établir des constats: voilà sans doute quelques éléments de base pour une réponse pertinente et non démagogique.

Sources données chiffrées : ANPCEN

(5) Au sein de la filière éclairagiste, on trouve de grands groupes: Bouygues, Vinci, Eiffage, Groupe EDF (Citelum), etc.; des entreprises mondiales "historiques" (Philips, Osram); de nombreuses PME (fabricants de lampadaires, d'ampoules, divers matériels) et des start-up, des entreprises asiatiques, des bureaux d'étude, des expert-es éclairagistes et autres "concepteurs lumière", etc. La filière est vaste, à cheval sur plusieurs métiers et en pleine recomposition.

(6) Toutes les communes ne se précipitent pas cependant dans des travaux ruineux. Le Syndicat de l'éclairage déplore que le rythme de rénovation de l'éclairage public français (75 % des lampadaires ayant plus de 25 ans) soit, selon lui, l'un des plus lents d'Europe (2 % du parc chaque année).



▲ Le centre ville d'Ecommoy, entre la forêt de chênes de Bercé et les terres agricoles du belinois.

Ecommoy, une commune étoilée

En France, 570 communes possèdent le label "Villes et villages étoilés" décerné par l'ANPCEN. Parmi elles, Ecommoy, dans la Sarthe, pratique l'extinction de l'éclairage nocturne depuis 2009. Elle a obtenu une troisième étoile au concours en 2018 et compte poursuivre ses efforts.

A COMMUNE D'ECOMMOY, DANS LA Sarthe, compte 4 700 habitant es. Une petite ville française comme bien d'autres, plutôt prospère, avec zone industrielle, zone commerciale et commerces en centre-ville, écoles, clubs sportifs, patrimoine historique (dont le château de Fontenailles), activités culturelles, etc.

FAIRE DES ÉCONOMIES

L'équipe municipale actuelle, plurielle au plan politique, ne s'est pas fait élire sur un programme particulièrement écologique. Le maire, Sébastien Gouhier, explique: "Quand notre équipe a été élue, en 2008, la commune était suréquipée en mâts d'éclairage, en points lumineux. On avait été dans une période de bling-bling et sous l'emprise d'entreprises privées qui se nourrissaient sur la bête, avec des coûts exorbitants chaque fois qu'il fallait

changer une ampoule, par exemple. On avait le cas symptomatique de l'allée de Fontenailles, qui traverse un éco-parc, jalonnée de mâts d'éclairage qui n'éclairaient que les arbres, avec des ampoules dans les feuillages! Or, sur le constat de ce que cela coûtait, et dans le contexte de la crise financière de 2008 qui a été un élément déclencheur, nous avons vraiment eu un consensus: tout le monde, de droite comme de gauche, écolo ou pas, était d'accord pour sortir de ces pratiques aberrantes, dues à la fois aux anciennes municipalités et aux lobbies de l'éclairage. Et tout le monde était soucieux de faire des économies."

L'ÉCOLOGIE REJOINT LES ÉCONOMIES

Par ailleurs, une réunion publique est organisée en 2008 avec le club d'astronomie local et le correspondant départemental de l'*ANPCEN*, Bernard Bonsens. Elle permet de renforcer la prise de conscience des impacts



🖊 Les chauves-souris, nombreuses sur le territoire communal d'Ecommoy, apprécient la réduction de l'éclairage nocturne.

de la pollution lumineuse sur l'environnement. Les habitantes y sont d'autant plus sensibles qu'une importante population de chauves-souris vit sur le territoire communal.

Ainsi, c'est la conjonction des préoccupations économiques et écologiques qui permet de décider sans difficulté, dès 2009, d'éteindre l'éclairage la nuit. Cela n'allait pourtant pas de soi a priori: "Notre commune est plutôt conservatrice, avec nombre de retraités et de commerçants qui se soucient, légitimement, de sécurité. Mais l'argument des coûts a été décisif et, pour la sécurité, les faits ont vite parlé d'euxmêmes: l'arrêt de l'éclairage la nuit n'a entraîné aucun problème. On a même pu constater que des regroupements de gens qui faisaient régulièrement du bruit au centre du bourg ont plutôt cessé avec l'extinction de la lumière."

RÉNOVATION, EXTINCTION, SOBRIÉTÉ

En 2014, Ecommoy participe pour la première fois au concours "Villes et villages étoilés" et obtient d'emblée deux étoiles. Puis, en 2018, une troisième. Parmi les mesures qui ont permis d'obtenir ces distinctions figure bien entendu l'extinction nocturne de l'éclairage, toujours en usage, avec même une plage d'extinction augmentée (désormais entre 22h30 et 6h du matin, 7h les dimanches et jours fériés). Cette pratique a permis de ramener le temps de fonctionnement annuel de l'éclairage à 1 300 heures (contre 4 100 heures pour un fonctionnement toute la nuit). Mais, au-delà de cette mesure phare, c'est tout l'éclairage de la commune qui a été repensé. Le nombre de points lumineux a été ramené de 900 à 830. La commune a commencé à remplacer ses anciens luminaires par des LED (30 % du parc à ce jour), en les choisissant avec soin. La lumière est émise exclusivement vers le bas et ne pénètre donc pas dans les habitations. Les ampoules ont une température de couleur de 3000 K "qui équivaut à un lever ou coucher de soleil, la valeur minimale pour éclairer et maximale pour ne pas nuire à l'environnement". Des horloges astronomiques ont été installées pour optimiser les éclairages et extinctions.

Bernard Beignion, conseiller municipal délégué notamment à l'éclairage public, conclut : "Ces actions ont permis de réduire la consommation annuelle de 38 375 kWh (204 383 kWh en 2014 et 166 008 kWh en 2017). Soit une diminution de près de 19%."

L'équipe municipale a l'intention de poursuivre sa politique en matière d'éclairage : continuer la rénovation du parc de luminaires dans un esprit de sobriété. Elle entend faire respecter la législation entrée en vigueur au 1er juillet 2018 sur l'extinction des publicités et enseignes lumineuses. Mais sur ce point, Sébastien et Bernard se montrent confiants: "On va surtout diffuser l'information, par exemple par les bulletins municipaux, ou dans le cadre d'actions de la communauté de communes. La politique municipale en matière d'éclairage est connue depuis longtemps et les commerces jouent le jeu. Par exemple, nous avons un Hyper U qui s'est tout à fait conformé à nos pratiques d'extinction. Nous ne nous attendons pas à rencontrer de problèmes sur ce sujet."

Danièle Garet ■

Hôtel de Ville Place du Général de Gaulle 72220 Ecommoy 02 43 42 10 14



▲ La population de Venteuges (Haute-Loire) est fière d'habiter dans un village étoilé.

L'ANPCEN, une association dédiée à la nuit

En France, l'Association nationale pour la protection du ciel et de l'environnement nocturnes (ANPCEN) est l'association de référence pour la défense de la nuit, la seule qui s'y dédie exclusivement depuis vingt ans. Elle travaille sans relâche pour sortir le sujet du dédain ou du déni, l'inscrire dans quatre lois et construire une expertise unique. Entretien avec sa présidente.

Silence : le combat de l'ANPCEN est sous-tendu par une approche spécifique. En quoi consiste t-elle?

Anne-Marie Ducroux : L'éclairage du 21e siècle ne doit pas continuer à être déterminé par une approche standardisée des fabricants et installateurs, qui a conduit depuis plusieurs décennies au suréquipement et au suréclairage nocturne. Ni déterminé par une innovation conduisant à ce qu'une technologie chasse l'autre, obligeant à réinvestir. Ni anti-acteurs économiques ni anti-technologues, nous préconisons d'inverser la conception en partant des besoins réels des habitants, différents sur chaque territoire. Il s'agit aussi de bien prendre en compte tous les impacts et tous les coûts, notamment dans une perspective environnementale globale, de long terme et de sobriété énergétique. Commençons par les mesures simples, de bon sens et sans coût pour les citoyens, économes de budgets publics, et dont les résultats sont constatés immédiatement. L'achat de nouveaux équipements et de nouvelles technologies peut être utile en fin de réflexion, mais pas au début. Et il faut en mesurer les limites, les coûts réels dans la durée, la capacité d'adaptation à un climat qui évolue avec davantage d'épisodes violents, tempêtes ou orages. Or, l'offre commerciale oriente massivement les choix des communes vers des systèmes d'éclairage à LED composés d'électronique, plus sensibles aux surtensions.

"NOUS ALERTONS SUR LES LED"

À propos des LED, qui sont mises en place dans de très nombreuses communes, quelle est votre position?

Nous alertons sur les LED, après avoir étudié le sujet avec soin pendant plusieurs années. Leur technologie est encore en évolution. Mais les informations sur leurs performances et avantages sont affirmées par les fabricants eux-mêmes. Toutefois, divers problèmes sont déjà connus. Notamment, du fait de leur forte composante en bleu (1), avec une toxicité accrue pour le vivant ainsi qu'une forte diffusion de leur lumière dans l'atmosphère et les milieux ambiants. Pourquoi des alertes sanitaires déjà publiées, des études scientifiques montrant leurs effets sur la biodiversité... n'empêchentelles toujours pas, aujourd'hui, une prescription massive des LED auprès des collectivités locales qui

(1) La gamme des lumières émises par tout type de lampe varie, allant des lumières "chaudes", plus orangées et moins toxiques. à celles les plus "froides", blanches, avec forte composante de bleu dans leur spectre (cela correspond à une faible longueur d'ondes émise par la lumière), plus nocives. L'Agence nationale de sécurité Sanitaire (ANSES) a déjà alerté, depuis son rapport d'octobre 2010, sur les risques sanitaires que présentent les LED, du fait de leurs fortes composantes bleues et de l'intensité de



▲ L'ANPCEN fait un gros travail d'information et de sensibilisation autour de la pollution lumineuse.

ignorent ces effets ? Pour notre part, nous leur recommandons de faire preuve de prudence et de bon sens: ne les adopter qu'après toutes les autres solutions, les choisir avec soin, en limiter l'usage. Hélas, on voit les communes continuer à éclairer autant avec des LED, et même augmenter le nombre de sources lumineuses parce que celles-ci seraient peu consommatrices d'énergie. Résultat: les LED contribuent fortement à l'augmentation de la quantité de lumière émise la nuit. C'est l'effet rebond, inverse à l'objectif de réduction de la pollution lumineuse.

Nous réclamons, entre autres, une régulation de ce marché par l'État, la mise en place d'une expertise indépendante des performances des LED et de leur durée de vie réelle, d'un affichage environnemental complet pour les acheteurs, une clarification de la position de l'État, pour le moins incohérent. Nous attendons en particulier qu'il cesse de cautionner imprudemment une durée de vie théorique de 30 ans annoncée par les fabricants. Si cette promesse n'est pas tenue, les gains économiques vantés aux collectivités ne seront pas au rendez-vous, alors qu'elles auront investi des millions d'euros. Ainsi, nous sommes opposés au soutien public des LED par un Certificat d'économie d'énergie (CEE). Ce CEE émane des acteurs économiques intéressés au déploiement massif des LED dans un contexte de marché mondial en très forte expansion et sur l'ensemble du territoire : + 61 % de mise sur le marché français de LED entre 2015 et 2016, soit 87 millions d'unités.

Quelles sont les avancées réalisées par 20 ans d'actions de l'ANPCEN?

Les positions de l'association ont d'abord été jugées farfelues, puis dangereuses et aujourd'hui elles apparaissent tout simplement ... évidentes. Sur fond d'une meilleure conscience écologique,

Bref portrait de l'ANPCEN

l'origine, l'association regroupe des astronomes mobilisés pour la préservation du ciel étoilé. Elle élargit peu à peu son champ de préoccupation à la défense globale de l'environnement nocturne. Elle se donne, en 2010, une présidente engagée dans le développement durable: Anne-Marie Ducroux.



Association
Nationale
pour
la Protection
du Ciel
et de
l'Environnement
Nocturnes

Composée exclusivement de bénévoles, l'ANPCEN est organisée de façon classique avec un bureau, un conseil d'administration et un réseau d'une soixantaine de correspondants et correspondantes locales. Son financement est assuré par un *mix* comportant le montant des adhésions et des dons, subventions et partenariats, dans un souci de "diversification pour ne dépendre d'aucune source".

Ses actions s'exercent à un double niveau. National, avec un travail constant de plaidoyer auprès des instances politiques et administratives. Local, avec des actions en direction des collectivités et du grand public: concours pour le label Villes et villages étoilés, charte proposée aux communes, plateformes de veille citoyenne, boîte à outils, etc. Toutes ses actions sont gratuites. Elle œuvre en partenariat avec diverses organisations: Parcs nationaux, Fédération des parcs naturels régionaux, Ligue de protection des oiseaux, Les Eco-Maires, l'Association des maires de France, le Muséum national d'histoire naturelle, l'Institut national du sommeil et de la vigilance, etc.

■ ANPCEN, 3 rue Beethoven, 75016 Paris, www.anpcen.fr

la perception du sujet a donc profondément évolué à tout niveau de la société: l'État, les élus, les professionnels, les citoyens. Les collectivités locales entrent peu à peu dans les démarches que nous proposons. Elles ont compris qu'au contraire d'autres acteurs, nous sommes désintéressés, qu'elles peuvent économiser des millions d'euros tout en minimisant les impacts. Cette évolution s'est accompagnée de notre plaidoyer pour la mise en place progressive d'un cadre législatif et



▲ Éclairage intense d'entrepots à Étupes (Doubs) vu depuis les hauteurs du plateau de Brognard.

réglementaire depuis 10 ans. La pollution lumineuse et ses impacts figurent désormais dans quatre lois (2), ainsi que dans plusieurs textes réglementaires. La construction de ce cadre institutionnel a été longue et laborieuse, mais est indispensable.

"NOS ATTENTES ENVERS L'ÉTAT"

Cela a été long, notamment pour l'entrée en vigueur du décret sur l'extinction des publicités et enseignes lumineuses. Comment expliquez-vous l'inertie de l'État?

Ce décret de janvier 2012 sur l'extinction des publicités et enseignes lumineuses dans les villes de moins de 800 000 habitants n'est entré pleinement en vigueur qu'au premier juillet 2018, soit 6 ans plus tard! Nous avons demandé que l'État organise immédiatement le contrôle effectif de son application, chose qu'il n'a jamais faite pour l'arrêté de 2013 relatif à l'extinction de l'éclairage pour les vitrines, façades et bureaux non occupés (3).

Alors pourquoi? Du côté de l'État, je vois plusieurs facteurs. D'abord son fonctionnement très cloisonné, qui n'aide pas à prendre en compte un sujet global. Ensuite, la succession des ministres et secrétaires d'État de l'écologie (j'en dénombre près d'une dizaine en quelques années!), qui complique aussi beaucoup les choses. Puis le fait que les cabinets ministériels travaillent tout simplement par urgences, et l'environnement nocturne n'en fait pas partie à leurs yeux.

L'autre explication réside dans l'action de lobbies, très structurés et puissants, depuis des années, percutés par nos recommandations : fabricants, installateurs, entreprises et syndicats d'énergie, organisations professionnelles, bureaux d'étude, etc.

Que reste-t-il à obtenir ? Sur quoi vous mobilisez-vous en priorité désormais ?

Outre la fin de la caution des LED de la part de l'État, il y a en a bien d'autres... Une revendication centrale actuelle vise un véritable plan d'action, avec des financements identifiés, des objectifs chiffrés et contrôlés. Dans l'immédiat, un objectif de stabilisation des quantités de lumière émises chaque nuit, puis des objectifs de diminution, avec des échéances précises, pour que tout le monde se mette en mouvement. L'État devrait en outre accompagner les bonnes pratiques : encourager financièrement les 12 000 communes qui pratiquent une extinction de leur éclairage public la nuit, soutenir activement le label français original "Villes et villages étoilés" qui crée une dynamique de progrès dont l'ampleur grandit à chaque édition. Nous attendons aussi désormais du gouvernement qu'il interpelle les entreprises de la filière sur leurs responsabilités sociales, les sollicite pour des engagements publics et une attitude de dialogue avec les parties prenantes.

Propos recueillis par Danièle Garet

(2) Il s'agit des deux lois issues du Grenelle de l'environnement en 2009-2010 (notions de nuisances lumineuses), de la loi de transition énergétique de 2015 (exemplarité énergétique et environnementale des installations lumineuses. principe pollueur-payeur), et de la loi 'Biodiversité, nature et paysages" de 2016 (paysages nocturnes comme patrimoine de la Nation, devoir pour tous de protéger l'environnement nocturne, besoin de continuités écologiques nocturnes, à l'instar des trames bleues et vertes, nuisances lumineuses en mer). (3) Pour cet arrêté de 2013, l'ANPCEN organise, depuis 2013, une veille citoyenne via une plateforme collabo-





▲ La promotion de la nuit noire s'affiche.

Un plan d'action citoyen pour reconquérir nos nuits!

Bonne nouvelle! Les actions pour reconquérir nos nuits noires ne se heurtent à aucun des obstacles qui hérissent si souvent les chemins des alternatives. Tout le monde peut passer à l'action sans plus attendre et y trouver intérêt et plaisir.

OUT LE MONDE PEUT AIDER À RÉDUIRE la pollution lumineuse, particulièrement dans le cadre communal. Pas besoin d'argent (ou très peu) puisqu'au contraire, on fait des économies. Pas d'obstacles législatifs ou réglementaires : les communes ne sont soumises à aucune obligation d'éclairage. Celui-ci fait simplement partie du pouvoir de police du maire, qui doit veiller au bon ordre et à la sûreté, sécurité et salubrité publiques. De même, les normes n'ont aucun caractère obligatoire et c'est heureux, car leur logique de standardisation pousse au suréquipement et au suréclairage. Autre atout, il s'agit d'un sujet dont tout le monde peut s'emparer sans trop de difficulté et où chacun·e peut trouver son intérêt. Seule la question de la sécurité peut se révéler délicate. De nombreux cas montrent d'ailleurs qu'elle n'a rien d'insurmontable. Alors, allons-y!

PARTICIPER À UNE VEILLE CITOYENNE

C'est simple : observer l'éclairage nocturne dans son environnement, identifier les points lumineux qui constituent des nuisances (pour soi-même ou pour la collectivité), des inutilités et aberrations, puis les signaler à sa mairie. De même pour les éclairages privés allumés hors des heures légales. Il s'agit des vitrines, façades et locaux professionnels ainsi que, depuis juillet 2018, des publicités et enseignes lumineuses entre 1 h et 6 h du matin pour les communes de moins de 800 000 habitant-es. On peut, d'une part, les signaler à sa mairie et, d'autre part, faire remonter ses constats, photos à l'appui, sur la plateforme collaborative de l'ANPCEN, qui organise une veille citoyenne depuis 2014 et permet de compléter le recensement des communes pratiquant l'extinction, partielle ou totale, de l'éclairage public.

On peut aussi rejoindre, ou créer, l'un des groupes militants qui conduisent des actions directes (non-violentes et sans dégradation) sur les écrans lumineux de publicité ou auprès des magasins pour les inciter à respecter la législation (voir encadré).

INTERPELLER SON CONSEIL MUNICIPAL

Signaler aux élu·es de la commune les problèmes auxquels il faut répondre. Mais aussi exiger que le conseil joue son rôle consistant à contrôler et faire respecter la législation (la veille citoyenne ne devrait pas l'exonérer en la matière). L'ANPCEN propose une lettre-type et peut aider localement. Les démarches auprès des municipalités sont plus ou moins fluides en



Action du "Clan du néon" à Paris, dans la nuit du 9 au 10 janvier 2012. Voyez-vous la différence entre les deux photos?

Le retour des balais extincteurs

e Clan du néon, les Pêcheurs d'énergie, ZéroWatt... À partir de 2007, dans de nombreuses villes de France, des activistes éteignent les enseignes lumineuses des magasins fermés. Le mode opératoire est simplissime : les interrupteurs se situant à l'extérieur, en général en haut de la vitrine, un long manche à balai pourvu d'un crochet suffit. Un tract laissé sur la vitrine — et distribué aux passant·es s'il y en a (les actions ont lieu en soirée ou dans la nuit) — explique les motifs. Des actions que l'on pourrait qualifier de a-légales, sur la voie publique, sans violence ni dégradation. Elles sont conduites aussi par des groupes anti-pub comme les Déboulonneurs et, aujourd'hui, notamment par le mouvement RAP (Résistance à l'agression publicitaire).

Le décret de 2012 sur l'extinction des enseignes est enfin entré en vigueur le 30 juillet 2018. Mais s'il n'est pas appliqué, les perches extinctrices pourraient ressortir des placards à balai. D'ailleurs, le 30 juillet 2018, le groupe versaillais de RAP a éteint une trentaine d'enseignes. Le 13 octobre 2018, à l'occasion de la 10° édition du Jour de la nuit (événement de sensibilisation à la pollution lumineuse organisé par l'association Agir sur l'environnement avec une vingtaine de partenaires), diverses tournées d'extinction ont été organisées un peu partout en France. À Rouen, par exemple, où RAP laisse aux boutiques "éteintes" l'explication suivante : "Vous avez bien failli payer une grosse facture d'électricité et émettre du CO₂ : heureusement que nous passions dans le coin! Mais nous ne pourrons pas être là à chaque fois et comptons sur vous pour la suite."

Le jour de la nuit

e jour de la nuit est une manifestation nationale de sensibilisation à la pollution lumineuse, à la protection de la biodiversité nocturne et du ciel étoilé. Il est organisé par l'association Agir pour l'environnement.

• Tél. 01 40 31 02 37, www.jourdelanuit.com

fonction des personnes et des politiques menées en matière d'écologie et de démocratie participative. La taille des communes joue aussi, bien sûr. Dans les grandes villes, il est parfois plus simple de s'adresser d'abord aux mairies d'arrondissement ou aux conseils de quartier.

CONVAINCRE SA COMMUNE DE DÉCROCHER DES ÉTOILES

Toutes les communes s'interrogent aujourd'hui sur leur éclairage, ne serait-ce que pour alléger leurs dépenses. Dès lors, rien de tel que de convaincre la sienne de concourir pour le label national "Villes et villages étoilés", créé par l'ANPCEN. Elle peut espérer y gagner une distinction (de une à cinq étoiles) utile pour son image, spécialement au plan touristique. Mais surtout, elle est assurée de s'inscrire d'emblée dans une démarche de progrès (le label est valable quatre ans) et dans une dynamique collective. En effet, pour y participer, il faut répondre à un questionnaire très complet pour diagnostiquer ses équipements et ses pratiques, et pour se poser toutes les bonnes questions. Le remplir constitue déjà un travail d'analyse, d'autoévaluation et de réflexion. Il n'est pas limité aux caractéristiques techniques de l'éclairage, mais aborde aussi les usages, le respect des réglementations sur les éclairages privés, la sensibilisation des populations aux différents enjeux, etc. Le succès du concours (39 communes labellisées lors de la première édition en 2009 et 374 en 2017) témoigne d'ailleurs de l'intérêt qu'y trouvent les équipes municipales et les populations.

FAIRE LE NOIR CHEZ SOI

À l'évidence, les démarches collectives, qu'elles quelles soient, ne serait-ce que par immeuble ou groupe d'habitations, ont davantage d'impact. Pour autant, il ne faut pas oublier l'action individuelle. Dans son jardin ou sur son balcon, les belles soirées d'été peuvent être plus ou moins nocives ou respectueuses de l'environnement selon qu'on les illumine façon fête foraine ou avec parcimonie (permettant à la magie de la nuit d'opérer). Dans les maisons et appartements,



A Petites et grandes bouaflais es posent avec le sourire pour fêter l'optention par la commune du label "Ville et village étoilé" en 2015.

il est important de restaurer le noir. Chasser non seulement les lumières intrusives venant de l'extérieur, mais aussi celles de l'intérieur, les veilleuses, écrans, voyants lumineux de tout type. Même quand ils diffusent peu de lumière, ils peuvent contribuer à un halo lumineux qui supprime l'obscurité nécessaire à la mise en route des mécanismes du sommeil.

OBSERVER LES ÉTOILES ET LES ANIMAUX

Les promenades d'observation nocturne offrent de bons moments, parfois couplés avec une démarche de science participative. Les associations et clubs d'astronomie organisent des sorties, pour différents publics, qui peuvent combiner plaisir et recueil d'informations utiles. Il est même possible de participer, à l'échelle internationale, à la campagne Globe at Night (1) qui organise de manière collaborative une cartographie mondiale de la qualité des ciels nocturnes. Dans le domaine de la faune, les sociétés animalières, ornithologiques ou autres, organisent aussi des sorties. Connectées ou non à des programmes scientifiques nécessitant des bénévoles pour des comptages, elles offrent en tout cas une expérience sensible de la nature nocturne. Un contact indispensable pour nous et nos enfants, sans lequel nous perdrons notre motivation pour la protéger et donc nous protéger nous-mêmes. Aussi, faisons de chouettes balades à la recherche des hiboux, hérissons, lucioles et autres papillons de nuit.

Danièle Garet ■

(1) Programme international de science citoyenne organisé par le National Optical Astronomy Observatory (États-Unis), www.globeatnight.org

Quels choix techniques?

est entendu, la meilleure lumière nocturne est celle qu'on n'émet pas. Mais quand l'éclairage s'avère nécessaire, comment faire les bons choix? Voici quelques recommandations de l'ANPCEN.

Orientation de la lumière

Le principe général consiste à éclairer vers le sol et non vers le ciel, à diriger la lumière sur la seule zone à éclairer. Ainsi, bannir les lampes en forme de boule, les projecteurs encastrés dans le sol ou éclairant de bas en haut, les dispositifs émettant de la lumière au-dessus de l'horizontal. Réduire la hauteur des mâts chaque fois que possible. Privilégier les modèles à lampes encastrées non apparentes, installer des caches supérieurs ou latéraux pour protéger les habitations de lumières intrusives, etc.

Types de lampes

Les "boules à mercure" sont désormais interdites. Privilégier les lampes à sodium haute pression avec température de couleur de 2100 K (c'est-à-dire émettant peu de lumière blanche, la plus nocive). Pour les LED, ne pas dépasser 2700 K et exiger la température de couleur la plus basse.

Puissance d'éclairage

Ne pas dépasser 70 W par lampe.

Solutions non lumineuses

Balisage par catadioptres (dispositifs passifs réfléchissant la lumière en direction de la source émettrice), marquage

photoluminescent (principe d'une exposition à la lumière avant sa restitution dans l'obscurité).





Bonnes nouvelles de la Terre

Marie Astier

Des "lâchers de livres" qui donnent des ailes

Depuis un an et demi, une association distribue gratuitement des livres dans les quartiers populaires d'Alès, dans le Gard.

Joël Baptiste a fondé *Voyages culturels* en mars 2017. Il s'est donné pour mission de collecter des livres, de les trier et de les redistribuer gratuitement dans l'agglomération d'Alès, dans le Gard. Un an et demi plus tard, "on a distribué 20 000 livres", se félicite-t-il.

Un jour, alors qu'il faisait de la brocante, "des enfants se sont arrêtés devant un carton de livres mais leur mère n'avait pas l'argent alors, je leur ai offert. Je me souviens de leur regard!".

Son petit stock de brocanteur s'est étoffé rapidement grâce à des "boîtes à livres" installées, notamment, dans les médiathèques de l'agglomération. Les particuliers peuvent y déposer les ouvrages qui encombrent leurs étagères, les bibliothèques elles-mêmes sont ravies de lui céder les ouvrages anciens qui doivent laisser place aux nouveaux.

"Lâchers de livres"

Régulièrement, Joël Baptiste organise ce qu'il appelle des "lâchers de livres". Dans un jardin public de la ville d'Anduze (Gard), au lycée d'Alès — "plus de mille livres sont partis", assure-t-il —, ou encore au milieu des cités d'Alès. En plus des stands exposant les ouvrages où chacun-e peut se servir, un atelier papier cadeau est proposé. "L'an dernier, c'était un sacré succès, on a passé la journée à emballer des livres, les enfants en choisissaient même pour les offrir à leur instituteur!" témoigne Murielle Mucha, la compagne de Joël. "Devant les stands, les gens discutent, se conseillent, consultent les livres". Un autre objectif de l'association est ainsi atteint : créer du lien.

Construire ensemble sa bibliothèque

L'association essaime des bibliothèques sur le territoire. Ainsi à l'École régionale de la deuxième chance d'Alès, une institution qui vise à former des jeunes éloignées de l'emploi.



Joël et Murielle ont maintenant un beau stock de livres!

Régulièrement, des listes d'ouvrages réclamés par les élèves sont envoyées à l'association, qui les recherche dans son stock. Audrey Lepage, la formatrice de français, se félicite que certains livres aient plu, et donné lieu à des exposés.

Autre lieu de diffusion à venir, le local servant aux cours d'alphabétisation et aux cours de français, notamment pour les jeunes migrant·es. Joël leur a proposé de construire avec lui la future bibliothèque. Une douzaine de palettes permet de réaliser un meuble permettant d'accueillir environ 300 livres. Tandis que Joël coupe les planches à la bonne longueur, deux jeunes s'activent à les poncer. "J'aime les livres sur la politique", indique Ali, 17 ans, venu du Pakistan.

D'autres bibliothèques sont déjà en fonctionnement aux *Restos du cœur*, à l'aire des gens du voyage, dans divers centres associatifs des communes alentour, dans une association d'aide aux devoirs et d'échanges culturels.

En partenariat avec: www.reporterre.net



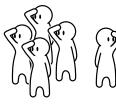
Towt: transport de marchandise, on lève les voiles!



Vive le vent, vive le vent... et fini les énergies fossiles! Towt, entreprise de transport, propose de revenir au transport maritime à la voile. À l'opposé des immenses et très polluants porte-conteneurs qui sillonnent les océans, Towt propose des bateaux capables de relier la Grande-Bretagne à la France comme de faire la grande traversée, à leur propre rythme, sans fioul, accompagnés de leur chargement de thé, de café, de chocolat ou de rhum. Selon Bastamag, "avec 9 milliards de tonnes de fret et plus de 5 000 porte-conteneurs, les mers et les océans voient passer 90% des marchandises transportées dans le monde. La taille des bateaux ne cesse de croître : en 2017, un cargo produit en Corée a franchi la barre des 20 000 conteneurs de capacité". Le transport à la voile permet d'économiser les énergies fossiles et de préserver le climat. Créée en 2011, changée en SARL trois ans plus tard, Towt, pour TransOceanic Wind Transport est un projet en pleine expansion. Choix qui reste aujourd'hui marginal, la voile pourrait bien être l'avenir écologique et pérenne d'un transport maritime raisonné. (Source : Bastamag, 22 juin 2018)

◆ TransOceanic Wind Transport, TOWT – Transport à la voile, pépinière d'entreprises du Pays de Douarnenez (bureau 12), 75 rue Ar Véret, CS60007, 29177 Douarnenez Cedex, France, tél.: 09 84 33 89 62, info@towt.eu, www.towt.net

Alternatives W



Médias



♦ De Montessori aux neurosciences, offensives contre l'école du commun,

N'Autre école, n° spécial hiver 2018-2019, 10 €. À rebours de certaines initiatives parfois présentées dans Silence, Alain Chevarin et Grégory Chambat rejettent en bloc la méthode Montessori et l'instru-

mentalisation pédagogique et politique des neurosciences. En creux, les deux auteurs défendent une vision renouvelée de l'école publique, qui serait une école des communs, quand la multiplication des écoles privées porterait une vision individualiste et vitaliste de l'enfant.



+ Lilith, Martine et les autres, "Radio-activité", 7 décembre 2018, Radio Canut 102,2 FM. Émission de radio féministe diffusée sur la radio anti-

autoritaire lyonnaise Radio Canut, qui interroge dans cet épisode la dangerosité du nucléaire. Entretiens avec des femmes du collectif Les scotcheuses, qui parlent d'elles et de Bure ; avec une infirmière qui décortique sa formation pour décontaminer les personnes en cas d'accident nucléaire ; avec une personne du Réseau sortir du nucléaire qui parle de l'extraction d'uranium au Niger, etc. İl y aussi des lectures de passages de la revue Z sur le nucléaire et d'un passage du livre Les femmes de Plogoff. Cet épisode et tous les autres sont réécoutables sur la plateforme sonore http://www.radiorageuses.net



◆ CQFD, "Apocalypse, parce que c'est leur projet !", décembre 2018, n°171, 4 €. Le mensuel papier du chien rouge (la mascotte du journal) s'attarde dans ce numéro sur les fantasmes liés à l'apocalypse. Un entretien avec Renaud Duterme rappelle que le

fil rouge de l'effondrement actuel est l'explosion des inégalités sociales, et plusieurs articles analysent le traitement de la fin du monde dans la culture. Entre genre littéraire, crainte mythique et réalités sociales, la fin du monde comme vous ne l'avez jamais lue.

AlterTour 2019: complètement à l'ouest!

L'AlterTour 2019 commencera en douceur en descendant la Loire d'Angers à Nantes à partir du 13 juillet 2019. Puis ce sera la descente vers le sud : La Roche-sur-Yon, La Rochelle, Angoulême, Périgueux, Bergerac, Montauban, Auch, Tarbes pour finir à Pau le 25 août 2019. L'association qui anime ce grand périple cycliste à l'ambiance familiale cherche les alternatives à visiter sur ce

♦ AlterTour, c/o Mathieu Fromont, 1, rue du Cloître, 39100 Monnières, tél : 06 77 59 30 92, www.altercamapgne.net

» Alternatives

Un hameau en partage

éco-hameau Les Âges est situé sur le Causse, à deux pas de Brive-la-Gaillarde, en Corrèze. Il attend de devenir un lieu de vie et d'accueil collectif et écologique tourné vers l'harmonie.

Sur environ 4 hectares de nature préservée, on trouve pour l'instant un hameau traditionnel plein de charme en cours de restauration, consacré à l'accueil d'une centaine de stagiaires, de vacanci·ères "évoluti·ves" et de bénévoles, avec des salles d'activités, un bar associatif le bar des amis (avec une licence IV), un restaurant végétarien, etc. Tout cela fonctionne déjà et seul un théâtre est encore à réaménager. Tout autour, deux yourtes, un chapiteau, des espaces de camping, des caravanes, un manège couvert, un potager bio etc. Mais le hameau ne compte pas en rester là et projette la création d'un éco-village d'une vingtaine de maisons bioclimatiques (voire autonomes), partiellement en autoconstruction, avec éolienne, bassins d'épuration etc. dès qu'un groupe suffisant sera réuni.



C'est Bernard Girard, déjà à l'origine d'un écolieu vers Bourgoin-Jallieu (en Isère), qui, avec 4 couples d'ami es de Rhône-Alpes, décide de pousser plus loin l'expérimentation et de créer un site collectif plus grand, après avoir suivi le processus



"Le rêve du dragon" et visité d'autres lieux collectifs en Europe. Au bout de 8 ans de recherche, en 2015, le groupe tombe amoureux de ce hameau. Avec ses 8 corps de bâtiments construits du 13e au 19e siècle, il convient parfaitement pour y construire un lieu de vie écologique. En 2016, l'équipe initiale se dissout et Bernard se retrouve seul. Il se rapproche alors du mouvement des *Colibris*. Le lieu devient une "Oasis", et il organise chaque mois avec des ami es et voisin es des semaines de découverte pour futur es résident es.

Coopératives, mutualisation et accueil du public

Début 2017, deux autres porteuses de projets, Astrid-Marie (27 ans) et Gwendavyre (49 ans), venues de Belgique, se joignent à l'entreprise, apportant différents outils tels que l'intelligence relationnelle ou la biodanza...

Pour échapper à la propriété, le lieu est géré par deux coopératives, une SCIC et une coopérative d'habitant es, en gouvernance partagée. La buanderie et les véhicules sont mutualisés. Chaque mois, et particulièrement en été, de nombreuses personnes passent en recherche d'un lieu collectif pour réaliser leur projet personnel. Une épicerie itinérante bio a tenté de s'installer, des thérapeutes y travaillent et des stages sont organisés.

Une forte motivation est nécessaire pour s'engager. Il est demandé aux personnes intéressées de faire une semaine de découverte puis de s'investir au moins un mois bénévolement pour être sûr e de vouloir devenir résident-e.

Les possibilités du lieu sont vastes et les trois résident-es actuel-les ont une grande ouverture d'esprit. Le hameau pourrait accueillir une boulangerie (il y a un four à pain), du maraîchage, un restaurant ouvert sur l'extérieur, une école, des salles de soin, une ferme pédagogique, un camping, des stages de permaculture, de chamanisme, d'ayurvéda, des artistes etc.

♦ Les Âges, 19600 Chartrier-Ferrière, hameaulesages.net, lehameaulesages@gmail.com.



$\Im \mathsf{Environnement}$



» Océans

Un prix pour la protection des profondeurs

e prix Goldman pour l'environnement est un prix remis annuellement à des personnes qui défendent l'environnement. En 2018, il a été remis à Claire Nouvian, fondatrice de l'association Bloom, qui s'engage pour la préservation des océans. C'est la deuxième Française à recevoir ce prix, après Christine Jean en 1992 pour la coordination de la lutte contre des projets de barrages au sein du comité SOS Loire Vivante. L'association Bloom se bat pour la préservation d'une pêche traditionnelle respectueuse des fonds marins et contre le chalutage profond. Elle a réussi à gagner plusieurs campagnes pour les océans, comme l'interdiction de la pêche profonde en dessous de 800 mètres décrétée par l'Union européenne en 2016. Dès 2015, face à la pression de l'association, Intermarché s'était engagé à ne plus pêcher en eaux profondes d'ici 2025 et cessait de chaluter au-delà de 800 mètres de profondeur. Dernière victoire en date : le vote fin janvier 2018 par le Parlement européen de l'interdiction de la pêche électrique dans les eaux de l'Union Européenne.

♦ BLOOM France, 77 rue du Faubourg Saint-Denis, 75010 Paris, France, tél.: 09 81 46 33 70, contact@bloomassociation.org, www.bloomassociation.org



Pour observer les effets du réchauffement climatique en Europe, une équipe de recherche de l'INRA (Institut National pour la Recherche Agricole) a fait appel à 7 pays différents pour un projet de sciences participatives original. Du Portugal à la Finlande, 35 écoles primaires et 19 équipes de scientifiques ont réalisé des chenilles en pâte à modeler, qu'ils ont ensuite placées sur les branches de chênes blancs. Le but ? Relever les traces de dents, becs ou mandibules sur ces faux insectes, afin de

constater la répartition des prédateurs ailés en fonction du climat, ainsi que les défenses naturelles des arbres contre les vraies chenilles, spongieuses ou processionnaires. Pour le moment, quelques 3 000 insectes en pâte à modeler ont été disséminés incognito, mais l'étude n'est pas encore achevée. Une des hypothèses de cette étude est que si les volatiles sont moins nombreux, les chenilles prolifèrent, et les dégâts sur les chênes s'accumulent. Qui va alors protéger les arbres ? Mais pour que cette alliance feuillue et ailée soit établie, il faudra attendre la fin de l'étude, prévue en automne 2019. (Source : *The* Conversation, le 4 novembre 2018)

♦ Contact : https://sites.google.com/view/oakbodyguards/home

La Cop est pleine ! Place à la justice

a France s'était engagée dans le cadre de l'Accord de Paris signé en 2015 à "tout mettre en ■ œuvre pour contenir la hausse des températures à un niveau nettement inférieur à 2°C par rapport aux niveaux préindustriels afin de limiter les risques d'atteinte à l'environnement et la santé". Promesses de pacotille, puisque la France n'a pas respecté ses objectifs de court terme et connaît des émissions de CO₂ en hausse de +3,2 % en 2017. Que dire alors de la COP 24, qui promettait de réviser à la hausse les engagements climatiques nationaux ? Absence du président, départ de la table des négociations avant la fin... la France a brillé par son absence lors de ces rencontres. Puisque le gouvernement actuel ne semble pas avoir saisi l'urgence de la situation, quatre organisations non gouvernementales (Notre Affaire à Tous, Greenpeace, la Fondation pour la Nature et l'Homme, Oxfam) ont décidé, fin

LES PÉTITES AVANCÉES DE UA COP 24



décembre 2018, d'attaquer l'État pour "carence fautive" du fait de son "incapacité à mettre en œuvre des mesures concrètes et effectives" pour lutter contre le changement climatique. Les organisations françaises s'inspirent d'une action judiciaire qui a porté ses fruits aux Pays-Bas : le 24 juin 2015, le juge de première instance néerlandais a enjoint les Pays-Bas à réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Les ONG appellent au soutien de leur action à travers une pétition accessible sur le site laffairedusiecle.net

» Haute-Vienne

Couper des arbres puis en replanter...



À Panazol, à quelques kilomètres de Limoges, le long de la Vienne, promeneurs et promeneuses ont eu la triste surprise de découvrir, en août 2018, des berges rasées, des souches d'arbres coupées au ras du sol, taillis et branches arrachés laissés sur place, etc. Seuls quelques arbres isolés ponctuent ce paysage désolé, épargnés car "remarquables pour leur histoire, leur forme ou leur rôle écologique" selon la municipalité. Celle-ci a justifié cette opération de déboisage en pointant les risques liés aux chutes d'arbres. Or, ce risque est très largement réduit par un bon entretien, alors que la coupe rase effectuée sur les rives risque d'exposer brutalement la rivière à une lumière intense et continue, et donc d'augmenter la température de l'eau au détriment de la biodiversité. Ces coupes sont également justifiées par la future voie verte qui reliera Limoges à Vassivière. Voie verte dont le premier tracé date de 1998 et qui n'est toujours pas sortie de terre... Le chantier de Panazol peut paraître anecdotique, mais il est symptomatique d'un urbanisme contemporain destructeur. Dans les villes comme dans les villages, des arbres qui ne sont même pas encore adultes sont très souvent coupés, puis d'autres arbres plus jeunes replantés, sans aucune réflexion environnementale. Résultat : les jeunes arbres replantés sont souvent coupés parce que malades d'être isolés dans un environnement urbain, ou parce que le pouvoir politique aura une nouvelle lubie... (Source: La Bogue, 13 octobre 2018)

20 000 lieues sous les mers, les tentacules du numérique

"Au fond des océans, une créature étend ses tentacules : Internet. Mails, selfies, vidéos de chatons circulent à travers la planète grâce à plus de 360 câbles de l'épaisseur d'un bras humain qui relient les continents entre eux. Ils reposent sur le sable ou sont légèrement enterrés, jusqu'à 8 000 mètres sous les mers. En trente ans, 1,2 million de kilomètres de câbles de fibre optique ont été déroulés. De quoi faire trente fois le tour de la Terre. Aujourd'hui, ils charrient 99 % du trafic intercontinental". À la lecture de cet article de Margaux Lacroux, paru dans Libération le 31 août 2018, on est pris de vertige. Et cette multiplication de câble n'est pas près de s'affaiblir: l'explosion du trafic internet mondiale fait craindre une multiplication par 10 de ces câbles dans les prochaines années.

Le tourisme pollue toujours plus

Selon une étude publiée en mai 2018 dans la revue scientifique Nature Climate Change, le tourisme mondial est responsable d'environ 8 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, dépassant de beaucoup les précédentes estimations. La recherche prend en compte toute la chaîne de production de ce secteur le transport, l'hébergement, la nourriture et les boissons, les objets souvenirs, les vêtements, etc. Les États-Unis arrivent en tête, quelle que soit la perspective adoptée - un grand nombre de personnes voyagent à la fois depuis et vers les États-Unis. Viennent ensuite la Chine, l'Allemagne et l'Inde. Mais ce sont les destinations insulaires qui possèdent les empreintes les plus élevées pour ce qui est des destinations. Les Maldives arrivent en tête, avec 95 % des émissions de CO₂ liées au tourisme imputables aux visiteurs internationaux.

» Var

Victoire contre une centrale à bitume

Suite à l'article "Des routes aux centrales, les dangers du bitume" (Silence de novembre 2018), le Collectif pour la qualité de l'air à Fréjus nous apprend l'annulation des décisions préfectorales antérieures par une décision du tribunal administratif en date du 11 octobre 2018. Cette décision clôt donc, pour le moment, la construction d'une centrale de concassage à Fréjus.

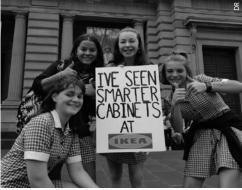
Climat

» Australie

L'école buissonnière pour le climat

"J'ai 9 ans et j'en sais plus que le Premier ministre sur le changement climatique. Il devrait retourner à l'école". C'est ce qu'on pouvait lire sur l'une des (nombreuses) pancartes brandies le 30 novembre 2018 à Melbourne. Ce jour-là, un millier d'écolièr-es, collégien-nes et lycéen nes ont fait grêve et se sont donnés rendez-vous dans une trentaine de villes pour tenter de faire pression sur un gouvernement particulièrement inactif, mené par le libéral Scott Morrison. L'inquiétude de la jeunesse du pays est d'autant plus grande qu'elle se trouve aux premières loges pour constater la sècheresse extrême relevée dans le bush ou le projet de la grande mine de charbon opéré par Adani – un projet qui pourrait porter un coup fatal à la grande barrière de corail. Les jeunes grévistes s'inspirent de l'exemple de Greta Thunbera, une lycéenne suédoise de quinze ans qui fait un sitin chaque semaine devant le Parlement de son pays depuis le 9 septembre 2018 et exige des mesures concrètes : "Certain es disent que nous devons faire des études pour devenir des climatologues et pouvoir 'résoudre la crise climatique'. Mais cette crise a déjà été résolue. Nous avons déjà toutes les données et les solutions. Tout ce qu'il nous reste à faire, c'est de se réveiller et de changer."





Année 2018 : année la plus chaude

En France, l'année 2018 a été la plus chaude depuis le début des relevés météos en 1900. La température moyenne aura été de 14°C. *Météo-France* annonce que cela représente 1,4°C au-dessus de la moyenne, mais quand on y regarde de plus près, il s'agit d'une moyenne sur la période 1981-2000... à un moment où le thermomètre avait déjà commencé à grimper. Un moyen de nous faire espérer que l'on puisse rester en dessous des 2°C ?

» Belgique

Des activistes climatiques à l'assaut du Parlement fédéral

Le 28 novembre 2018, plus de 80 militant es du collectif *Time for Climate, Time for People* ont pénétré dans le Parlement fédéral à Bruxelles, afin de dénoncer l'inaction générale face à

l'urgence climatique. "On est ici parce qu'on refuse un système dévorant et toxique, basé sur la croissance, les inégalités et le profit. Un système qui est mis en place par une minorité, mais



qui fait payer la facture aux plus pauvres, aux plus fragiles, là où les vrais responsables continuent à détruire en toute impunité.(...) En Belgique, comme dans le monde, l'inaction reste la principale caractéristique de toute politique face au dérèglement climatique. Les actions individuelles, les déclarations, les demi-mesures ne suffisent plus... C'est le système même qui doit changer." Cette action répondait à l'appel citoyen "Act for climate justice" en amont de la COP24.



Fukushima



- ◆ La statue qui dérange. L'artiste japonais Kenji Yanobe a réalisé une statue de six mètres de haut représentant un enfant portant une tenue de protection. L'œuvre Sun child commandée par la mairie de Fukushima évoque évidemment le risque de contamination toujours présent après l'accident de Fukushima. Son installation à l'entrée d'une gare, le 3 août 2018, a provoqué une campagne de protestations sur les réseaux sociaux, certain es Japonais es ne voulant pas qu'on leur rappelle les dangers du nucléaire. D'autres sont venu es en renfort de l'artiste et de la mairie. L'artiste a expliqué qu'il s'agissait d'un message d'espoir : le compteur sur la combinaison indique zéro et l'enfant enlève son casque car l'air est redevenu pur. C'est donc censé représenter la fin future de l'accident.
- Réacteur autorisé à démarrer. En décembre 2017, un tribunal de la province d'Ehimé avait interdit le redémarrage du réacteur Ikata-3. Le 28 septembre 2018, le même tribunal a changé d'avis en autorisant le redémarrage... alors que l'objection dans le jugement précédent concernait la proximité d'un volcan souvent actif. Le volcan a-t-il pu être éloigné du réacteur ?

Bugey, Tricastin, Blayais, Dampierre, Gravelines : fermeture annoncée... après 2029 !

Dans un article paru dans *Libération* du 23 mai 2018, un dirigeant d'*EDF* reconnaît pour la première fois que les demandes d'exploitation des vieux réacteurs jusqu'à 60 ans ne sont pas réalistes car certaines parties des réacteurs ne sont pas réparables. Citant les réacteurs de Bugey (près de Lyon), Tricastin (près d'Avignon), Blayais (près de Bordeaux), Dampierre (près d'Orléans) et de Gravelines (près de Dunkerque), il annonce qu'ils pourraient être fermés après... 2029! En gros, *EDF* demande des autorisations de fonctionnement jusqu'à 60 ans et pour faire bon élève annonce que les réacteurs pourront finalement être fermés après "seulement" 50 ans! Rappelons que les réacteurs ont été construits pour fonctionner 30 ans... et qu'ils ont déjà dix ans de plus. Le risque d'accident augmente avec l'âge.

L'échéance de réduction de la part du nucléaire repoussée à 2035

Le Premier ministre Édouard Philippe a annoncé le 6 septembre 2018, à la sortie du séminaire gouvernemental de rentrée, que la réduction de la part du nucléaire à 50 % de la production d'électricité serait atteinte "à l'horizon 2035"... soit 10 ans après l'échéance fixée par la loi. La mention de 2035 constitue probablement une référence au scénario "Volt" de RTE - scénario par ailleurs construit sur des postulats irréalistes selon le Réseau sortir du nucléaire, où les exportations d'électricité sont multipliées par 2,5. Celui-ci ne prévoit l'arrêt que de 9 réacteurs en 2035 – en plus de Fessenheim. Cela signifie qu'à cette date, 26 réacteurs de 50 ans et plus resteraient en fonctionnement, une perspective aussi dangereuse qu'irréaliste. Un des principaux problèmes d'ici là est le vieillissement des centrales et la multiplication des anomalies. EDF ne semble pas en état d'assurer une maintenance correcte de ses installations. Certains composants, non remplaçables, n'ont pas été conçus pour plus d'une trentaine d'années d'utilisation et de très nombreux défauts de fabrication ont récemment été découverts sur des pièces importantes pour la sûreté (avec 1775 anomalies recensées en septembre 2018 sur le parc nucléaire). (Source : Réseau Sortir du nucléaire, 6 septembre 2018)

» Allemagne

Blocage aérien d'un train d'uranium

e 1er septembre 2018, deux militantes antinucléaires d'un groupe d'action franco-allemand sont descendues en rappel depuis un pont d'autoroute pour bloquer un train transportant du "Yellow Cake" venu du port de Hambourg et à destination de Narbonne. Le "Yellow Cake" est un concentré d'uranium, étape intermédiaire dans le procédé d'obtention de combustible nucléaire à partir du minerai

d'uranium. Le train composé de 13 conteneurs de "Yellow Cake" a été retenu en gare de triage de Coblence à quelques minutes du lieu de l'action et n'a pu repartir que 7 heures plus tard. L'action avait pour but de perturber et rendre visibles ces transports tenus secrets qui servent à l'approvisionnement des installations nucléaires. Des militant-es accompagnaient l'action au sol avec des banderoles "Stoppons les transports d'uranium, stoppons l'enrichissement de l'uranium". "Tant que les centrales nucléaires et les centrales à charbon sont en fonctionnement, il y aura de la résistance contre les transports de ces ressources fossiles. Les destructions de l'environnement ne sont pas tolérables. Nous reviendrons!" conclue une militante du groupe. (Source: https://manif-est.info, 4 septembre 2018)







Énergies

Eoliennes en mer du Nord

Alors que la France ne compte toujours aucune éolienne maritime, la mer du Nord, peu profonde, est idéale pour leur implantation. Un partage des eaux s'est effectué entre les onze pays limitrophes, dont la France, et début 2018, 4 000 éoliennes étaient en fonctionnement pour une puissance de 15,8 GW. Le cap des 5 000 éoliennes est attendu pour début 2019, avec une puissance de l'ordre de 20 GW (soit l'équivalent d'une vingtaine de réacteurs nucléaires). La production électrique permettra alors de couvrir les besoins d'environ 16 millions de personnes. Malheureusement, toutes ces éoliennes appartiennent aux multinationales.

Une rentrée radioactive à l'académie de Bordeaux

L'association *Tchernoblaye* dénonce l'accord signé en plein été 2018 entre le recteur de l'académie de Bordeaux et *EDF*. Le programme comprend notamment l'organisation de stages d'une semaine pour les enseignant-es à la centrale nucléaire du Blayais. Une manière détournée de porter la propagande pro-nucléaire. Selon *Tchernoblaye*, il s'agit de présenter le nucléaire comme une banale énergie parmi d'autres. *Tchernoblaye* rappelle qu'*EDF* n'est plus un service public mais une société anonyme qui participe au marché de l'énergie parmi divers concurrents : rien ne justifie que l'Éducation nationale offre une place à cette entreprise commerciale dans les formations.

◆ Tchernoblaye, tchernoblaye.adn33@free.fr, http://tchernoblaye.free.fr

» Energies fossiles

Société Générale : le grand nettoyage d'hiver

e vendredi 14 décembre 2018, suite à l'appel des Amis de la Terre France et d'Action Non-Violente COP21, un millier de personnes ont convergé vers Paris pour participer au nettoyage géant de l'agence centrale de la Société Générale, le jour de la fin de la COP24. Équipées de balais, d'éponges, de serpillières, de seaux, elles se sont présentées bien déterminées à se faire entendre de la banque pour qu'elle mette fin à ses soutiens aux énergies fossiles et en priorité au gaz de schiste. Les forces de l'ordre, massivement présentes sur place, ont violemment réprimé les tentatives de nettoyage en poussant, évacuant et gazant les activistes. Gabriel Mazzolini, des Amis de la Terre, a été arrêté. Malgré la répression disproportionnée, les actions se sont enchaînées toute la journée dans une ambiance bon enfant. Sitting pour bloquer la circulation, déguisements de Bob l'éponge, chorégraphie improvisée avec balais et chiffons, les personnes mobilisées ne se laissent pas abattre!

◆ Contact : https://anv-cop21.org, contact@anv-cop21.org)







» Grande-Bretagne

La prospection de gaz de schiste reprend

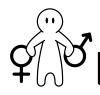


Bloquée depuis 2011, la prospection de gaz de schiste a redémarré en septembre 2018 sur un site de la firme Cuadrilla dans le Lancashire. Elle avait été arrêtée suite à une série de tremblements de terre provoqués par la fracturation hydraulique. Les élu·es loc·ales et des militant·es anti-gaz de schiste se sont opposé-es en vain à ces nouvelles prospections. Trois personnes ont par ailleurs été condamnées, fin septembre 2018, à de la prison ferme pour avoir tenté d'empêcher le forage. C'est la première fois depuis les

années 1930 que des militant·es écologistes sont condamné·es à des peines de prison ferme : entre 15 et 16 mois, simplement pour avoir bloqué des camions de Cuadrilla transportant du matériel de forage. (Source : *Observatoire des multinationales*, 16 octobre 2018)

Dubaï mise sur le solaire

Le fort ensoleillement local fait que la compagnie électrique Dubaï Electricity and Water Authority a lancé un projet de centrale thermo-électrique géant. Des miroirs disposés en arcs de cercle dans le désert concentrent la chaleur du soleil sur une immense tour centrale. Au niveau de celle-ci, des sels sont fondus et emmagasinent ainsi la chaleur. Cette chaleur peut ensuite être utilisée à la demande pour produire de la vapeur qui, classiquement, fait tourner des turbines comme dans une centrale thermique. Avantage : le stockage par les sels permet de ne pas dépendre de l'ensoleillement et donc de pouvoir produire la nuit si besoin. Le projet grossira progressivement avec comme objectif 5000 MW d'ici 2030. Un projet gigantesque et très centralisé, pour un coût de 12 milliards d'euros (le même prix que pour l'EPR français qui ne fonctionne toujours pas et qui lui n'a une puissance que de 1650 MW, trois fois moins). Le solaire fournira 75 % de l'énergie dont le pays a besoin à cette date.



³Femmes, hommes, etc.

UN LIEU À SOI Coline Guerin

Mamme NO TAP: une ZAD des mamans en Italie

epuis quelques années, dans la région du Salento, à l'extrême sud-est de l'Italie, des habitant-es luttent contre le dernier maillon d'un projet de chaînes de gazoduc intercontinental reliant l'Azerbaïdjan au nord de l'Italie en passant par la Géorgie, la Turquie, la Grèce et l'Albanie.

Ce projet pharaonique, dénommé *TAP : Trans Adriatic Pipeline*, acheminerait 10 milliards de m³ de gaz et coûterait 45 milliards d'auros



Une lutte populaire et festive contre l'arrachage des oliviers

En octobre 2018, je me suis rendue dans le petit village de Melendugno, foyer de la résistance de la lutte NO TAP depuis un an et demi. C'est dans ce village cerné d'oliviers centenaires que la population a construit un *presidio* (1) sur un morceau de terrain du futur site pour empêcher le début des travaux.

Les habitant es se relayent pour y dormir la nuit, apporter de la nourriture, et bricolent pour rendre l'endroit agréable et autonome en énergie. À la suite des actions, pour informer sur le TAP ou bloquer les travaux, de nombreuses fêtes s'y improvisent, où l'on danse la tarentella et la pizzica. (2)

C'est au sein de cette "lotta popolare" (lutte populaire) que des femmes ont créé un mouvement dans le mouvement : celui des mamme NO TAP (les "mamans NO TAP").

Les femmes s'organisent

Pour endormir ses enfants, Serena a commencé à improviser des histoires sur le TAP et la lutte. Ces histoires sont devenues un conte qui a été imprimé et a voyagé dans toute l'Italie. Cette tournée l'a emmenée jusqu'à Rome où elle a obtenu un prix.

Lorsqu'elle est rentrée à Melendugno, tout s'est enchaîné : une marche des femmes allant jusqu'au chantier le 8 mars 2018, la création d'une page Facebook et d'un groupe Whatsapp, où une quarantaine de femmes sont actives. Ces mères, jeunes femmes ou féministes ont créé des groupes de cuisine, comme le collectif Stanati Resistanti pour les événements, de vente d'objets à l'effigie de la lutte, et un canal pour s'informer sur la lutte en cours via les réseaux sociaux.

Bloquer les machines

Porte-paroles informelles de la lutte, les *mamme* jouent aussi un rôle fondamental : celui d'apaiser les tensions et les peurs liées à la répression qui s'abat sur les militant·es depuis un an (interdiction de territoire, lourdes amendes) en organisant des fêtes avec de la musique, des danses et de délicieux mets. Pour elles, ces moments de partage ont permis au mouvement de lutte de renforcer les relations entre les opposant·es alors que certain·es commençaient à s'éloigner à cause des convocations et du harcèlement policier quotidien.

Cette inventivité et cette force de vie portées par les *mamme* luttant "pour les enfants" se sont également manifestées pendant une action contre la destruction des oliviers. Pour arrêter les machines et les *carabinieri* qui étaient extrêmement violents à leur égard, elles sont allées chercher leurs enfants à l'école pour les mettre devant les machines et les affrontements avec la police ont immédiatement cessé.

Aujourd'hui, les mamme continuent le combat. Selon elles, la lutte NO TAP n'est pas une lutte de militant-es mais de gens ordinaires, leur groupe n'est ni un groupe politique ni un groupe féministe. Serena et sa mère Anna Maria expliquent qu' "ici on n'a pas de grandes villes, ici on vit de la terre. Le lien est très fort. Si on touche à notre terre on touche à tout le monde. On a un 'rapporto molto stretto' à la nature, à la mer, à la campagne. Le NO TAP est devenu une lutte pour la Terre-Mère, pour l'environnement".

(1) Nom pour les lieux de rencontre et d'organisation des luttes territoriales en Italie.

(2) Les deux principales danses locales.

Les No TAP

Le Trans Adriatic Pipeline (TAP), en français "gazoduc trans-adriatique", doit partir de la frontière gréco-turque et traverser la Grèce, l'Albanie et la mer Adriatique pour arriver en Italie, afin d'acheminer du gaz naturel en Europe occidentale depuis le gisement gazier de Shah Deniz (le plus important champ de gaz d'Azerbaïdjan). Ce projet est décrié par de nombreu-ses écologistes pour son coût environnemental et pour la destruction du territoire qu'il engendre : c'est un GPII, un grand projet inutile et imposé, à l'instar du projet de TGV Lyon-Turin. Et si ce dernier projet ne semble plus une priorité de l'État italien, ce n'est pas le cas du projet de gazoduc. Les travaux battent leur plein dans le Salento, l'aride péninsule qui forme le talon de la botte italienne, malgré l'opposition d'une partie de la population, qui se voit dépossédée de ses terres. Les No TAP n'ont pas ménagé leurs efforts pour stopper la construction de l'énorme gazoduc : manifestations populaires, grève générale des commerces et sabotages. Malgré la multiplication des formes de résistance, en à peine quelques mois, la zone du chantier a été militarisée et de nombreuses amendes ou interdictions de territoire délivrées par la Préfecture. La force de la répression n'a pas abattu la conviction que ce projet doit être stoppé, et cette lutte passe aussi par la médiatisation d'un projet démesuré et extrêmement polluant. (Source : Territoires en bataille, n°2, novembre 2018, "No TAP. Italie du Sud : un an et demi de lutte contre le gazoduc transadriatique", https://mauvaisetroupe.org)

Chaque mois, retrouvez dans cette chronique un lieu habité dans un esprit féministe.

Femmes, hommes, etc. \$1

"Les armes nucléaires sont un enjeu féministe"



Dans une tribune publiée dans le journal suisse Le temps le 22 mai 2018, Béatrice Fihn, la directrice de l'ICAN (Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires) qui a reçu le prix Nobel de la paix 2017 à Oslo pour le Traité d'interdiction des armes nucléaires, fait le lien entre destruction atomique et masculinité hégémonique. Et pointe le rôle central des femmes dans les processus de paix :

"Quand je dis que les armes nucléaires sont un enjeu féministe, les gens me disent souvent qu'ils ne voient pas le rapport. Or les armes nucléaires sont des instruments d'inégalité et de pouvoir aux mains du patriarcat oppressif.

Ces armes frappent hommes et femmes sans discernement, mais il en va autrement de leur impact. En effet, les femmes et les filles ont porté de manière démesurée le poids des tests et des attaques nucléaires.

Par exemple, les femmes d'Hiroshima et de Nagasaki risquent deux fois plus de développer et de mourir d'un cancer à cause de l'exposition aux rayonnements ionisants, selon des études. Les femmes ont davantage de risques d'accoucher d'enfants mort-nés ou avec des malformations, ce qui accroît du même coup la mortalité maternelle. De solides découvertes en provenance de Tchernobyl montrent que les filles ont infiniment plus de chances de développer un cancer de la thyroïde que les garçons".

Plus largement, au cours des guerres, les femmes et les filles "portent le fardeau de la guerre et de l'instabilité avec un risque accru d'exploitation et de violence sexuelle, des phénomènes qui marchent main dans la main avec l'exode forcé et l'effondrement des institutions".

"Quand Barack Obama parlait d'un monde débarrassé du nucléaire, il fut accusé de 'castrer' la nation. Après l'essai nucléaire indien de 1998, un chef nationaliste hindou déclarait : 'Nous avions à prouver que nous ne sommes pas des eunuques'."

Société



» Pays-Bas

La messe n'est pas encore dite!



À la Haye, l'église de Bethel célèbre une messe sans discontinuer depuis le 26 octobre 2018, afin d'empêcher l'expulsion d'une famille arménienne menacée d'expulsion. En effet, une loi interdit aux forces de l'ordre d'intervenir dans un lieu de culte au moment des célébrations. Des pasteurs de tous les pays se relayent pour poursuivre l'office. Cette famille réside depuis 9 ans aux Pays Bas. Le père, militant politique, avait obtenu l'asile au bout de 7 ans de procédure, avant que le gouvernement néerlandais ne fasse appel de cette décision. Malgré le refus du gouvernement de lui accorder l'asile à la veille des fêtes de Noël, fin décembre, date de clôture de ce numéro, l'office continuait toujours! Près de 650 pasteurs ont pour l'instant officiés.



» Allemagne

Fronde anti-portables dans les bacs à sable

Pour réclamer à leurs parents qu'ils jouent avec eux plutôt qu'avec leurs smartphones, 200 enfants et parents ont manifesté à Hambourg en septembre 2018. Interrogée sur sa présence, une petite fille dit : "Parce que ça m'énerve que mes parents soient toujours avec leur portable". Un petit garçon ajoute : "Les parents doivent plus jouer avec nous". Emile, 7 ans, a été l'initiateur du mouvement. Après avoir été suffisamment tannés par leur fils, ses parents ont accepté de l'aider à organiser la manifestation. Ces derniers se sont rendus compte qu'ils pouvaient aussi apprendre de leurs enfants! Pendant la manifestation, on pouvait entendre : "Wir sind hier, wir sind laut, weil ihr auf eure Handys schaut!" (Nous sommes là, nous crions fort parce que vous n'en avez que pour votre portable) ou encore "Am

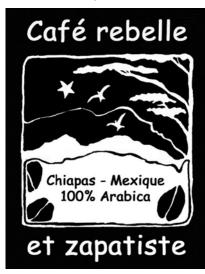
Sandkasten bitte Handyfasten" (Jeûne de portable au bac à sable). Déjà en 2017, une campagne de prévention à l'addiction au téléphone portable avait été lancée dans le nord-est de l'Allemagne, cette fois à l'initiative d'éducateurs. Des éducateurs et éducatrices, observant que de plus en plus de parents venaient chercher leur enfant à la crèche sans même décrocher de leur téléphone avaient lancé une campagne d'affiches : "Avez-vous déjà parlé à votre enfant aujourd'hui ?". En Allemagne, près de la moitié des 4 à 13 ans ont déjà leur propre smartphone. (Source : https://www.swr3.de)



Nord/Sud

» Chiapas-Mexique

Souscription de café zapatiste



Comme chaque année depuis 2002, l'association Échanges solidaires importe le café des producteurs zapatistes du Chiapas. Il s'agit d'une vente solidaire : en plus du prix fixé conjointement avec les producteurs et les productrices, l'intégralité des bénéfices est renvoyée aux communes zapatistes et notamment aux Conseils de Bon Gouvernement pour qu'ils décident de son utilisation. Nommés par les assemblées des communes zapatistes, ces conseils sont, selon l'association, les mieux placés pour décider des besoins les plus importants.

Afin de pouvoir prépayer le café, Échanges solidaires propose une souscription qui se termine fin mars 2019. Le café arrivera en France en mai/juin et le temps d'être torréfié sera distribué entre septembre et octobre (lors de permanences en région parisienne, envoyé par colis en dehors de celle-ci). Le prix du paquet de 250gr est de 3,5 euros (port inclus), moulu ou en grains (à préciser). La souscription avec son règlement (chèque à l'ordre d'échanges solidaires) est à envoyer à : échanges solidaires 21 ter rue voltaire 75011 paris.

Merci de préciser nom, adresse et si possible mail et/ou téléphone pour vous contacter pour les permanences ou l'envoi.

♦ Échanges solidaires 21 ter rue voltaire 75011 Paris, cafesolidaire@no-log.org, www.cspcl.ouvaton.org

Un "non" timide à l'indépendance de la Kanaky

Le dimanche 4 novembre 2018, avec 56,4%des suffrages exprimés, la victoire du non n'est pas aussi forte que prévu dans les sondages (certains tablaient sur 30 % / 70 % en faveur du non). Le taux de participation était exceptionnellement élevé (80,63 %, soit 141 099 votant·es). Au lendemain du référendum, l'avenir de la Nouvelle-Calédonie reste incertain. Le pays est coupé en deux : dans les régions Nord (oui à 75,82 %, 40 047 voix) et les îles (oui à 82,18 %, 22 236 voix), les Kanak sont très majoritaires. À l'inverse, c'est le grand nombre de Caldoches (métropolitains) dans la province du sud autour de Nouméa (80,61 % pour le non, 112 712 voix) qui emporte la décision. Le résultat, pas mauvais du point de vue des indépendantistes, les autorise à continuer à penser à un avenir en dehors de la France : l'accord de Nouméa a en effet prévu deux autres consultations, dans deux et quatre ans, où la question de l'indépendance serait reposée. Au-delà de la question de l'indépendance, ce sont les inégalités profondes au détriment des Kanak, liées à la situation coloniale, qui sont dénoncées depuis plusieurs mois. La résistance se développe notamment face à la Société Le Nickel, gros exploitant de nickel depuis 40 ans. L'extraction de nickel, industrie importante en Nouvelle-Calédonie depuis le 19e siècle, a un coût environnemental énorme qui n'est plus accepté par la population locale.

Agriculture

» Europe

12 propositions pour une autre politique agricole

En 2021, une nouvelle *PAC (Politique agricole commune)* doit entrer en vigueur. Forte d'un budget annuel de 50 milliards d'euros, elle structure le système agro-alimentaire européen,

notamment via des aides dont les critères de répartition favorisent actuellement l'agro-industrie au détriment de l'agriculture biologique et paysanne.

La Plateforme pour une autre PAC est un collectif composé de nombreuses organisations paysannes (Confédération paysanne, FADDEAR, FNAB, MRJC, Civam, Terre de liens,

Terre et humanisme, UNAF), pour l'environnement (Agir pour l'environnement, France nature environnement, Réseau action climat, WWF, etc.), de solidarité internationale (ActionAid France, Attac, Ingénieurs sans frontières, etc.) et citoyennes (Génération cobayes, Miramap, Slow food, etc.).

Elle entend proposer un autre scénario pour l'avenir de l'agriculture européenne : une transi-

tion agro-écologique pour une prise en compte des enjeux de revenu agricole, d'alimentation, de santé, de dynamisation des campagnes, d'environnement, de bien-être animal, de solidarité et

de démocratie.

Pour cela, ses membres se sont entendu-es sur 12 priorités à faire entendre aux instances européennes : co-construction démocratique de la nouvelle politique agricole commune, financements pour le développement de l'agriculture biologique, de la diversification et de l'autonomie des fermes ;

création d'une conditionnalité des aides liée au social et au bien-être animal, dispositifs de régulation des marchés et des volumes de production, fin des exportations et importations nuisant aux paysan·es du Sud, etc.

♦ Pour une autre PAC, 47 avenue Pasteur, 93000 Montreuil, www.pouruneautrepac.eu, tél.: 01 80 89 99 51.

Le versement des aides à l'agriculture bio a pris deux ans de retard

Le 25 octobre 2018, la Fédération nationale de l'agriculture biologique (Fnab) saisit le Défenseur des droits pour demander que les aides dues à l'agriculture biologique soient enfin versées. "Le gouvernement annonçait dès juin 2018 avoir réglé 97 % des aides 2015, mais le traitement des dossiers 2016 patine, confronté à des difficultés inattendues : en moyenne, à ce jour, un tiers seulement des dossiers ont été gérés", souligne la Fnab. Selon les régions, le plafond des aides à la conversion varie de 12 000 à 20 000 euros par an, et celui des aides au maintien de 5 000 à 12 000 euros. Les conséquences sont dramatiques pour les producteurs et productrices bio qui se voient contraint·es de contracter des prêts à court terme pour payer leurs fournisseurs ou leurs impôts. Les annonces politiques se multiplient, comme l'objectif affiché par le gouvernement de 20 % de bio dans les cantines d'ici 2022, mais les moyens ne sont toujours pas au rendez-vous. (Source: Bastamag, Sophie Chapelle, 7 novembre 2018)



pour la réforme de la PAC post 2020

Transports

La voiture tue les cyclistes

Les chiffres de la mortalité routière en France métropolitaine en 2017 attestent d'une stagnation. On a décompté 3 456 mort·es (et 74 000 personnes blessées) sur les routes en 2017, contre 3 477 en 2016 et 3 461 en 2015. On peut s'interroger sur le fait qu'un tel nombre de morts tragiques et violentes semble relativement toléré par l'opinion publique. Parmi ces victimes, on dénombre 172 cyclistes : un chiffre en hausse pour la deuxième année consécutive. On constate que depuis 10 ans, le nombre de mort·es à vélo ne diminue plus. "Il y a un gros problème de cohabitation avec les voitures. De plus en plus de gens utilisent leur smartphone au volant ou ne respectent pas les distances de sécurité", déclarait le directeur sportif du vélo club du Bourget à La Croix en 2017. Les routes rurales sont particulièrement exposées avec un problème de vitesse. La Fédération des usagers de la bicyclette (FUB) milite pour l'apprentissage du vélo à l'école primaire. L'association Mon vélo est une vie demande que deux heures de pédalage soient intégrées à la préparation du passage du permis de conduire pour sensibiliser les futur es conduct rices. Les questions de vitesse autorisée et des aménagements cyclables sont également à prendre en compte.

» Isère

Élargir l'A480 : début du chantier en 2019?

À Grenoble, un collectif citoyen s'est créé à l'automne 2018 pour réagir face à un projet de passage à 2 x 3 voies d'un tronçon de 7 km d'une autoroute urbaine de la métropole grenobloise, qui longe le Drac, rivière de montagne aux rives arborées et abritant notamment des castors. À moins de 100 m des habitations, crèches, école, 110 000 véhicules circulent déjà chaque jour, avec une congestion très importante une bonne partie de la journée. AREA filiale du géant du BTP Eiffage, a donc négocié en 2015 avec l'État : AREA paye les travaux à hauteur de 300 millions d'euros pour l'élargissement de l'autoroute, et, en contrepartie, l'État l'autorise à augmenter le tarif des péages pour les 100 000 à 150 000 véhicules circulant chaque jour sur l'A480. Il prolonge également la durée de concession de l'autoroute à AREA jusqu'en 2036.

Le collectif considère qu'élargir cette voie ne contribuera qu'à rendre plus attractive la voiture comme mode de transport au détriment de tous les autres modes. Pour le même budget, il serait par exemple possible de construire une nouvelle ligne de tram de 10 à 15 km.

♦ Contact : Collectif Pour des alternatives à l'élargissement de l'A480, alternatives@a480.org

Libertés



» France-Turquie

Yves Rocher: ses crèmes, son déni du droit syndical...

Il est de bon ton de critiquer la situation des droits humains en Turquie... mais que dire lorsque c'est une entreprise française qui est responsable de violations de ces droits ? L'usine Kosan Kozmetik, près d'Istanbul, appartient majoritairement depuis 2012 au Groupe Rocher, le géant

français des cosmétiques qui commercialise les produits Yves Rocher. En pleine inflation galopante, les ouvrières de cette usine constatent qu'elles n'ont pas été augmentées depuis 15 ans. Début 2018, le syndicat Petrol-Iş s'implante dans l'entreprise et entame une négociation collective. Mais l'entreprise licencie à tour de bras en ciblant les ouvrières qui se syndiquent. En moins d'un an, ce sont 132 licenciements sur 378 employées au total qui sont dénombrés. L'organisation Action Aid France a lancé une campagne de soutien aux ouvrières victimes de la marque française.



◆ Action Aid France – Peuples Solidaires, Mundo M, 47 avenue Pasteur, 93 100 Montreuil, tél.: 01 48 58 21 85, www.actionaid.fr

» Migration

Les "7 de Briançon" condamné·es : colère et indignation

Bastien, Benoît, Eleonora, Juan, Lisa, Mathieu et Théo ont été jugé·es le 8 novembre 2018 au tribunal de Gap (Hautes-Alpes), et condamné es

à des peines très lourdes le 13 décembre : six mois d'emprisonnement avec sursis pour cinq d'entre eux, douze mois dont quatre ferme pour deux militants, l'un pour rébellion lors de son arrestation, l'autre parce qu'il aurait masqué son visage au cours d'une manifestation. Leur seul tort : avoir participé le 22 avril 2018, dans un contexte de militarisation croissante de la frontière francoitalienne, à une marche solidaire

pour dénoncer les agissements du groupuscule Génération Identitaire qui menait une opération d'intimidation violente et d'incitation à la haine au col de l'Échelle (Briançon). À travers elles

régionales et nationales qui sont visées - Tous migrants, La Cimade, L'Anafé et Chez Marcel, etc. - mais plus largement toutes celles et tous

ceux qui chaque jour apportent leur soutien à celles et ceux qui en ont besoin, et ce quelle que soit leur origine. Alors que les associations d'aide aux migrant es "alertent sur l'insuffisance de prise en charge et les refoulements systématiques d'hommes, de femmes et d'enfants qui tentent de franchir la frontière franco-italienne [...] alors qu'un froid hivernal commence à s'installer", cette condamnation est de bien triste

augure. Les 7 condamné·es sont déterminé·es à faire appel, et à continuer à s'engager aux côtés des migrant·es.

https://valleesenlutte.noblogs.org



le statut de lanceuse d'alerte à une inspectrice du travail

Laura Pfeiffer, inspectrice du travail, en procès contre l'entreprise Tefal depuis cinq ans, à remporté une victoire le 17 octobre 2018. La cour de Cassation a en effet annulé sa condamnation, en novembre 2016, pour violation du secret professionnel et pour "recel d'atteinte au



secret des correspondances", en s'appuyant sur un nouveau texte, la loi dite Sapin 2, qui assouplit la définition des lanceurs d'alerte. Laura Pfeiffer avait été condamnée pour avoir transmis à son syndicat des mails révélant des liens de connivence entre le ministère du travail et la direction de Tefal. "Ce jugement est un désaveu cinglant pour Tefal qui avait porté plainte contre notre collègue et le ministère du travail, qui ne l'a jamais soutenue et n'a jamais condamné publiquement les agissements de l'entreprise", estime l'intersyndicale CGT, CNT, FO, FSU, SUD.



L'ÉCOLOGIE, C'EST LA SANTÉ

François Veillerette

Pollution: tou·tes contaminé·es!

Générations Futures a publié les résultats d'une enquête inédite sur la présence de polluants organiques et de métaux lourds dans les cheveux de son équipe et de ceux d'enfants.

e nouvelles méthodes analytiques permettent désormais de mieux caractériser l'imprégnation toxique des personnes. Ainsi il est maintenant possible de chercher près de 1 800 polluants organiques et plus de 40 inorganiques (métaux lourds) grâce à de nouveaux tests proposés par Serfi ToxSeek©. L'équipe de Générations Futures, ainsi qu'une quarantaine d'enfants de sympathisant·es de l'association, ont donc décidé de faire analyser des échantillons de cheveux pour connaître leur "charge toxique".

Résultats: une grande variété de polluants potentiellement dangereux pour la santé a été retrouvée chez la totalité des personnes analysées. La présence de pesticides et de leurs métabolites (dont plusieurs interdits en France et en Europe) (1): des biocides, des plastifiants – dont de nombreux intermédiaires de synthèse – des retardateurs de flamme, des médicaments, du strontium, du titane ou encore du mercure, etc. ont ainsi été retrouvés au niveau "alerte" dans ces analyses.

Un cocktail de polluants dans nos organismes

Ces résultats confirment que nos organismes sont contaminés par un cocktail de polluants, organiques ou non, en dehors des diverses familles de pesticides fréquemment identifiées lors d'analyses. Nous avons noté un certain nombre de points remarquables comme :

- la contamination par ce que l'on appelle "des intermédiaires de synthèse": nos organismes sont pollués par des composés chimiques qui ne sont pas directement commercialisés mais qui sont utilisés dans la synthèse d'autres produits;
- des pesticides et leurs métabolites interdits d'usage en France, et souvent en Europe : cela pose la question de la présence

- dans notre alimentation de résidus de pesticides interdits d'usage, souvent pour des raisons de dangerosité, mais pourtant tolérés dans nos assiettes et provenant probablement d'aliments importés hors de l'Union européenne;
- la présence de nombreux éléments de traces métalliques dans des concentrations importantes : parmi eux, le dioxyde de Titane qui est présent dans de très nombreux échantillons testés.

Lancement d'une campagne "Désintox"

Sur la base de ces nouvelles connaissances et de ces observations, Générations Futures a décidé d'étendre ses actions à d'autres familles de polluants chimiques, aux nanomatériaux et aux métaux lourds et elle annonce le lancement de sa nouvelle campagne "chimique", nommée Désintox. L'association entend montrer la généralisation de la contamination de nos milieux de vie et de nos organismes. Elle considère qu'il est urgent de protéger la santé de chacun·e, à commencer par celle des enfants à naître. Cette nouvelle campagne visera notamment à identifier les polluants chimiques CMR (cancérogène, mutagène ou reprotoxique) ou perturbateurs endocriniens présents dans les milieux de vie naturels, dans notre habitat et dans les objets du quotidien et à ainsi agir au niveau réglementaire et juridique pour faire interdire certaines substances connues pour leur dangerosité.

(1) Résidus organiques, les métabolites des pesticides sont des résidus de pesticides dont la présence dans les organismes et dans l'environnement sert d'indicateur de pollution et de toxicité.

Générations Futures - www.generations-futures.fr



La plage de Rosignano Marittimo, à l'ouest de Florence en Italie, est prisée pour sa beauté : une plage d'un sable blanc et d'une eau turquoise, bref un cadre paradisiaque... quand on regarde vers la mer. Quand on lui tourne le dos, on découvre l'usine Solvay. Cette usine serait à l'origine de l'aspect enchanteur de la plage à cause de rejets toxiques dans l'eau. La couleur du sable et de l'eau seraient la conséquence du déversement de résidus de calcaire et de chlorure de calcium. Les autorités locales se défendent du risque sanitaire, et la baignade est autorisée. Or, le magazine Il Tirreno révèle qu'une partie seulement des métaux sont pris en compte dans les analyses des autorités. Selon le journal, Solvay aurait déversé dans la mer, rien qu'en 2011 : 1 449 kilos d'arsenic, 91 de cadmium, 1 540 de chrome, 1 868 de cuivre, 71 de mercure, 1 766 de nickel, 3 218 de plomb et 15 049 de zinc. L'indécence des autorités et de l'industriel qui empoisonnent la population locale laisse sans voix.

Paix et Non-violence



L'ACTION NON-VIOLENTE : MODE D'EMPLOI

Serge Perrin

La grève

Le principe de base de l'action non-violente est la non-collaboration avec l'injustice. En ce sens la grève représente une action non-violente visant à créer un rapport de force pour obtenir satisfaction : les ouvri-ères refusant de travailler, l'entreprise ne produit plus et l'actionnaire perd de l'argent. L'équation entre le manque "à gagner" par l'arrêt de la production et la perte de profits si le coût de production augmente est au cœur de l'action syndicale.

Le mouvement ouvrier a utilisé la grève en réaction à des conditions de travail jugées inacceptables.

La grève s'apparente à une action de désobéissance civile lorsqu'elle est interdite. En France, il faudra attendre le 19^e siècle pour obtenir le "droit de grève". Les fonctionnaires attendront 1944 pour obtenir le droit de grève.

La grève non-violente

Une grève est non violente s'il n'y a pas d'atteinte à des personnes. Mais souvent, des violences ont lieu : la répression policière (ou militaire, en particulier celle dans les mines du Nord en 1948 qui a fait plusieurs morts et des milliers de blessé·es) peut être féroce. Si la grève consiste, au départ, à ne pas se rendre à son poste de travail, face aux travailleuses et travailleurs "jaunes" (non grévistes), des piquets de grève vont bloquer l'accès des usines. Des occupations de l'usine accentuent la pression. Selon les cas, l'image renvoyée par les médias apporte un soutien aux grévistes, ou au contraire les dessert. L'action non-violente souhaite renvoyer l'image la plus acceptable possible par la recherche de soutiens extérieurs au mouvement.

L'occupation de l'usine de fabrication des montres LIP en 1973 donne une nouvelle version de la grève : la remise en route de la production par les ouvri-ères en autogestion. Cela permet de continuer à payer des salaires sans fournir d'argent aux actionnaires et au patron, mais montre aussi que les usines peuvent



La grève des salariées de l'usine LIP s'est accompagnée d'une occupation de l'usine et d'une réappropriation des moyens de production.

fonctionner sans patron ne. C'est une orientation très politique de l'action.

Une organisation nécessaire?

Si des grèves sont spontanées, rapidement le monde ouvrier s'organise en syndicat et fournit un "mode opératoire" : expression des revendications, annonce du démarrage de la grève, organisation d'une "caisse de solidarité" permettant de tenir plusieurs jours (ou mois), négociation avec les représentant-es du personnel, accord de fin de conflit.

Ce cadre traditionnel de la lutte des classes aboutit à une certaine sclérose de la vie sociale : les syndicats s'inscrivent dans le système et canalisent les revendications. De nouvelles actions de grève organisées par des comités d'action remettent en cause les modes institutionnels de régulation des conflits. L'action des gilets jaunes en est l'une des expressions les plus récentes : pas d'organisation, utilisation des réseaux sociaux aboutissant à une horizontalité et une décentralisation des décisions.

L'utilisation de la grève générale (tout un pays) va être l'expression d'une revendication politique : changement d'un gouvernement ou de décisions au niveau national.

Tous les deux mois, Serge Perrin aborde un aspect pratique de l'action non-violente. Mouvement pour une Alternative Non-violente – Lyon, www.nonviolence.fr



L'arrivée des robots tueurs



Les véhicules sans pilote armés se multiplient sur les zones de guerre et le développement d'armes totalement "autonomes" est rapide. Ces armes robotiques seraient en mesure de choisir et de tirer sur des cibles, elles-mêmes, sans aucune intervention humaine. Programmer des machines à tuer, c'est franchir une ligne morale de plus, qui met encore davantage en danger les civil·es, qui

peuvent être considéré-es comme des cibles "plus faciles" par ces machines. Par ailleurs, la mort donnée par la machine déresponsabilise les véritables acteurs de la guerre, États, industriels et ici roboticiens. Pour lutter contre le développement de cette technologie et son interdiction, une coalition internationale, formée par des organisations non gouvernementales, a lancé une campagne à Londres en avril 2013 : Stop Killer robots. Elle cherche à constituer une liste exhaustive de ces armes, dans le but d'obtenir leur interdiction par un traité international. Selon ce collectif, plusieurs pays, en particulier les États-Unis, la Chine, Israël, la Corée du Sud, la Russie et le Royaume-Uni se dirigent vers des systèmes qui donneraient une plus grande autonomie de combat aux machines et refusent d'entamer le débat.

♦ https://www.stopkillerrobots.org, Mary Wareham, directrice du plaidoyer de la Division des armes de Human Rights Watch, tél. : 0120 26 12 43 60, wareham@hrw.org

» Meurthe-et-Moselle

Célébrer la paix à Damelevières

La ville de Damelevières a décidé de faire, chaque année, de la commémoration du 11 novembre une célébration de la paix. Démarré en 2017, le projet s'articule autour de la création d'une sculpture commune représentant un arbre dont le tronc est formé de divers morceaux de métal sur lesquels il est possible de graver des mots de paix. En 2018 ont été organisées une pièce de théâtre ainsi que des conférences et la création d'une fresque murale par le foyer des jeunes. Enfin, un concours d'écriture sur le thème de "la paix et la fraternité" a été lancé. Initiative passée inaperçue, elle rappelle qu'il est toujours possible de transformer des commémorations militaristes en célébration de la paix.

♦ Plus d'infos : François Timon, tél. : 06 76 15 50 47, https://www.mvtpaix.org



» Turquie

Les énergies renouvelables utilisées comme arme anti-Kurdes

Le village kurde millénaire d'Hasankeyf, avec ses habitats troglodytes, fait partie du patrimoine historique et architectural de l'humanité. Mais il ne sera bientôt plus qu'un souvenir. Englouti sous les eaux du barrage géant d'Ilisu, construit sur le Tigre par les autorités turques. D'une hauteur de 135 mètres de haut, la retenue d'eau devrait permettre de produire 1200 MW, l'équivalent d'une centrale nucléaire.

Les habitant·es de Hasankeyf résistent depuis longtemps à ce projet qui semble avancer inexorablement. Le village aux multiples trésors architecturaux a commencé à être détruit à l'explosif en 2017. Certains monuments ont été déplacés plus loin

Le barrage d'Ilisu entraîne le déplacement de 60 000 personnes vers des logements modernes et plus chers. Beaucoup vivaient du tourisme ou encore de l'agriculture, ce qui leur devient plus difficile. Des investisseurs européens se sont retirés du projet, en raison du non-respect des normes environnementales.

Le barrage a pour intérêt majeur de permettre à la Turquie de contrôler davantage les ressources en eau sur les pays arabes en aval, et de faire pression sur les Kurdes. Les autorités ont expulsé en 2017 un photographe français, Mathias Depardon, en reportage à Hasenkeyf. À Ilisu, l'énergie renouvelable est transformée en arme d'ethnocide et de domination géopolitique.

Référendum d'initiative citoyenne?

Le gouvernement semble pour le moins divisé face à la demande très forte des Gilets jaunes concernant le RIC: "il ne serait être question de détricoter ce que le parlement fait par des référendums". Des médias en ont conclu que "la démocratie directe fait peur à la démocratie représentative". Pourtant, en Suisse, référendum d'initiative citoyenne et parlementarisme fonctionnent bien, et ceci depuis plus d'un siècle. Pour éviter une multiplication des scrutins, les votes demandés par pétition sont regroupés et votés une fois par trimestre. Le seuil fixé est pour le moment de 1 % du corps électoral pour contester une loi et de 2 % pour en proposer une. Transposés à la France, ces pourcentages représenteraient donc 455 000 et 910 000 signatures. Ce qui, d'une part, n'a rien d'impossible, d'autre part, nécessite une mobilisation

citoyenne conséquente pour éviter la multiplication des revendications. En Suisse, le taux de participation aux votations proposées par référendum est plus élevé que pour les élections des représentant es.

Il existe des biais à cette pratique : en Californie, des milliardaires ont provoqué des référendums en payant des personnes pour collecter des signatures. En Suisse, une initiative xénophobe a limité l'entrée des migrant-es provoquant des tensions avec l'Union européenne. Certains



sujets font l'objet de débats de longue durée : en Suisse, la peine de mort a été supprimée en 1848, rétablie vers 1900, puis de nouveau supprimée en 1937 et enfin son interdiction incluse dans la Constitution en 1997. La durée de la procédure, 18 mois pour collecter les signatures, débat parlementaire, vote..., implique qu'une même question ne peut pas revenir en moins de 3 ou 4 ans. Les Suisses ont ainsi déjà voté 5 fois sur le principe de la TVA. (Source : Antoine Chollet, politologue suisse, entretien pour le Huffington post, 21 décembre 2018)

Annonces

» Soutien

■ Gers. À Montesquiou, village de 600 habitant-es, on ne se demande plus où aura lieu le prochain apéro, c'est Chez les voisins! Monté en association il y a 3 ans, ce lieu convivial est géré par une collégiale, et permet débats, projections, ateliers, spectacles, ciné concert, troc de plantes, etc. Il y en a pour tous les goûts dans ce bâtiment auto-construit en briques de terre crue. Faute de financements publics, le lieu est aujourd'hui en danger, et a lancé de janvier à mars 2019 une collecte participative citoyenne sur la plateforme www.zeste.coop

» Travailler

■ Côte-d'Or. Paysan cherche remplaçant-e en vue de départ à la retraite en douceur. Ferme familiale en polyculture-élevage de 130 ha en bio depuis 38 ans. Céréales en vente à une coopérative 100 % bio. Foin, paille en vente directe. Élevage de moutons viande en vente directe avec atelier de découpe à la ferme. Tout à fait possible de faire un autre type d'élevage paysan. Michel P., tél. : 03 80 96 71 13.

■ Haut Doubs. L'association C.L.A.J. - Ferme éducative La batailleuse, située à Rochejean, recrute un vacher polyvalent H/F. Équipe de 13 salarié·es permanent·es en autogestion. Troupeau de 20 laitières de race montbéliarde pour produire du lait à comté (AOP Mont-d'or en hiver). Le poste : gestion du secteur vache en binôme, gestion de la ferme en équipe (2 chevriers, 1 fromager et 2 vachers), animation avec le public accueilli sur la ferme, partage des tâches. Travail en week-end, vacances scolaires et jours fériés. Contrat : CDD 12 mois renouvelable en CDI — SMIC temps plein / 2 jours de congés hebdomadaires. CV et lettre de motivation par mail: fannymaillard68@gmail.com en indiquant dans l'objet "Recrutement vacher polyvalent" Contact : Fanny Maillard, vachère / Tél :06 47 43 02 63. Plus d'informations sur l'association sur www.claj-batailleuse.fr

» Vacances

■ Ardèche. Accueil rural en yourte mongole au cœur des Cévennes ardéchoises, une immersion en pleine nature, sans superflu. Éric Nimmegeers, Pruneyrolles, 07450 St Pierre de Colombier, tél.: 06 30 13 93 30, www.yourteshautescevennes.jimdo.com

» Se loge

■ Bas-Rhin. Cherche logement avec nuisances sonores très limitées. Appartement ou petite

habitation avec très bonne isolation phonique visà-vis des bruits venant des autres logements ou de l'extérieur (musique, TV, voix, pas, impacts, solidiens, etc.) ou dans une situation de voisinage très calme et peu bruyant. Location ou achat. Pouvant convenir à une personne (à partir de 30m²), sans animaux, non-fumeur, très calme et solvable. Zone géographique libre. Photos et description détaillée bienvenues. Tél. : 06 43 40 10 98. Ne pas hésiter à laisser un message.

Courriel: mylogin2017@laposte.net

■ Loire-et-cher. Senior vend ou échange terrain constructible viabilisé au max dans cité. Petit mais valable pour placement, contre voiture par exemple (2CV ou DS). Valeur autour de 10 000 euros. Farfelus s'abstenir. Écrire à la revue aui transmettra.

» Habiter ensemble

- France. Femme, 58 ans, vivant depuis ces 10 dernières années en yourte dans la forêt. On me demande aujourd'hui de quitter les lieux. Je cherche un nouveau lieu de vie pour continuer à vivre en harmonie avec la nature et les éléments, dans la paix et la sérénité : petite maison ; cabane ou terrain (avec électricité ou solaire & eau, avec possibilité d'un atelier (je suis peintre et créatrice textiles). Petit loyer et/ou participation : jardin (potager ou médicinal) ; garde/soins animaux ; ateliers échanges ; aide à la personne, etc. Contact : Vinka, rél. : 07 63 40 61 51, vinkartiss@gmail.com
- Gard. Habitat participatif recherche jeunes foyers et familles pour rejoindre projet d'habitat participatif toutes générations. Dans écoquartier rural, 12 logements en coopérative d'habitants. Geckologis, tél.: 07 68 38 71 48, www.geckologis.org

Gratuites: Les annonces de *Sllence* sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. Taille des annonces. Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. Délais: Pour passer une annonce dans le numéro de mars 2019, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 29 janvier. Pour passer une annonce dans le numéro d'avril 2019, au plus tard le mardi 26 février, etc. Adresse réelle: Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. Domiciliées: *Sllence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. Sélection: *Sllence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déblaisent.

Agenda

VIGIES CONTRE LES ARMES

SEAIRES ARMES ALL CO Chaque mois, des collectifs opposés à l'armement atomique organisent des vigies devant certains lieux symboliques de la force de frappe nucléaire de la France. On peut les rejoindre notamment

• à Paris les vendredi 1er février et 1er mars devant le ministère des Armées. Rendez-vous à la station Balard du tram de 8h à 9h et de 12h à 13h, et devant l'entrée de métro Balard de 16h à 17h. À l'initiative de Abolition des armes nucléaires Maison de vigilance. Contact marie-claude.thibaud@wanadoo.fr.

à Bordeaux devant le quartier géné ral de la région militaire, 29 rue Vital Carles. Les mercredi 20 février et 20 mars de 17h à 19h. À l'initiative du collectif TchernoBlaye. Contact : mimosagironde@gmail.com



MARSEILLE : LA TERRE OU DE L'AGRICULTURE UNIVERSELLE 9 février

Conférence d'Emanuele Coccia, philosophe. Il est d'usage de considérer que l'agriculture et l'élevage sont des activités spécifiques propres à l'homme. Emanuele Coccia part du présupposé opposé, montrant que la Terre est le résultat d'une agriculture interspécifique de tous les vivants. Le monde dans sa totalité devient alors une sorte de réalité purement relationnelle où chaque espèce est le territoire agroécologique de l'autre ou des autres. De sorte qu'il n'existe pas d'espaces (ni d'espèces) sauvages car tout est cultivé et être au monde signifie être l'objet du jardinage des autres. Au FRAC PACA à 16h. Organisé par Opera Mundi, www.opera-mundi.org

GARD : PRENDRE SOIN DES ARBRES FRUITIERS AVEC DES MÉTHODES NATURELLES

16 février

Dans le verger pédagogique à Pallières, entre Anduze et Saint-Jean-du-Gard, une journée de formation pour repérer et identifier les symptômes de maladies, connaître les moyens de lutte bio et favoriser les auxiliaires des cultures.

Formation proposée par Le Filon vert. Renseignements et inscriptions : tél. : 06 20 16 66 86, contact@lefilonvert.org, http://www.lefilonvert.org

PARIS: RENCONTRES INTERNATIONALES DE L'AGRICULTURE DU VIVANT 20-24 février



RENCONTRES INTERNATIONALES **DE L'AGRICULTURE DU VIVANT**

20 AU 24 FÉVRIER 2019 - PARIS

Échanger sur les fondamentaux agronomiques d'une agriculture sur sol vivant (agroécologie) avec des retours d'expériences français et mondiaux. Faire le lien avec les métiers de la restauration, de la distribution et de la transformation pour se questionner sur la conservation des se questionner sur la conservation des valeurs d'un produit qui a poussé sur sol vivant. Remise des "Trophées de l'Agriculture du Vivant". Organisé par Ver de terre production et Pour une agriculture du vivant. Organisé à la Cité Internationale Universitaire de Paris et au SIMA.

Informations et inscriptions : Ver de terre production, 13 chemin des Peltier, 27160 Breteuil-sur-Iton, www.verdeterreprod.fr

PÉRIGORD : LA TAILLE NATURELLE DES ARBRES FRUITIERS

25-26 février

À Saint - Amand - de - Belvès. Théorie et pratique avec Marceau Bourdarias. À la ferme de Cagnolle, lieu de recherches et de formation en maraîchage sur sol vivant et permaculture depuis plus de 10 ans. La Ferme de Cagnolle, 24170 Saint-Amand-de-Belvès, tél. : 05 53 29 60 84, https://lafermedecagnolle.wordpress.com, perigord@lafermedecagnolle.fr

|énergies

MEUSE: BURE: OCCUPATION CONTRE LA POUBELLE NUCLÉAIRE

_es opposant·s à Cigéo, le projet de l'Andra de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaire en Meuse, occupent depuis deux ans le bois

STOP CIGÉO!

Lejuc sur la commune de Bure et alentours, et se retrouvent à la Maison de résistance la pour organiser la est le bienvenu!

lutte. Tout soutien www.bureburebure.info,

sauvonslaforet@riseup.net, tél: 03 29 45 41 77.

environnement

Isère : ZAD de Roybon

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.

Contact: www.zadroybon.noblogs.org, www.chambarans.unblog.fr

paix

Moselle: Formation à la gestion POSITIVE DES CONFLITS

11-13 février

À Metz. Stage de formation à la gestion positive des conflits et à la médiation par les pairs. Organisé par *Génération média*teurs, association agréée par l'Éducation Nationale. Cette formation est ouverte à toutes celles et ceux qui sont intéressé·es par la médiation et qui travaillent de façon professionnelle ou bénévole avec des enfants ou des jeunes. Stage en formation professionnelle continue ou à titre indivi-

Renseignements et inscription : www.gemediat.org, Génération médiateurs, 80 rue de l'abbé Carton, 75014 Paris, tél.: 01 56 24 16 78.

Seine-Saint-Denis: FORMATION À LA NON-VIOLENCE 14 février-30 mars

L'IUT Saint-Denis organise 6 modules de formation à la non-violence ouverts au public sur inscription les 21 février, 14 et 31 mars. 14-17h : émotions et sortie de crise. résolution non-violente des conflits, ergonomie et prévention de la violence, stratégies d'action non-violente, ateliers images et textes. Avec Marie Bohl, Pauline Boyer, Mélanie David... Le 30 mars, colloque sur "La communication non-violente en milieu professionnel, apports et dépassements" En partenariat avec le MAN, l'IRNC et l'AFC-Umani. Inscriptions auprès de melanie.david@univ-paris13.fr

Lyon: Salon Primevère

22-24 février

À Chassieu, Eurexpo, boulevard de l'Europe. édition du salon-rencontres de l'alter-écologie. Thème de l'année : "Vivre en réseaux", avec un grand X, car il v a X raisons de s'alarmer et aussi d'agir... Réseaux car il y a X raisons de s'alarmer et aussi d'agir... virtuels ou réels, coopération, mutualisation, solidarité...

quels choix donnerons-nous à nos vies demain ? 550 exposant-es, 150 heures de débats et 15 espaces d'animation. Horaires : vendredi 22 février, 11h-21h ; samedi 23 février, 10h-20h ; dimanche 24 février, 10h-19h. Association Primevère

9 rue Dumenge, 69 317 Lyon Cedex 04, tél. : 04 74 72 89 90, info@salonprimevere.org, http://salonprimevere.org



|société, politique

PARTOUT: Journées sans téléphone mobile 6-8 février

À l'occasion de la Saint Gaston ("y'a l'téléfon qui son"), le site *mobilou.info* propose de faire de ces trois jours, des journées sans téléphones mobiles et sans smartphones. Pourquoi ne pas en faire des occasions de relever des défis avec vos ami·es ou avec les plus jeunes, par exemple en se donnant rendez-vous dans un lieu peu connu tout en laissant le téléphone à la maison et en devant s'orienter avec des cartes ou en demandant son chemin à de vraies personnes ? Le thème retenu pour 2018 est "La perte d'autonomie, le manque de concentration, voire l'abaissement du Q.I.'

Informations, idées et matériel sur www.mobilou.info

Drôme : L'expérience de la démocratie 14 février

À Valence, avec Albert Ogien, sociologue Rassemblements et occupations, déso-béissance civile, création de nouveaux partis: ces mouvements expriment un sentiment d'injustice. Mais ils révèlent aussi la volonté des citoyen-nes de s'organiser pour contrôler directement ce que font leur dirigeant es.

Conférence en partenariat avec les Apprentis philosophes, à 20h, au cinéma Le Navire, 9 boulevard d'Alsace. Tél. : 04 75 80 13 00. contact@le-cna com

santé

FRANCE : Nous voulons des coquelicots 1er février

Depuis l'appel pour l'interdiction de tous les pesticides de synthèse en octobre 2018, des rassemblements, toujours plus nombreux chaque mois, s'organisent les premiers vendredis de chaque mois devant les mairies, afin de se rencontrer et de s'organiser pour un monde sans pesticides. Il y a sûrement un rassemblement près de chez vous!

https://nousvoulonsdescoquelicots.org

s!lence

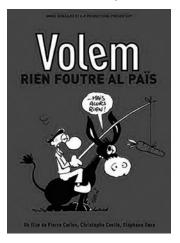
LYON: EXPÉDITION DE S!LENCE Jeudi 14 et vendredi 15 février

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi matin à partir de 9h30.

Lyon: ciné-club 13 février

Projection du film Volem rien foutre al païs de Pierre Carles, Christophe Coello et Stéphane Goxe. Dans cette guerre économique, qu'on nous avait promise il y a bien des années et qui avance comme un rouleau compresseur, existe-t-il encore un

sursaut d'imagination pour résister ? Mis en demeure de choisir entre les miettes du salariat précaire et la maigre aumône que dispense encore le système, certains désertent la société de consommation pour se réapproprier leur vie. À 20h à l'Aqua-rium café, 10 rue Dumont, Lyon 4°.



Réservation conseillée : cineclubsilence69@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99 (Monique Douillet) ou 09 81 96 94 29 aquarium.association@gmail.com

vélo

Paris: Vélorution 2 février

Départ place de la Bastille à 14h. www.velorution.org/paris

ÉDUCATION POPULAIRE POLITIQUE

Plusieurs sessions de formation de "Découverte de l'éducation populaire politique : histoire, postures et méthodes" d'une journée sont proposées par la coopérative *Le Contrepied* dans l'Ouest de la France en 2019. Pour découvrir des méthodes et des outils permettant de renouveler nos pratiques et de réin-

- troduire du politique dans nos contenus.
 les 28 février et 19 septembre à Rennes
- le 25 avril à Brest
- · le 26 avril à Saint-Brieuc
- le 13 juin à Caen
- le 14 juin à Laval
- le 24 octobre à Quimper
 le 25 octobre à Lorient
- le 5 décembre à Nantes
- le 6 décembre à Angers
- SCOP Le Contrepied, 10 basse rue, 35250 Saint-Germain-sur-Ille, tél. : 09 64 04 95 42,

www.lecontrepied.org

S!lence n°475 février 2019



🔺 Pinar soutenue à Nice le 13 mai 2017 par de nombreuses associations qui réclament "justice pour Pinar".

Pinar Selek, une résistance créative par-dessus les frontières

Silence vient de coéditer le livre L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek. Cet ouvrage retrace la vie et les combats de Pinar Selek, une personnalité hors-norme dont la richesse du parcours et des engagements gagne à être connue.

SSUE D'UNE FAMILLE ENGAGÉE À GAUCHE en Turquie, la jeune Pinar fait la rencontre à la fin des années 1980 d'une bande d'enfants vivant dans les rues d'Istanbul. Jeunes garçons issus de familles kurdes ou roms ou enfants de prostituées en rupture familiale, leur quotidien fait de drogue et de mendicité est dur mais leur solidarité est grande. Pinar se met à les fréquenter et à vivre à leurs côtés. Elle poursuit en même temps des études de sociologie.

UN ATELIER DE RUE À ISTANBUL

De retour d'un voyage à Paris et à Berlin, elle est inspirée par les squats artistiques qu'elle y rencontre et propose aux enfants de créer à Istanbul un atelier de rue. En 1995 débute une aventure d'une richesse incroyable. L'atelier réunit toutes les personnes exclues qui se retrouvent dans la rue : enfants des rues, chiffonniers, prostituées, transsexuel·les, etc. Chacun·e a la possibilité d'y exprimer sa créativité à travers la confection d'objets en papier mâché, la poterie, la peinture, le théâtre de rue.

AVEC LES PROSTITUÉES

Parallèlement, Pinar découvre dans la rue la situation des prostituées. Elle se lie d'amitié avec plusieurs d'entre elles et réalise, avec leur complicité, une étude sociologique au cœur d'une maison close.

La majorité des prostituées travaillent à même la rue, souvent de manière forcée. Pinar monte alors avec quelques ami·es un réseau pour sortir les femmes qui le désirent de la prostitution subie.

RECHERCHE SUR LA RÉSISTANCE KURDE **ET EMPRISONNEMENT**

En 1996, Pinar entreprend en parallèle de ses activités dans les rues une recherche universitaire sur la résistance kurde. "J'ai choisi ce sujet parce qu'il y avait une guerre en Turquie, et qu'il était anormal que les sociologues ne pensent pas le pourquoi de cette guerre". La chercheuse réalise de nombreux entretiens avec des militant·es kurdes, souvent lié·es à la guérilla.

Mais ce sujet est extrêmement sensible pour le gouvernement turc. Pinar est arrêtée le 10 juillet 1998 par des policiers en civil qui en profitent pour saccager l'atelier de rue. Elle est torturée durant des jours entiers afin de lui faire avouer les noms des personnes qu'elle a rencontré pour sa recherche, en vain, puis jetée en prison. On l'y accuse d'avoir perpétré l'explosion du marché aux épices d'Istanbul quelques jours plus tôt, dont pourtant de nombreux rapports officiels démontrent qu'il est le fruit d'un accident de bonbonne





de gaz. Elle restera en prison deux ans et demi et y écrira notamment un livre sur l'antimilitarisme. Une fois relâchée, Pinar organise aussitôt une grande marche de femmes pour la paix.

DES ANNÉES DE CRÉATION À LA CONFLUENCE DES LUTTES

De 2000 à 2009, Pinar vit en Turquie. Elle y suit les multiples audiences de son procès, et est acquittée en 2006 puis une seconde fois en 2008.

Elle fonde avec d'autres, en 2001, la coopérative féministe *Amargi*, qui publie une revue théorique du même nom et participe à de nombreuses mobilisations. *Amargi* regroupe des femmes Kurdes, des personnes LGBT, des universitaires, etc.

Pinar est en même temps très investie dans le travail avec les antimilitaristes et les object-rices de conscience. Elle crée avec d'autres une *Plateforme d'écologie sociale* à Istanbul qui travaille sur les mutations urbaines et la gentrification.

Mais suite à son deuxième acquittement en 2008, le Procureur fait appel et Pinar doit quitter la Turquie précipitamment face aux menaces d'emprisonnement.

EN EXIL, CONTINUER À CRÉER

Depuis 2009 le parcours de Pinar se poursuit en exil, d'abord en Allemagne puis en France.

La persécution judiciaire se poursuit à distance et Pinar est de nouveau acquittée à deux reprises en 2011 puis en 2014. À l'heure qu'il est, suite à un nouvel appel, elle reste sous la menace d'une condamnation à perpétuité, 20 ans après son arrestation!

À Nice où elle enseigne à l'université, Pinar poursuit son travail d'écriture et s'engage dans un collectif féministe qui travaille en particulier sur la solidarité avec les femmes migrantes. Proche de *Longo Maï* et de la revue *Silence*, elle continue à

L'insolenteDialogues avec Pinar Selek

inar Selek est une femme aux mille vies.

Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste...
Oui, mais bien plus que cela!

En Turquie, en France et ailleurs, elle n'a cessé de créer des ponts entre les luttes. Peu à peu, elle est devenue une figure du renouveau de la contestation. Pinar Selek combat le sexisme, l'homophobie, le militarisme et le nationalisme, en dénonçant entre autres le génocide des Arménien·nes, le sort fait aux Kurdes, le service militaire.

Insolente, elle cherche avant tout, hier en Turquie et aujourd'hui en France, à ouvrir des voies créatives vers une autre société.

Souvent connue en France à cause de la persécution que le gouvernement turc fait peser sur elle depuis 20 ans, Pinar Selek veut continuer à construire des chemins par-dessus toutes les frontières.

Par son engagement contre l'injustice, la violence et toutes les formes de domination, par son audace et son énergie contagieuse, la vie de Pinar est un encouragement pour toutes celles et ceux qui luttent.

Pour cela, *Sllence* a jugé important de faire connaître son histoire, en partenariat avec la collection "Sorcières" des éditions Cambourakis. Un récit inspirant!

L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, Guillaume Gamblin,
éd. Cambourakis / Silence, 2019, 224 p., 20 € + frais de port.
Frais de port: 5 € de 1 à 2 ex.; 9 € de 3 à 9 ex., offerts à partir de 10 exemplaires.

explorer les voies vers un monde libéré de toutes les dominations patriarcales, nationalistes, capitalistes et écologiques, en faisant toujours le lien entre toutes ces luttes. Ses réflexions peuvent nous inspirer pour penser et expérimenter un engagement au croisement de toutes les luttes pour une vie plus libre et plus heureuse. Et la solidarité avec elle reste aujourd'hui plus que jamais nécessaire.

Guillaume Gamblin

Sélection de livres de Pinar Selek

- Loin de chez moi mais jusqu'où ?, éd. iXe, 2012.
- Devenir homme en rampant. Service militaire en Turquie et construction de la classe de sexe dominante, éd. L'Harmattan, 2014.
- La maison du Bosphore, éd. Liana Lévi, 2013.
- Parce qu'ils sont Arméniens, éd. Liana Lévi, 2015.
- Verte et les oiseaux, éd. Des Lisières, 2017.

Ensemble architectural unique en Europe, Le Domaine de la Terre à Villefontaine (Isère) comprend une soixantaine de logements en pisé ou en brique de terre.

La difficile expansion de la construction en terre crue

La terre crue est un matériau de construction aux atouts grandement négligés. Les préoccupations environnementales des dernières décennies amènent à s'y intéresser. Pourquoi ce matériau et les procédés de construction qui lui sont liés restent-ils si marginaux au sein du secteur de la construction ?

QUELQUES DÉCENNIES. construction en terre crue a été utilisée dans certains projets immobiliers souhaitant expérimenter la viabilité des procédés de construction, du matériel et du matériau. Un des projets les plus emblématiques est certainement le Domaine de la terre situé dans la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau. Dans les années 1980, le Plan Construction a piloté un quartier expérimental où ont été construits 65 logements sociaux s'élevant de 2 à 5 niveaux (45 % des logements ont été construits en pisé; 45 % en brique de terre compressée et 10 % en terre-paille). Cette opération avait pour objectif d'être reproduite, de fédérer différents acteurs (administratifs, scientifiques, industriels, etc.) et de changer la représentation sociale souvent assignée à la construction en terre crue. Cette opération n'a pas eu les retombées escomptées. Durant les quatre dernières décennies, d'autres projets expérimentaux ont vu le jour. Ils s'accumulent sans que les procédés de construction et les propriétés du matériau puissent être connus et reconnus au sein du secteur de la construction et par les maîtres d'ouvrage.

UNE MATIÈRE VIVANTE MAIS INSTABLE

En tant que matière hétérogène, il n'est pas toujours possible d'utiliser la terre crue comme matériau de construction. Lorsque les conditions sont réunies, la terre est prélevée sous la couche de terre arable car cette dernière contient des éléments instables (humus) en trop grande quantité pour être utilisée pour la construction. Il est donc nécessaire de prélever la terre où les composants stables (sables et graviers) sont plus nombreux et où l'activité biologique est moins dynamique. En France métropolitaine, la construction en terre crue représente 15 % du patrimoine architectural bâti. Des procédés de construction sont globalement spécifiques à certains territoires. Dans l'Ouest de la France, notamment en Bretagne, le procédé de construction représentatif de la région est la bauge, de la terre suffisamment plastique pour être mélangée à des fibres végétales. Dans le Nord et l'Est de l'hexagone, il s'agit du torchis-colombage. Le Sud-Ouest de la France est davantage marqué par la présence du bâti en adobe. Enfin, le pisé, de la terre compactée à l'intérieur d'un coffrage, est le procédé qui caractérise principalement le patrimoine bâti de la région Rhône-Alpes.



\land Dorothée et Julien ont eux-mêmes construit leur maison en Ille-et-Vilaine en terre paille et ossature bois.

UN DÉSINTÉRÊT DES CONSTRUCTEURS, UN MANQUE DE FORMATION

Malgré des discours vantant les mérites de la construction en terre crue, ce matériau et les procédés de construction qui lui incombent restent grandement délaissés. Cela s'explique en partie par les propriétés du matériau. En raison de la faible résistance de la terre crue, il est nécessaire de bâtir des murs épais. Cela implique, d'une part, des volumes importants, des chantiers relativement longs avec beaucoup de main-d'œuvre pour la mise en œuvre auxquels s'ajoutent les contraintes de fabrication du matériau. Par exemple, les briques de terre imposent le mélange de différents composants (terre, sable, paille...), le moulage, le stockage et le séchage. La construction en terre crue implique, d'autre part, un savoir-faire particulier. L'opération de liaison permettant la cohésion du matériau ne met en place que des phénomènes physiques réversibles (et non chimiques et irréversibles lorsque sont utilisés des liants comme la chaux ou le ciment) qui dépendent de conditions particulières (proportions des composants, taux d'humidité, conditions de mise en œuvre) et qui sont très variables selon les argiles. La cohésion du matériau est donc complexe pour la fabrication et pour la mise en œuvre du matériau.

Ce procédé de construction qui mobilise un matériau gratuit, car pouvant être généralement extrait sur place ou à proximité du chantier, peut donc impliquer des coûts de construction relativement élevés, dû au besoin de compétences techniques spécifiques. Ce coût peut être amoindri lorsqu'il s'agit d'auto-construction, mais le travail de fabrication et de mise en œuvre du matériau peut être encore plus redoutable.

Cette complexité peut être illustrée par la maison auto-construite de Dorothée et Julien. Un blog a été alimenté par leur soin afin de partager leur expérience de l'auto-construction de leur maison utilisant des matériaux écologiques (bois, terre, paille, pierre, etc.) (1). Cette maison de 78 m² a été terminée en 2013 pour un coût financier de 37 460 euros. Pour ce qui relève de la construction en terre, Dorothée et Julien ont mis environ 75 jours durant l'été 2012 pour élever 22 m² de murs à 2,5 m de haut et environ 40 cm de profondeur. Pour construire en terre, ils s'étaient principalement informés par des livres traitant du sujet. Malgré les précieuses informations des livres, les propriétaires comparent l'édification des murs en bauge au travail de Sisyphe. Construire en terre n'est pas une mince affaire.

DES GUIDES DE BONNES PRATIQUES

Le matériau et les procédés de construction restent aujourd'hui cantonnés à une niche réservée à des maîtres d'ouvrage disposant de moyens financiers suffisants ou disposant de temps pour s'investir dans cette entreprise. Cette tendance peut s'inverser par une impulsion politique importante et une mobilisation collective pour favoriser l'accessibilité de la construction en terre crue.

Ces dernières années, les professionnel·les de la construction en terre crue ont constitué des réseaux pour rédiger des textes de références techniques pour chacun des procédés de construction en terre (2). Ces textes, appelés "Guide de bonnes pratiques", constitueront un état de la connaissance reconnu par les professionnel·les du bâtiment. La diffusion de ces textes auprès des maîtres d'ouvrage, praticien·nes, concept·rices et format·rices permettra de faire un peu plus connaître et reconnaître la terre crue comme matériau de construction légitime et suscitera peut-être des politiques qui lui soient plus favorables qu'actuellement. Demain, la terre crue occupera-t-elle le devant de la scène?

Victor Villain ■

⁽¹⁾ http://maison-cob-paille-bazouges. blogspot.fr

⁽²⁾ ARPE (Association Régionale pour la Promotion de l'Ecoconstruction en Basse-Normandie) pour le torchis ; Collectif des Terreux Armoricains pour la bauge ; Atouterre (Collectif des professionnels de la construction en terre crue de Midi-Pyrénées) pour l'adobe et les briques crues ; AsTerre (Association nationale des professionnels de la Terre crue) pour les enduits ; TERA (Terre Crue Rhône-Alpes) pour le pisé ; ARESO (Association Régionale d'Ecoconstruction Sud-Ouest) pour les terres allégées.



Le 17 janvier 2018, le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes a été abandonné, mais pas l'envie de faire de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes une zone d'expérimentation d'agriculture bio et de convergence des luttes.

Changement climatique et colonialisme

Vous lisez cet article après la COP24 qui s'est tenue à Katovice en Pologne en décembre 2018. Ce texte a été rédigé en novembre dernier après le succès des marches pour le climat. C'est un appel à la convergence des luttes climatiques et décoloniales.

A MARCHE POUR LE CLIMAT DU 8 SEPtembre 2018 a mobilisé des centaines de milliers de marcheurs et marcheuses dans le monde, dont 100 000 en France. Celle du 13 octobre 2018 a connu le même succès, avec de nouveau 100 000 personnes en France. Cette journée du 13 octobre fut une réponse à l'appel lancé par *Alternatiba* (1) lors du manifeste "Le temps de l'espoir et de l'action".

UNE MOBILISATION POUR UNE SOLIDARITÉ MONDIALE

La journée pour le climat du 13 octobre 2018, sous la bannière "Il est encore temps", s'est déroulée dans le cadre d'une journée mondiale contre le gaz et la fracturation hydraulique, et, surtout, dans le cadre d'une journée de solidarité avec les peuples autochtones d'Amérique, avec le concours, notamment, d'associations militantes impliquées dans les luttes anticoloniales (2).

Il est en effet urgent, pour les peuples les plus favorisés sur le plan des ressources vitales, de réorienter leur niveau de vie sur des modes beaucoup plus partageux, dans des relations d'égal à égal avec les différents peuples de notre monde, quelques soient leurs coutumes, croyances, régimes politiques, etc. Il s'agit de tourner les nombreuses pages du colonialisme, passé et présent.

Ce ne sont pas les migrantes qui sont responsables des problèmes d'exclusion dans les pays industrialisés, mais les milliardaires qui pilotent les places boursières, les firmes transnationales, les grands groupes médiatiques, à l'instar de Bernard Arnaud. Mis à part dans les médias indépendants des puissances d'argent, le traitement médiatique des migrantes instille trop souvent, dans l'opinion publique, que "tout est de la faute des migrants".

FAIRE CONVERGER MOBILISATION POUR LE CLIMAT ET DÉCOLONISATION

Il est encore temps... pour les peuples des pays riches, de faire converger les actions pour le climat, et celles pour la décolonisation. Une telle démarche est envisageable et serait davantage favorisée si on multipliait les actions symboliques comme celle réalisée au Larzac, où une portion de terre a été accordée aux Kanak pour qu'ils puissent y vivre selon leurs coutumes. Les mouvements pour la justice climatique, en plein essor dans les pays du Nord, doivent s'en inspirer pour que leurs actions s'inscrivent dans la lignée de celles du Sommet mondial des peuples pour le climat qui s'est tenu à Cochabamba en Amérique du Sud en 2010.

Le succès de ce rassemblement populaire s'appuyait au moins en partie sur les philosophies amérindiennes basées sur la notion de la "terre-mère", qui est difficile à appréhender pour les peuples des pays du Nord. Non, il ne s'agit pas de "singer les peuples d'Amérique du sud", mais



▲ En 2020, la marche Jai Jagat organisée à l'initiative de l'organisation indienne Ekta Parishad, arrivera à Genève, en lien avec d'autres marches en Europe et ailleurs.

d'inventer un "bien vivre" (comme un "buen vivir"), à l'européenne, par exemple.

Le défi à relever pour les peuples occidentaux passe par cette conversion, anticolonialiste ou post colonialiste. Pour cela, certaines expérimentations semblent intéressantes, comme dans les ZAD.

L'IMPORTANCE D'EXPÉRIMENTER : L'EXEMPLE DE LA ZAD DE NOTRE-DAME-DES-LANDES

À la ZAD a été expérimenté l'accueil des migrantes de Calais, même si peu de personnes racisées (3) fréquentent la Zad de Notre-Damedes-Landes, comme l'écrit Amandine Gay, une militante féministe contre le racisme. (4) Lors de l'évacuation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, au printemps 2017, parmi les nombreux messages de soutien, l'un d'eux est venu de paysans et paysannes palestiniennes, qui savent, comme les zadistes, ce qui signifie être chassés militairement de leurs terres, par les... colons israéliens. Les ZAD ont tout intérêt à réfléchir à ces questions coloniales, ce qu'elles font déjà en partie, afin de favoriser la convergence des luttes.

LA PERMACULTURE : REGARDER LA NATURE COMME UNE AIDE

Les ZAD donnent à voir de très intéressantes expérimentations de vie alternative, par exemple en permaculture. Ce mode de jardinage et d'agriculture ne saurait être réduit à des techniques, aussi efficaces soient-elles (comme les buttes). Il s'agit de regarder la nature comme une aide, voire un être vivant dont nous, humains, faisons partie, pas comme un objet à exploiter. En Algérie, dans certaines fermes, on plante les laitues à l'ombre des tomates, elles-mêmes à l'ombre des palmiers, sous un soleil de plomb. Il y a aussi des fermes en Afrique de l'Ouest, où des paysan·nes creusent des trous juste avant la saison des pluies,

les remplissent de déjections animales, avant que des termites n'agrandissent ces trous appelés "zai". Nous aurions à apprendre de ces pratiques, pour adapter notre jardinage et notre agriculture des pays du Nord, de plus en plus exposés aux canicules et aux sécheresses. Il faudrait aussi resituer la permaculture dans le cadre des luttes paysannes mondiales, des luttes contre les famines qui reprennent de l'ampleur dans notre monde.

LA PAIX EST UN PRÉALABLE

La permaculture doit être vue dans un contexte de crise climatique, qui se double, depuis quelques années, de lourdes menaces sur la paix mondiale, ce qui accélère les menaces de destruction de l'humanité et de la nature. Dans un tableau qui s'assombrit, les alternatives évoquées plus haut, auront tout à gagner en relayant, et/ou en participant aux marches mondiales "Jai Jagat 2020". Ces marches, prévues dans différents continents, pendant une quinzaine de mois entre septembre 2019 et décembre 2020, convergeront vers Genève. Parmi les initiateurs, citons le mouvement Ekta Pahishad, en Inde, qui s'appuie sur les marches non-violentes comme la marche du sel menée par Gandhi de son vivant. "Jai Jagat" signifie "victoire du monde": il ne s'agira pas de faire gagner des peuples contre d'autres, mais de redonner des chances à notre monde. Nous aurons à vaincre non seulement le changement climatique, mais les sirènes nationalistes, les sirènes fascistes, que le capitalisme essaie de brandir.

Montrons-nous plus forts que le flot de mauvaises nouvelles, en participant à cette résistance mondiale. Ayons l'audace de croire que cette campagne peut avoir un énorme impact sur les institutions et les politiques au "niveau mondial" comme le dit Rajagopal depuis 2014 : "Il est encore temps... de vivre!".

Marche Jai Jagat 2020 : www.jaijagat2020.eu

⁽³⁾ Le terme "racisé" désigne les personnes (noires, arabes, roms, asiatiques, musulmanes, etc.) renvoyées à une appartenance (réelle ou supposée) ou à un groupe ayant subi un processus à la fois social et mental d'altérisation sur la base de la race.

⁽⁴⁾ lire: "Éloge des mauvaises herbes", ed.les liens qui libèrent.

⁽⁵⁾ www.internationalinitiatives.org



▲ Marche de Lyon au mont Verdun le 19 juin 1971. De gauche à droite au premier rang, Jean-Jacques de Felice, Théodore Monod, René Cruse et Yvon Montigné.

Résister à la militarisation

Dans la région lyonnaise, entre 1967 et 1984, un groupe d'action, le *Garm*, s'illustre de manière créative et spectaculaire contre la militarisation de la société.

E 31 JANVIER 1971, LE GRAND PUBLIC apprend par les médias nationaux un coup d'éclat du Groupe d'action et de résistance à la militarisation (Garm). Pour dénoncer l'armement atomique, quelques militantes ont pénétré clandestinement et se sont volontairement laissé arrêter au cœur du poste de commandement de la force de frappe nucléaire du Mont-Verdun, près de Lyon. L'année suivante, à la même date, ils renouvellent l'intrusion. Entre temps, le Garm a réuni 4000 personnes dans une marche allant de Lyon au Mont-Verdun, suivie d'une fête antimilitariste.

AU SERVICE DE TOUTES LES RÉSISTANCES À L'ARMÉE

Qu'est-ce que ce groupe, capable d'actions audacieuses, spectaculaires et teintées d'humour, et susceptible de rassembler des foules? Le Garm s'est constitué en 1967 autour d'un noyau de militant·es aguerri·es dont les convictions étaient, de manière prépondérante, pacifistes, non-violentes, chrétiennes et/ou socialistes. D'emblée le groupe a affirmé le caractère politique de ses actions illégales comme "un signe de refus de la société et du système qui, en fabriquant des armes et des bombes, fabrique des morts en sursis et des pauvres dès aujourd'hui". Le mouvement s'est enrichi de l'esprit libertaire de Mai 68 et de l'arrivée de nombreu-ses jeunes. Il a systématiquement abordé tous les aspects de la politique de défense et a pratiqué et soutenu de nombreuses formes d'opposition à cette dernière, en France et à l'étranger. Ses actions et ses analyses ont été largement, notamment pour l'extrême-gauche, le moteur de nouvelles pratiques et réflexions critiques à propos de l'armée.

Le *Garm* s'engage contre les interventions néocolonialistes de l'armée française, contre le complexe militaire scientifique et industriel et en particulier les ventes d'armes, contre le nucléaire civil, contre l'extension des terrains militaires comme celui du Larzac. Il s'oppose à l'embrigadement du service militaire et défend les droits des soldat-es, il soutient les objecteurs et objectrices de conscience de plus en plus politisé-es et en butte aux obstacles que le gouvernement dresse contre la libéralisation du service civil. Il milite pour l'abolition des bagnes et de la justice militaire. Il lutte aux côtés des insoumis-es, des déserteu-ses et de tou-tes les réfractaires à l'armée. Les manifestations, les grèves de la faim et les procès sont incessants.

SOLIDARITÉ AVEC LES LUTTES INTERNATIONALES

Le *Garm* est solidaire des luttes internationales : en soutien aux objecteurs et objectrices espagnol·es, une marche rallie Genève à la frontière espagnole via Lyon, Joan Baez offre le cachet de son concert à Lyon, le *Garm* bloque un train en gare de Valence... Pour protester contre les ventes d'armes françaises au Pakistan en guerre contre l'Inde, un cheval de frise est dressé en centre-ville le 28 octobre 1971 pour barrer la route au ministre de la Défense en visite à Lyon. Pendant la guerre au Viêt-Nam, le consulat des USA est envahi en

➤ Affiche d'appel au rassemblement au mont Verdun du 23 juin 1973.

janvier 1973 et un drapeau nazi est accroché sur la façade. Le *Garm* coordonne un boycott national de la firme ITT complice du coup d'état chilien.

Parallèlement à ses actions, le *Garm* mène des études et une réflexion sur la politique de défense qui ne distingue plus le temps de guerre et le temps de paix et permet de mobiliser ou réquisitionner militaires et civil·es, sous la même autorité et avec les mêmes obligations. Il dénonce les accords Hernu-Savary qui militarisent l'éducation. Certains de ses militant·es animent de nombreux débats publics et publient des livres (*Les Bagnes de l'armée française, La France militarisée, Les Juges kaki*) et éditent des périodiques (*Lettre des objecteurs* puis *Objection*).

Les derniers combats du *Garm* seront contre l'implantation de missiles nucléaires américains et soviétiques en Europe, les "Euromissiles", et le surgénérateur Superphénix à Malville au début des années 1980.

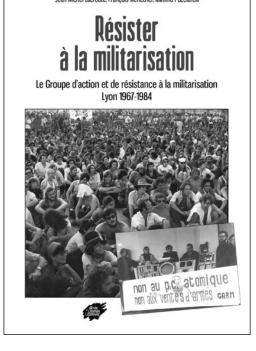
L'HÉRITAGE DU GARM AUJOURD'HUI

Un demi-siècle après la création du *Garm*, le service national est suspendu (jusqu'à quand?), les tribunaux militaires ont été supprimés. L'armée ne mérite plus d'être traitée d'armée de guerre civile ni de briseuse de grève. Mais ses opérations extérieures, souvent inefficaces, entraînent un chaos social source de nouveaux conflits et de déplacements de migrant-es rejeté-es avec un cynisme criminel. Elles ouvrent la voie au florissant commerce des armes peu regardant sur la nature du régime et les pratiques des clients.

Dans la filiation du *Garm, l'Observatoire des armements,* centre d'expertise et de documentation indépendant créé à Lyon en 1984 par trois anciens militants du *Garm,* agit pour la démilitarisation Il alimente le débat public et s'implique dans la reconnaissance des victimes des essais nucléaires et l'opposition aux exportations d'armements. Il est partie prenante de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN), lauréat 2017 du Nobel de la paix.

Maurice Balmet, Patrice Bouveret, Guy Dechesne, Jean-Michel Lacroûte, François Ménétrier, Mimmo Pucciarelli ■





Maurice Balmet. Patrice Bouveret. Guy Dechesne.

L'Atelier de création libertaire publie à l'automne 2018 Résister à la militarisation, un livre d'environ 300 pages relatant l'histoire du Garm et rédigé par le Centre de documentation et de recherche sur les alternatives sociales et l'Observatoire des armements. On peut le commander en envoyant à l'Observatoire des armements, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, un chèque de 18 € (retrait sur place) ou de 22 € (envoi postal).

▲ En 2014, plus de 150 personnes se sont rassemblées à Riou Froid à l'initiative de "Une terre pour les EHS" pour la création d'un espace sans radiation électromagnétique artificielle à Durbon dans les Hautes-Alpes.

Derrière les zones blanches, les enjeux d'espaces déconnectés

(1) En France selon un rapport de l'ARCEP de décembre 2009, 99,82 % de la population était exposée aux ondes émises (à l'extérieur des bâtiments) par les réseaux de téléphonie mobile, pour 97,7 % du territoire. Ces zones sont à différencier d'endroits qui ne seraient pas desservis par le réseau filaire, téléphonique ou internet. Pour couvrir les zones dites "blanches", les pouvoirs publics (État, collectivités locales) peuvent subventionner les opérateurs privés. Une association à but non lucratif peut également prendre en charge la couverture d'une zone blanche.

(2) Qui doit permettre l'accès à un débit allant au-delà de la barre des 10 Gbit/s.

(3) En échange du renouvellement des fréquences qu'ils exploitent, et qu'ils se disputaient jusque-là au plus offrant, ces derniers vont devoir équiper des zones qui leurs seront désormais désignées par l'État. D'ici à 2020, date à laquelle Emmanuel Macron a promis un accès au "bon débit" Internet pour tous fixes et mobiles, la totalité du plan sera lancé, même s'il ne sera pas entièrement achevé. Sa partie la plus importante consister à couvrir les "zones blanches". La confusion ici est entretenue entre l'accès à la téléphonie et à internet, qui peuvent être filaires, et l'imposition des systèmes sans fil.

(4) http://asso-zonesblanches.org

Les zones blanches (non couvertes par le réseau de téléphonie ou d'internet mobile) sont devenues peau de chagrin en France et se situent le plus souvent dans des régions montagneuses et peu habitées. Alors que des associations se mobilisent pour dénoncer les dangers de l'omniprésence des ondes, quels sont les enjeux de la préservation de territoires "sans ondes" ?

ÉGULIÈREMENT DEPUIS LES ANNÉES 2000, l'État, par le biais de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) s'engage pour réduire le nombre de zones blanches sur son territoire (1) et l'Union européenne met actuellement en place un plan pour couvrir une grande partie du territoire avec la 5G. (2) Dernier accord en date en France : le ministère de la Cohésion des Territoires a négocié en janvier 2018 avec les quatre opérateurs de téléphonie français (Orange, SFR, Bouygues, Free) pour qu'ils mettent les bouchées doubles dans l'équipement du territoire. (3) L'Etat entend par là lutter pour davantage d'équité entre l'urbain hyper-connecté et le rural souvent oublié car jugé peu rentable par les géants de la téléphonie mobile. Une analyse que ne partagent pas les personnes électrosensibles, pour qui ces zones sont des îlots préservés qui leur permettent de se ressourcer.

DES ENDROITS INDISPENSABLES

Les zones blanches sont un enjeu médical pour les personnes électrosensibles. Elles sont un espace de ressourcement indispensable pour les plus gravement touchées et qui souffrent de forts maux de têtes et de problèmes de sommeil. La préservation des zones blanches a fait l'objet de mobilisations, comme en 2010 dans la Drôme. Durant 4 mois, de juin à octobre, une centaine de personnes électrosensibles se sont relayées pour occuper cette zone blanche, la forêt de Saoû, appartenant au Conseil général de la Drôme, afin d'obliger l'État à créer des zones blanches et par là même, à reconnaître l'électrosensibilité. L'association Une Terre Pour Les EHS est née en mars 2011 suite à cette l'occupation. Par ailleurs, créée en 2014, l'Association Zones Blanches se mobilise pour monter un projet concret la création d'un lieu d'accueil médico-social en "zone blanche" dans les Hautes-Alpes. (4)

Toutefois, les zones blanches ne sont pas une fin "en soi" pour les associations de personnes électrosensibles. Pour le *Criirem*, si la présence de zones blanches est aujourd'hui salutaire pour soulager les personnes électrosensibles, ce n'est pas le fond du problème. Accéder à une zone blanche permet une prise en charge des effets négatifs des ondes à court terme



et ciblée. Cette réponse ne prend pas en compte la protection de la population dans son ensemble. "L'OMS classe l'exposition aux rayonnements non ionisants parmi les facteurs de risque de cancer à éviter, et aucune mesure de long terme n'est prise actuellement pour limiter l'exposition de la population à ces ondes" s'indigne l'association. Elle multiplie les audits pour faire baisser les valeurs limites d'exposition aux ondes, et milite pour une législation qui protégerait l'ensemble de la population. Peser dans le débat public est cependant bien difficile. Sophie Pelletier du *Priartem* relève avec justesse ce

paradoxe: "On est schizophrène: d'un côté les pouvoirs publics reconnaissent qu'il y a un problème et de l'autre ils soutiennent une fuite en avant technologique".

REVENDIQUER DES ESPACES DE DÉCONNEXION

Au-delà des personnes électrosensibles, les zones blanches, quand elle sont choisies et non subies, présentent des intérêts relationnels. Xavier Prono, lecteur de *Silence*, a expérimenté lors d'un séjour en Ariège deux semaines

Les Ami-e-s de S!lence

association des *Ami-e-s de Sllence* a pour but de favoriser les liens, les rencontres et les actions entre les lectrices et lecteurs de la revue alternative *Sllence*, et promouvoir l'écologie, les alternatives et la non-violence, dans l'esprit de la revue. Les *Ami-e-s de Sllence* vous invitent à vivre et partager sur l'écologie, la décroissance, l'autonomie et la non-violence... lors de ses Rencontres

annuelles : en partageant la vie quotidienne d'un auto-construit et camp autogéré dans la simplicité et la joie de vivre. Un lieu et un temps de partages pour échanger des expériences, des pratiques et des savoirs par le biais d'ateliers, ouverts à tou·tes, apprendre à s'organiser collectivement en autogestion et prendre des décisions au consensus et se régaler avec une cuisine bio, locale, végétarienne et sans alcool.



Les Rencontres sont aussi l'occasion de profiter de plaisirs simples comme chanter, danser, conter, jouer... et de vivre plein d'autres expériences en dehors de l'hyperconnexion aux ondes et aux écrans. Le programme est fait par tou-tes!

• http://amies.revuesilence.net, tél.: 07 58 20 29 86.

Ressources

- Priartem (Pour rassembler, informer et agir sur les risques liés aux technologies électromagnétiques), 5 Cour de la Ferme Saint-Lazare, 75010 Paris, tél: 01 42 47 81 54, www.priartem.fr
- Criirem (Centre de Recherche et d'Information Indépendant sur les Rayonnements Electromagnétiques non ionisants), 19-21 rue Thalès de Milet, 72000 Le Mans, www.criirem.org
- Robin des Toits (Association nationale pour la sécurité sanitaire dans les technologies sans fil), 55 rue des Orteaux, 75020 Paris, tél.: 01 47 00 96 33, www.robindestoits.org
- Une terre pour les EHS, 25 rue du Glissoir, 04200 Sisteron, www.uneterrepourlesehs.org

Pour aller plus loin

■ Ondes noires, court métrage de Ismaël Joffroy Chandoutis, Le Fresnoy, 2017, 21 min. déconnectées. (5) Sans préavis, lui et sa compagne se sont retrouvés dans un camping où le "réseau" ne passait pas. Peu au fait de l'électrosensibilité, le couple a néanmoins apprécié de couper ce fil à la pâte et les notifications incessantes, pour profiter de l'instant présent avec les personnes autour d'eux, avec qui on réapprend à demander son chemin, la météo pour le lendemain, etc. Autre effet positif pour le couple : ne plus s'angoisser lorsqu'on n'a pas de nouvelles de ses proches ou de l'actualité plusieurs fois par jour. "Pas de nouvelle, bonne nouvelle!" plaisante Xavier. Rentrés en ville, leurs habitudes se sont trouvées changées : le téléphone portable est coupé plus tôt, la distance prise avec l'utilisation des écrans permet d'être plus attenti·ves, etc.

À contre-courant du "tout connecté", des dispositifs peuvent être mis en place pour créer des zones de sobriété électromagnétique. Le Centre d'art contemporain de Lacoux (Ain) en a testé quelques-uns en août 2018. (6) Par exemple : demander au responsable de désactiver le wifi sur la box, mettre une affiche sur la porte du lieu et à d'autres endroits stratégiques pour indiquer qu'il s'agit d'une "Zone de Sobriété Electromagnétique", ou encore avant chaque début de conférence, prendre le temps de demander aux personnes d'éteindre leur téléphone.

Les espaces alternatifs qui font le choix de la sobriété énergétique se multiplient. Le Fouilla Fest, festival militant et convivial à Marcoux en Isère en septembre 2017 a invité les festivaliers et les festivalières à créer des espaces sans ondes. L'association des Amis de Silence propose chaque été des rencontres qui permettent de l'expérimenter, en limitant l'usage d'outils électriques, en privilégiant le covoiturage et l'utilisation de cuiseurs économes à bois pour la cuisine, et bien sûr en prenant de la distance vis-à-vis des outils de communication sans fil.

DÉTOURNEMENT CAPITALISTE D'UN ENJEU SANITAIRE ET SOCIAL

Force est de constater que les lieux de vacances, campings ou chambre d'hôtes, qui proposent ce type de cadre, se multiplient ces dernières années, pour le meilleur... et pour le pire. Si on trouve des lieux conviviaux d'échange, à l'instar de la Ferme Les Bouriès où s'est rendu Xavier, de nombreuses entreprises proposent des séjours de "déconnection" bien loin d'un approche alternative et émancipatrice. Les offres de séjours sur mesure "digital detox" en Europe se multiplient avec des séminaires et des formations pour "vivre l'expérience de la déconnection". Loin des discours critiques sur l'économie des nouvelles technologies, leur fabrication, leur accessibilité, ces offres s'arrêtent au constat de la surconsommation. Elles proposent alors des usages raisonnés "clefs en main", lors de séjours dans des endroits touristiques accessibles aux portefeuilles aisés. L'exposition aux ondes et aux écrans est présentée comme une pratique personnelle et n'est pas questionnée comme choix de société. Il faut alors payer pour le droit à un environnement sain. La surcharge d'ondes dans l'environnement a été imposée dans les espaces publics, et une zone non surchargée acquiert aujourd'hui une valeur marchande.

Le choix de vivre, au moins même temporairement, dans des zones blanches, ne devrait pas être un produit marketing à vendre, mais un choix politique individuel et collectif : le choix d'être connecté.

Martha Gilson ■

(5) Les Bouriès, hameau "Angouls", 09140 Seix, tél.: 05 61 04 85 84.

(6) Dans le cadre d'une exposition du projet "Titre à Venir, Un Monde à Inventer", expérimentation au long cours mettant en valeur un processus de création collaboratif et participatif autour des questions sur l'état de notre monde et le pouvoir d'agir sur notre futur.

Courrier

Paysages de désendettement

Gilles Clément, jardinier naturaliste, a donné une conférence à Saint-Hilaire-Luc, en Haute-Corrèze, sur le thème de l'inversion du paysage. (...) Il nous a entre autres parlé du paysage de désendettement : un ensemble non seulement constellé de polycultures mais aussi de différentes activités humaines. Point n'est matière à les décliner tant elles sauraient être



multiples. Un ensemble pour résister à la monoculture, à la logique de crédits et subventions sans fin, et peut-être même vis-à-vis de cette dette mortifère que l'on a face à des sols vivants qu'on a rendus déserts.

Même si les lobbies du conventionnel intensif veulent nous faire croire l'inverse, il se trouve que, chiffres à l'appui, le modèle conventionnel mécanisé, avec ses apports d'engrais, est moins productif, globalement parlant, qu'une agriculture respectueuse du vivant. Simplement, les implications et les rentabilités économiques sont d'un ordre complètement différent. Un ordre qui ne prend d'ailleurs l'être humain que comme un simple paramètre d'un calcul financier. Cette notion de paysage de désendettement va à l'encontre directe de la fonctionnalisation et de la robotisation de nos activités certes, mais aussi clairement contre les politiques globales qui les servent : aides à l'installation des jeunes agriculteurs, subventions de la PAC ou autres, etc. (...)

Michaël Oudin

Corrèze

Évasion fiscale

En France, l'évasion fiscale s'élève à 100 milliards par an. Informez les responsables des gilets jaunes afin que la protestation soit révolutionnaire! Pour quelques dollars, nous sommes en train de détruire la vie sur Terre et les humains se croient très intelligents, surtout tous les dirigeants et hauts fonctionnaires du monde. Nous sommes en THANATOcratie mondiale. Merci d'en parler dans votre revue et surtout agissez!

Daniel Brard

Finistère





Courrier

Vaccination

En réponse à la lettre d'un de vos lecteurs parue dans le numéro 473 (décembre 2018, page 41) et vous reprochant une supposée partialité à propos de la question des vaccinations, voici quelques remarques :

(...) Tout vaccin pose d'abord deux problèmes : celui de la possible nocivité des adjuvants – en particulier ceux à base d'aluminium – et celui de la quantité de vaccin utilisée – en fonction du poids des nourrissons s'entend!

Quand à l'efficacité de la vaccination, on ne peut déterminer, par exemple pour la tuberculose, si l'éradication de celle-ci dans

les "pays développés" est due à l'amélioration des conditions sociales d'existence des populations concernées, ou bien davantage à la vaccination systématique de ces populations contre la tuberculose. Quoi qu'il en soit, mieux vaut d'abord améliorer les conditions sociales d'existence de ces populations pour prévenir toutes les pathologies sociales induites sans cette amélioration, et ensuite éventuellement les vacciner, puisque la vaccination ne prévient que telle ou telle pathologie clinique, plus restreinte celle-là. La question de la porosité des décisions politiques des pouvoirs publics et du lobbying des intérêts financiers en jeu, est toujours plus d'actualité - la question actuelle des prothèses médicales concerne aussi celle des vaccinations. (...)

Malgré ce contrôle médiatique, éclate régulièrement une nouvelle affaire à ce sujet : par exemple, il y a une année environ, *Sanofi* a été épinglé pour une campagne de vaccination en direction des "pays pauvres", campagne censée éliminer la dengue. Les "dégâts collatéraux" ont été dénoncés comme étant le fruit d'expériences grandeur nature sur des populations vulnérables. En ce cas, le bien-être et la santé de ces populations n'est qu'un prétexte hypocrite pour cacher des intérêts financiers, bien réels ceux-là! La même question se pose en France : il n'y a pas de médecine publique proprement dite, ne dépendant que de la sécurité sociale, non-libérale et imperméable à tout lobbying

Merci à toi, Silence, demeure le plus rigoureux et le plus objectif possible, en n'hésitant pas à nous prendre, s'il le faut, à rebrousse-poils.

Pascal Maury-Lascoux

Dordogne

Vaccination (bis)

(...) Les vaccinations causent des accidents bien plus graves et bien plus nombreux que ce qui est reconnu officiellement, sans compter tous leurs effets pervers. Si votre lecteur veut bien approfondir le sujet, je ne peux que lui recommander les deux ouvrages majeurs de Michel Georget: Vaccination, les vérités indésirables, et L'apport des vaccinations à la santé publique. La réalité derrière le mythe, publiés par les éditions Dangles. En rappelant que l'auteur, professeur agrégé de biologie, s'appuie sur des sources médicales et scientifiques. (...)

Jean-Paul Pellet

Allier

Vaccination (ter)

Au contraire de votre lecteur, je souhaite faire la promotion de votre revue. En effet laisser la place à la liberté que ce soit de vaccination ou autres est très important. D'autres cas, dont un très personnel sur les dégâts de la vaccination DTP ont laissé des traces indélébiles chez les êtres humains. Mon fils est handicapé depuis 1979 (...) donc j'aimerais plus de retenue chez ce lecteur.

Henri Bertolini

Alpes-de-Haute-Provence

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lect·rices soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence: www.revuesilence.net. Soyez concis: pas de textes de plus de 3000 signes.

Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction.

Nous avons également reçu... 1/2 Essais La guerre des métaux rares. La face cachée de

- La guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique et numérique, Guillaume Pitron, éd. Les liens qui libèrent, 2018, 294 p., 20 €. L'auteur livre dans cet ouvrage le fruit de six ans d'enquête bien documentée sur la dépendance grandissante aux métaux rares. Les coûts environnementaux et économiques de l'exploitation des métaux rares sont catastrophiques et obligent à repenser la transition énergique à l'aune de cette dépendance.
- Les chemins de l'écomunisme, André Prone, préface Yvon Quiniou, éd. L'Harmattan, 2018, 126 p., 14 €. Le sous-titre "Pour que revive l'idéal communiste et finisse le fascisant Capital cognitif" résume le livre. La première partie est consacrée à la critique du capitalisme mondialisé en fin de parcours et à ses conséquences. La deuxième partie offre des pistes pour construire une société nouvelle.
- Notre empreinte cachée. Tout ce qu'il faut savoir pour vivre d'un pas léger sur la Terre, Babette Porcelijn, traduit de l'anglais par Cyril Le Roy et du néerlandais par Francine Melka, éd. Seuil, 2018, 224 p., 19,50 €. Un gros manuel pour nous apprendre à évaluer correctement notre empreinte écologique cachée, ses impacts sur la planète et nos moyens d'agir. Bourré d'informations (100 infographies et une masse d'indicateurs chiffrés) et judicieux au premier abord, confus et superficiel au second.
- Calendrier lunaire 2019, Michel Gros, éd. Noël Vermot Desroches, noel@calendrier-lunaire.fr, 2018, 130 p., 8,50 €. Ce calendrier est un concentré d'informations enrichi chaque année par un travail de recherche mené depuis 40 ans. Les chapitres "utiliser et comprendre" permettent de se familiariser avec les différents mouvements de la lune.
- Calendrier des semis biodynamique, 2019, Maria-Thun, MABD, e.pirra@bio-dynamie.org., 2018, 118 p., 10 €. On y trouve les dates favorables pour les semis, les repiquages et les récoltes, mais également des indications pour l'apiculture, la sylviculture, la viticulture, ainsi qu'une présentation détaillée des rythmes cosmiques.
- Les voleurs d'énergie, accaparement et privatisation de l'électricité, du gaz, du pétrole, Aurélien Bernier, éd. Utopia, 2018, 197 p., 10 €. Ce livre raconte l'histoire de la propriété des énergies et des systèmes mis en place pour les exploiter. Devenues largement publiques au cours du 20e siècle, elles fon l'objet d'une reconquête des entreprises privées à l'échelle mondiale, avec l'aide au sein de l'Union européenne de directives ultralibérales. Contre cette offensive l'auteur propose des pistes pour reconstruire un service public des énergies.
- Les raisins de la misère, une enquête sur la face cachée des châteaux bordelais, Ixchel Delaporte, éd. du Rouergue, 2018, 208 p., 18 €. Derrière les grands crus prestigieux se cache une réalité qui l'est moins. Toxicité des pesticides, stratégies commerciales pour vendre des bouteilles bas de gamme, contrats précaires, habitat insalubre dans les villages qui vivent à l'ombre des grands châteaux.
- L'âme de l'habitat, du diagnostic au nettoyage énergétique de la maison, Max et Marie Ponce, éd. Bussière, 2018, 91 p., 14 €. Vivre dans une maison saine, sans pollution électromagnétique, sans perturbations pathogènes d'origine biophysique. Le géobiologue étudie les risques liés à la proximité d'antennes relais, les failles et passages d'eau sous terre ainsi que la radioactivité et le radon en milieu naturel... Le dernier chapitre est consacré au nettoyage énergétique des lieux de vie.

Roman

■ Un court instant de grâce, André Bucher, éd. Le Mot et le reste, 2018, 200 p., 19 €. Dans une montagne de Provence, Émilie refuse de vendre ses forêts pour alimenter la nouvelle centrale à biomasse. Victor un ami d'enfance vient l'aider et une idylle se nouera entre ces deux sexagénaires. Le scénario aurait pu être passionnant, mais les longues descriptions lyriques de la nature finissent par lasser.

Essais

Dictionnaire de la pédagogie Freinet

Laboratoire de Recherche Coopérative de l'ICEM-Pédagogie Freinet



Célestin et Élise Freinet ont construit, au quotidien et par la pratique, malgré des forces opposées parfois violentes, une "école du peuple". Des concepts pédagogiques se sont forgés, tels

(extraits du sommaire): Autorité, Chef-d'œuvre, Citoyenneté, Coopération, École moderne, Évaluation, Lecture, Mathématique, Motivation, Part du Maître, Sciences, Tâtonnement expérimental... Ce dictionnaire redéfinit, dans leur perspective originelle, historique, puis actuelle, les fondamentaux d'une pédagogie – et non d'une méthode, de procédés ou de matériels – qui s'inscrit dans une vision politique du monde. À ce titre, il y manque peut-être l'article "Laïcité", l'une des spécificités de Freinet – et de ses successeurs – si l'on pense, notamment, à Montessori ou Steiner (lesquels intègrent l'éducation religieuse). Plus de 150 articles à déguster sans modération. JPL

Éd. ESF, 2018, 402 p., 38 €

Les métropoles barbares Démondialiser la ville, désurbaniser la terre

Guillaume Faburel



Dans une première partie, l'auteur aborde la critique de la métropole avec ses objectifs de croissance, d'accélération des flux et des rythmes de vie, d'offre de consommation, mais aussi

d'exclusion sociale. Dans une deuxième partie, il leur oppose les tendances joyeuses à la désurbanisation de ceux qui aspirent à vivre autrement en coopérant, autogérant, réintroduisant la terre et la production maraîchère ici et là, défendant les communs, résistant à l'invasion des grands chantiers. Le propos développé ici est le fruit de 25 ans d'enseignement et de recherche en géographie, science politique, urbanisme et aménagement dans différentes villes en France et à l'étranger, travaux menés avec des étudiants en master et doctorat. Stimulant! MD

Éd. Le passager clandestin, 2018, 368 p., 18 €

Pauvert l'irréductible Une contre-histoire de l'édition

Chantal Aubry



L'intérêt de ce livre réside dans l'histoire de l'édition qu'il nous permet de découvrir et de suivre, principalement de la Deuxième Guerre mondiale à aujourd'hui. À travers le parcours hors-

norme de l'éditeur Jean-Jacques Pauvert nous revivons les affres de la censure et l'enthousiasme qui accompagnait cet homme capable de publier autant *Histoire d'O* que *L'Enragé* de Siné, et de subir les foudres de l'État pour l'édition des œuvres complètes de D.A.F. de Sade. Ce livre est plus qu'une biographie, c'est un recueil historique de certaines des luttes menées pour la liberté d'expression aux côtés de Georges Bataille, André Breton, Georges Wolinski, Jean Cocteau, Jean Genet, etc. Jean-Jacques Pauvert est de ceux qui ont œuvré à la démocratisation et à la diffusion d'idées à travers une littérature qui n'est pas totalement étrangère à Mai 68. JP

Éd. L'Échappée, 2018, 592 p., 26 €

ANTIFA, Histoire du mouvement antifasciste allemand

Bernd Langer



Antifasciste allemand, Bernd Langer a participé à la création du collectif politico-culturel *Kunst und Kampf* ou encore à l'émergence de l'*Antifaschisticher Arbeitskreis* (cercle de travail

Antifa), tout en s'engageant dans une stratégie d'alliance avec les organisations politiques institutionnelles. Les pages centrales de la présente édition permettent d'apprécier la créativité et la qualité de son travail artistique engagé. Il montre comment avant la Seconde Guerre mondiale les tactiques politiciennes se sont montrées inefficaces pour empêcher les nazis d'atteindre le pouvoir. Puis il interroge les stratégies mises en œuvre face à une extrême droite multiforme, avec un regard critique sur l'antifascisme autonome et une exploration de ses liens avec les mobilisations contre l'extension de l'aéroport de Stuttgart, le mouvement antinucléaire ou celui des squats notamment. D'une brûlante actualité! PM

Co-éditions La Horde/Libertalia, 2018, 287 p., 15 €

Réhabiliter le pisé

CRAterre



La construction en pisé (ou terre banchée) a été très courante jusqu'à la fin du 19^e siècle. Un tiers des immeubles de Lyon construits avant 1850 sont en terre. L'arrivée du béton, a priori plus facile à

mettre en œuvre, a stoppé cette pratique. Pourtant la terre a bien des avantages : durabilité, empreinte écologique très faible, confort thermique... et même protection contre les ondes électromagnétiques. Ce gros livre centré sur la région Auvergne Rhône-Alpes rappelle l'importance de cette technique de construction, comment on peut entretenir un bâtiment en terre, comment on peut le réaménager (comment y faire des ouvertures), comment gérer l'humidité, comment procéder à une isolation et comment certains bâtiments contemporains reprennent aujourd'hui la technique qui a l'inconvénient de nécessiter beaucoup de main-d'œuvre. Nombreuses illustrations techniques. Indispensable si votre logement est en terre. MB

Éd. Actes Sud, 2018, 264 p., 36 €

Livres

Le peuple des abattoirs

Olivia Mokiejewski



On s'attend à un réquisitoire contre la souffrance des animaux et contre ceux qui les mettent à mort. Or, l'autrice choisit ici de s'intéresser aux 50000 ouvriè-res qui travaillent dans les abattoirs dans des conditions terribles.

Comment pourrait-on respecter les animaux dans un monde où l'on broie aussi les humains ? Documentariste, elle n'a pas hésité à partager leur quotidien, leurs gestes, en se faisant embaucher sur une chaîne d'abattage. (Héroïque pour une végétarienne!) Trois années d'enquêtes pour nous décrire des abattoirs de toutes catégories : grands, petits, vétustes ou 100 % hygiénistes. MD

Éd. Mon poche, 2018, centre France livres SAS, 194 p., 7,90 €.

Notre-Dame-des-Landes ou le métier de vivre

Sous la direction de Christophe Laurens



Des étudiant-es en architecture se sont rendu-es sur le site de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes pour y étudier comment les résistant-es y vivent. Une

douzaine de lieux de vie visités sont présentés sous forme de plans d'architecture et Cyrille Weiner a réalisé un reportage photo. Intéressante introduction de Patrick Bouchain qui compare ces constructions avec la naissance d'un village : on construit alors pour répondre à des besoins et non pour les créer comme le font aujourd'hui trop de promoteurs. Ce village pourrait être pérennisé en créant une nouvelle commune... mais cela n'en prend malheureusement pas le chemin. Plusieurs lieux présentés ont été détruits en avril 2018 lors d'une opération militaire. FV

Éd. Loco, 2018, 224 p., 32 €

Survivre au futur

Christian Araud



Économiste, Christian Araud explore la "contradiction entre la croissance nécessaire pour le capitalisme et la décroissance nécessaire pour la planète", qui demeure irrésolue. Nombreux chiffres et graphiques à l'appui, il estime

que c'est le scénario de l'effondrement et non celui de la décroissance comme atterrissage maîtrisé, qui s'offre à nous aujourd'hui. Face à une "économie obèse" et à une "société obscène", il plaide pour une "économie svelte" et pour une "société décente". Les pistes : une permaculture à tous les niveaux, le renouveau d'activités artisanales adaptées à notre contexte, l'articulation aux différents échelons territoriaux entre SELs, monnaies locales, franc et euro, l'essor des coopératives, ou encore la réappropriation cantonale de services actuellement exploités par les grandes plateformes ubérisées (hébergement ou déplacement solidaire par exemple). GG

Éd. Libre et solidaire, 2018, 26 p., 15 €



















Paysans de nature Réconcilier l'agriculture et la vie sauvage

Perrine Dulac, Frédéric Signoret

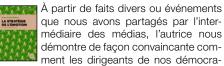
t si on faisait de l'installation paysanne un outil de protection de la nature ? C'est l'idée qui a

poussé plusieurs personnes passionnées de biodiversité à créer le réseau "Paysans de nature". Sachant que la surface agricole représente 50 % du territoire français et que la moitié des terres agricoles va changer de mains dans les 10 ans à venir, l'enjeu est de taille. Jusqu'ici les politiques environnementales ont réussi à préserver certaines espèces emblématiques, mais ont échoué pour la biodiversité commune présente dans les espaces agricoles ordinaires. L'agroécologie est pourtant à même de réconcilier activité paysanne et espèces sauvages. Mieux : l'installation d'une paysan·ne en agroécologie est souvent plus efficace que d'autres mesures de protection d'un milieu naturel. Ce beau livre illustré présente la démarche passionnante des "Paysans de nature", ainsi qu'une série de 27 portraits de fermes, du Haut-Rhin à l'Aude, de l'Indre à la Vendée et à la Drôme. Des portraits vivants qui révèlent la façon dont chaque paysan·ne s'y prend pour faire prospérer la vie sauvage sur son territoire. Un livre profondément réconciliant et enthousiasmant. GG

Éd. Delachaux et Niestlé, 2018, 192 p., 29 €

La stratégie de l'émotion

Anne-Cécile Robert



ties occidentales ainsi que ceux des multinationales, mobilisent et exploitent l'émotion, le sentiment, pour paralyser la réflexion et anéantir l'esprit critique. L'humanitaire, le philantrocapitalisme, la mode des marches blanches servent leur objectif de dépolitisation. "Le politique n'est plus en mesure de dire où va le monde, il se contente de gérer. La larme vient remplir le vide." Elle met en garde contre cet excès qui ancre les individus dans un état émotionnel passif et les mène sur le chemin de l'acceptation. MD

Préface d'Éric Dupond Moretti, éd. Lux, 2018, 176 p., 12 € B.D.

L'obsolescence programmée de nos sentiments

Zidrou et Jongh Aimée



Ulysse, 59 ans, déménageur, est licencié. Un départ anticipé à la retraite qui ouvre sur le vide. Méditerranée (62 ans) tient la fromagerie de sa mère qui vient de mourir. Ils vont se rencontrer et...

miracle! une vie de couple heureux se dessine. Une histoire tout en finesse et en émotions comme sait si bien les écrire Zidrou. Chaque situation est l'occasion d'en apprendre un peu plus sur leurs passés. "Vieillir est un métier d'avenir", on y arrivera tout es un jour. Alors, autant profiter de la vie. Un beau message d'optimisme. MB

Éd. Dargaud, 2018, 144 p., 20 €

La cicatrice

Andrea Ferraris et Renato Chiocca



La frontière entre le Mexique et les États-Unis sépare des populations qui ont longtemps vécu ensemble : "ce n'est pas nous qui traversons la frontière, c'est elle qui nous traverse". Deux

petites histoires : la première sur l'ambiance paramilitaire le long du mur avec une bavure dont un enfant sera victime ; la deuxième qui montre le travail de ceux qui sont favorables à l'ouverture de la frontière et qui sillonnent le désert pour apporter leur aide aux migrant-es. De très bonnes réflexions sur l'inhumanité des politiques anti-migratoires. FV

Traduit de l'italien par Sylvestre Zas, éd. Rackham, 2018, 40 p., 12 €

Camel Joe

Claire Dupean



Constance, une jeune femme d'aujourd'hui, dessine des BD mettant en scène les aventures de Camel Joe, une justicière anti-macho usant de pouvoirs bien à elle pour rabattre leur

caquet à tous les harceleurs et agresseurs de service. Mais pour Constance, faire face aux situations de violence patriarcale dans sa vie quotidienne n'est pas aussi simple. Heureusement, il y a les copines... dont certaines au look queer punk décomplexé. Pleine d'un humour antisexiste libérateur, son histoire n'est jamais binaire, mais dépeint avec une certaine finesse les tourments et les dilemmes d'une génération qui refuse de continuer à subir le sexisme. GG

Éd. Rue de l'échiquier, 2018, 120 p., 16,50 €

Mandela et le général

John Carlin et Oriol Malet



Nelson Mandela aurait 100 ans en 2018. En 1993, quand il négocie la tenue d'élections démocratiques en Afrique du Sud, il apprend que l'extrême droite blanche s'est unifiée pour

demander à l'ancien général en chef des armées de lancer une guerre contre les Noirs. Il va alors discrètement rencontrer le général Constand Viljoen et lui faire comprendre qu'il cherche à ce que tout le monde puisse vivre en paix et non dans un bain de sang. Les arguments vont porter et le général acceptera finalement d'entrer en politique et d'éviter une terrible guerre civile. Il y aura une tentative d'insurrection par les fermiers racistes blancs, mais vite réprimée. John Carlin était alors journaliste en Afrique du Sud. Il raconte cette histoire à travers un entretien avec le général aujourd'hui. Celui-ci explique notamment le rôle de son frère qui l'a incité à l'apaisement. Une histoire qui montre toute l'intelligence d'un Nelson Mandela converti à la non-violence.

Éd. Seuil/Delcourt, 2018, 112 p., 18 €













Beaux livres

Les petits des forêts

Arnaud Ville



Les forêts sont peuplées de géants, mais également de lilliputiens qui sont tout aussi essentiels à leur vie et à leur équilibre. C'est ce que rappelle Arnaud Ville. passionné d'insectes, à travers

une série impressionnante de portraits photographiques. Qu'ils vivent et se nourrissent sur les feuilles, dans le bois mort, sous les écorces ou dans les sols, ces êtres minuscules jouent un rôle essentiel dans l'humusation, la transformation des matières végétales, les équilibres écologiques. "Un bestiaire à la fois fabuleux et réel, mais fragile, dépendant de ce qui reste de l'intégrité des cycles forestiers", précise l'auteur. À la fin, quelques conseils avisés pour se lancer dans leur observation. Un spectacle parfois inquiétant, mais qui suscite un certain émerveillement. GG

Éd. du Rouergue, 2018, 292 p., 29,50 €

Jeunes

Titan noir

Florence Aubry



Dès 13 ans. Elfie se fait embaucher dans un parc océanographique. Elle devient la dresseuse d'un orque, Titan, avec qui elle pense nouer une relation de complicité. Mais son enthousiasme

et ses certitudes vacillent peu à peu. Le livre est partagé entre le regard de la jeune fille qui découvre l'univers peu reluisant de ce parc et celui d'un mystérieux inconnu qui déroule l'histoire de Titan, capturé enfant et traîné de parc en parc, maltraité, et qui a fini par retourner la violence subie contre ses geôliers. Le roman est inspiré librement de l'histoire réelle de Tilikum, orque qui a tué plusieurs de ses dresseurs. Il nous fait entrer en empathie avec la violence insupportable qui est infligée depuis l'enfance à cet être sensible et conscient. Un roman marquant et dont on ne sort pas indemne. GG

Éd. du Rouergue, 2018, 192 p., 12,50 €

Zette et Zotte à l'uzine

Elsa Valentin et Fabienne Cinquin



Dès 9 ans. Dans une langue imaginaire, mais compréhensible, l'histoire d'une lutte sociale dans une usine où "le trapron avait trouvé dans un autre païsse des zouvrilleuses qu'il pouvait

payer à coups de lance-miettes". Deux sœurs ont des approches différentes, l'une pense qu'en travaillant plus, elle finira par grimper dans la hiérarchie, l'autre rêve d'une "grave généreule". Quand il est question de récupérer les machines à coudre dans l'usine en grève, la

résistance s'organise et l'usine pourra recommencer à produire sous le contrôle des ouvrières. Magnifiques images. FV

Éd. Atelier du poisson soluble, 2018, 48 p., 16 €

C'est écrit sur ses lèvres

Brigitte Aubonnet



Dès 12 ans. Valériane est une jeune fille malentendante qui subit les tracas de son entourage pas toujours à même de comprendre ses attentes et souvent débordant d'un trop plein de compas-

sion envers elle. Un jour elle rencontre Ludovic, lui aussi partiellement sourd, et c'est le début d'une histoire d'amour où il faut déjouer les interdits parentaux pour se rencontrer.

Avec ce roman, Brigitte Aubonnet nous présente les difficultés des personnes sourdes à être entendues et reconnues comme des êtres humains à part entière, avec leurs besoins et leurs envies, leurs amours et leur soif de vivre. Nous suivons à travers ses personnages le combat au quotidien de ces adolescent-es comme les autres qui doivent s'affirmer et affronter un monde extérieur qui bien souvent les déconsidère.

Une belle histoire, entre fiction et documentaire. .IP

Éd. La Martinière, collection Rester Vivant, 2018, 79 p., 9.50 €

Musique

Humour Liberté

Pierre Perret



Pierre Perret nous revient avec un nouvel album mêlant grivoiserie poétique, romantisme, humanisme et pamphlet politique. Le titre qui ouvre l'album et lui

donne son nom est un cri de colère contre l'extrémisme qui pousse à l'assassinat, mais il est aussi un appel à la liberté, à l'amour et à la tolérance. En quelques mots Pierre Perret nous distille un doux message d'espoir pour défendre nos droits à la vérité et à l'expression. D'autres titres nous rappellent des souvenirs d'enfance quand, sur les bancs de l'école, nous copions les uns sur les autres, avant de devenir adultes et certaines chansons mobilisent des formules pleines de contresens pour parler de sexualité. Cet album respire la fraîcheur et la simplicité. Derrière une apparence de bonhomie Pierre Perret nous donne à écouter, sur fond de jazz, des leçons de vie et d'amour. JP

12 titres, Irfan le label, 2019, 35 mn, 14 €

Nous avons également reçu... 2/2

Roman

■ Douze balles montées en breloque, Louis Guilloux, illustré par Laëticia Rouxel, éd. Goater, 2018, 56 p., 10 €. Accusé de s'être mutilé pour être évacué du front, un appelé breton est fusillé. Il n'a pas pu s'expliquer car il ne parle que le breton. Alors que la mère de la victime se bat pour que son nom soit gravé sur le monument aux morts, sa fille s'y oppose, ne voulant pas que son père soit reconnu par les notables qui l'ont fusillé. Une petite histoire en français et en breton pour rappeler que de nombreux soldats ont été fusillés simplement par manque de maîtrise de la langue officielle.

B. D.

- Les années rouge et noir, 1951-1962, tome 3 : Bacchelli, Pierre Boisserie, Didier Convard et Stéphane Douay, éd. Les Arènes, 2018, 64 p., 17 €. Bachelli, ancien responsable à la préfecture pendant l'occupation allemande, diffuse de fausses fiches de renseignements pour manipuler le monde politique. Alors que de Gaulle revient au pouvoir, la droite dure met en place le SAC, Service d'action civique chargé de la lutte anticommuiste. L'Algérie est en guerre. Pas toujours facile de s'y retrouver dans une histoire qui mélange un peu trop réalité et fiction.
- Alto Plano, T3: New York, Corbeyran, Vanessa Postec, Luc Brahy, éd. Delcourt, 2018, 48 p., 12 €. Au départ de cette série, il y avait une réflexion intéressante sur les travers du commerce équitable autour du café éthique, mais au fil de l'histoire, on est de plus en plus dans le polar pur et dur. Cela reste de la bonne BD, mais sans engagement politique.
- Prendre refuge, Mathias Enard et Zeina Abirached, éd. Casterman, 2018, 344 p., 24 €. À Berlin, Karsten tombe amoureux d'une jeune réfugiée afghane, astrophysicienne dans son pays. Il lit en parallèle un livre "Prendre refuge" qui raconte la vie de deux exploratrices qui campent devant les Bouddhas de Bâmiyân, en Afghanistan, à la veille du début de la Deuxième Guerre mondiale.

leunesse

- Animal Totem, Agnès Domergue, Clémence Pollet, éd. Hong Fei, 2018, 48 p., 17,90 €. Dès 8 ans. Un témoin mystérieux assiste à une cérémonie dans laquelle des Indien-nes choisissent leur animal totem. Il part lui aussi dans la forêt à la recherche du sien. Ses rencontres sont autant d'occasions de présenter divers animaux avec leur tempérament propre. La chute est inattendue!
- La baleine, Smiriti Prasadam-Halls, Jonathan Woodward, trad. Anne Pernot, Glénat, 2018, 48 p., 16,95 €. Dès 6 ans. Documentaire animalier sous forme d'album joliment illustré, qui présente les caractéristiques de divers types de baleines.

Beau livre

■ Bestiaire transgénique, Julie Lannes, éd. L'Atelier du poisson soluble, 2017, 32 p., 17 €. À partir d'articles scientifiques, l'autrice dessine ce que pourraient être les animaux victimes de manipulations génétiques.

Poésie

■ Espèces menacées, Serge Sanches, éd. d'Anglon, 2018, 64 p., 11 €. Des photos d'espèces menacées, en double page, avec à chaque fois un court poème.









Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.













Quoi de neuf?



Nous abonnons votre bibliothèque

Afin d'améliorer notre visibilité et de toucher de nouveaux publics, nous cherchons à développer notre présence dans les bibliothèques publiques. Pour ce faire, nous offrons un abonnement gratuit de six mois à toute bibliothèque qui en fait la demande... en espérant qu'ensuite elle s'abonne.

Vous pouvez donc montrer cette annonce à la personne chargée des périodiques dans les bibliothèques que vous connaissez et leur suggérer de nous envoyer un courrier pour demander à bénéficier de cette offre.

Gratuit en prison

Les prisonnieres qui nous en font la demande peuvent recevoir gratuitement la revue.

Silence, on cause!

Vous aimeriez soumettre au débat ce que vous avez lu dans Silence ?

Alors organisez un "Silence on cause"!

De précédentes éditions ont déjà eu lieu dans plusieurs départements, vous aussi vous pouvez en animer une : ce sont des causeries-débats organisées par certains abonnés dans leur région, autour d'un dossier ou d'un thème de *Silence*, parfois associé à la projection d'un film, ou à un pot partagé dans le café du coin, ou encore en lien avec une structure ou un projet concerné par le sujet...

C'est une occasion de créer du lien avec des gens sensibles aux thèmes traités dans la revue, et de faire connaître Silence!

N'hésitez pas à nous contacter pour plus d'informations.

Changement d'imprimerie

Avec le numéro de février, Silence change d'imprimerie. C'est la fin de nombreuses années d'un fructueux travail avec *Impressions Modernes*, située à Guilherand-Granges dans la Drôme. C'est désormais l'*Imprimerie Notre-Dame*, située à Montbonnot dans l'Isère, qui va donc être en charge d'imprimer *Silence*. Bienvenue!

Rejoignez un relai local

- > Alsace Strasbourg. Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- > Auvergne-Rhône-Alpes. Jean-Paul Pellet Allier. jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir).
- > Territoire de Belfort. Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél.: 03 84 58 18 84
- > Bretagne. Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél.: 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > Est-Puy-de-Dôme. Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > Gard. Antonanzas Pascal, 7, rue du Dr Prosper Defau, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél.: 06 04 03 06 42
- > Haute-Vienne. Brigitte Laugier, 25, rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél.: 05 55 76 31 70
- > Hérault. Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > Loire-Atlantique. Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org
- > Lorraine. Véronique Valentin, 45 bis, rue de Vayringe, 54000 Nancy, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr
- > Lyon. Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99
- > Mayenne. Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Saône-et-Loire.** Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > Seine-et-Marne. Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreenbrie@gmail.com

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 14 et 15 février!

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : 14 et 15 mars, 18 et 19 avril, 16 et 17 mai, etc.

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9h30** les mercredi 23 janvier (pour le numéro de mars), 20 février (pour le numéro d'avril), 20 mars (pour le numéro de mai), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, Silence est une revue participative!

Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. Pour envoyer des infos pour le numéro de mars, vous avec donc jusqu'au 29 janvier puis jusqu'au 26 février pour le numéro d'avril. etc.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple):

Réd'acteur: en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur: votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de Silence.

Relai local: il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies!

Don'acteur : Silence est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur: www.revuesilence.net / rubrique : Comment participer

Votre abonnement gratuit?

Si vous trouvez cinq nouveaux abonnés au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

Partenaires











Commande : numéros, livres et affiche

Numéros disponibles

- ☐ 440 Le renouveau de l'Éducation populaire?
- ☐ 442 Océans, l'urgence méconnue
- ☐ 444 Coopératives, question de taille
- ☐ 445 Extraction minière ni ici, ni ailleurs
- ☐ 448 Tout le monde en selle!
- ☐ 449 Vivre avec la forêt
- ☐ 450 Genre et éducation alternative
- ☐ 451 Handicaps: conquérir son autonomie
- ☐ 453 Travailler moins, et si on essayait?
- ☐ 454 Créer des lieux alternatifs
- ☐ 455 Pour des élections moins primaires!
- ☐ 456 Nouveaux ogm, nouveaux combats
- ☐ 457 Le chant des luttes

☐ 459 Vers une école sans écrans?

- ☐ 460 Les élections municipales à mi-mandat
- ☐ 461 Cuisines en transition
- ☐ 462 Les nouveaux visages de l'habitat participatif
- $\hfill\square$ 464 Semences vivantes, graines d'autonomie
- ☐ 465 Réagir aux violences du quotidien
- ☐ 466 Jouer hors des cases
- ☐ 467 Le syndicalisme peut-il être écolo ?
- ☐ 468 Rouler pour des idées
- ☐ 470 Autogérons les coop' alimentaires !
- ☐ 471 L'arbre, cet allié méconnu
- ☐ 472 Nous vieillirons ensemble!
- $\hfill\square$ 473 La montagne : du calme !

Numéros régionaux

- ☐ 441 Aude et Pyrénées-Orientales
- ☐ 447 Seine-et-Marne et Val d'Oise
- ☐ 452 Champagne-Ardennes
- ☐ 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence
- ☐ 463 Hérault
- ☐ 469 Loire
- ☐ 474 Alternatives en Côte-d'Or et Yonne

Indiquez le total de votre règlement

 $[num\'ero(s) + abonnement(s) + livre(s) + \dots]:$

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,80 € l'exemplaire). Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger: 2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Affiche



□ 100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui format 60x84cm - 7€

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou

nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port: (métropole, zone europe et suisse): $2 \in$ de 1 à 3 ex., $4 \in$ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

Livres



☐ Manuel de transition, 212 p. - 20 €*
Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours,

d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devien- dra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

Non-violence dans la révolution syrienne, 120 p. - 9€**

Recueil de textes publiés initialement en arabe ou en anglais sur Internet, traduits pour la première fois en français, ce livre veut mettre en lumière ce versant si peu éclairé de la révolution et de la résistance

syriennes, cette action civile et sans armes aux mille visages qui ne cesse de se réinventer depuis 2011.

Nouveau



□ L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 20€***

Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie

contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arménien nes que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant!

Frais de port: (métropole, zone europe et suisse): * 4,5€ / ** 2,5€ / ***5€.

Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter.

Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement.

Je m'abonne à S!lence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

RUM (sera rempli par Silence):

A de prélèvement)

(Autorisation

Autres pays et DOM-TOM France métro. Découverte 1er abonnement, 6 n° 22€ 29€ Particulier 1 an, 11 n° 57€ 48€ 60€ 68€ Bibliothèque, association... 1 an, 11 n° Soutien 1 an, 11 n° 60€ et + 60€et+ Petit futé 2 ans, 22 n° 80€ 92€ Petit budget 1 an, 11 n° 33€ 40€ 5 abonnements Découverte offerts Nous 110€ + votre abo. 1 an gratuit contacter (cf. conditions page précédente)

Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Abonnement en ligne: www.revuesilence.net

Vos coordonnées	(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)
Nom:	
Prénom:	
Adresse:	
Code Postal: Ville	:
Courriel:	
O Je désire recevoir la s!berlettre	

	paiem	

Paiement récurrent / répétitif :

- 3 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- ☐ 12 € par trimestre (abonnement normal)
- □..... € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel:

□......... € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Débiteur				
Nom et prénoms :				
Adresse:				
Code Postal :	Ville:	Pays:		
Coordonnées du	compte bancaire ou po	ostal		
IBAN:				

CRÉANCIER:
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE

I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).

Joindre obligatoiremer un relevé d'identité bancaire (RIB).

e nt	Fait à: Signature:	Le:	

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Des ordures et des animaux

Big Trash Animals est une série d'œuvres d'art produites par Artur Bordalo, plus connu aujourd'hui sous le nom de Bordalo II, entre 2013 et 2018, qui vise à attirer l'attention sur le problème de la production de déchets, des matériaux non réutilisés, de la pollution et de ses effets sur la planète.

L'idée est de représenter la nature elle-même, ici des animaux, à partir de matériaux responsables de sa destruction. La plupart de ces œuvres se trouvent dans des friches ou des usines désaffectées, et sont composées de pare-chocs endommagés, de pneus ou d'appareils ménagers. Ces objets s'effacent dans le gigantisme de l'œuvre pour faire renaître des animaux, victimes collatérales de cette surproduction contemporaine.









Contact: http://www.bordaloii.com/big-trash-animals